4,00€ lundi 3 août 2026 **LE FIGARO** – N° 25 483 – **www.lefigaro.fr** – France métropolitaine uniquement

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ **DU FIGARO**

LE COMBAT DES CHEFS
À LYON, BOCUSE RESTAURE SON PANACHE ET LA MÈRE BRAZIER SOMNOLE **PAGE 12**
Olivier Couvin, Gilles Reinhardt et Mathieu Viannay

CRISE À LA FIFA
GIANNI INFANTINO PEUT-IL CONTINUER À DIRIGER L'INSTANCE MONDIALE DU FOOTBALL ? **PAGE 9**

LES CHEMINS DU POUVOIR
LA MODE DU VÉLO, UN SIGNE DE DISTINCTION IDÉOLOGIQUE À GAUCHE **PAGE 3**

LES MÉTAMORPHOSES DE GIORGIA MELONI
L'ENFANT DE LA GARBATELLA **PAGE 16**

LES UCHRONIES CULTURELLES
SI GODARD N'AVAIT PAS TOURNÉ « À BOUT DE SOUFFLE » **PAGE 18**

JEUX D'ÉTÉ **PAGE 13**

CISJORDANIE
Les routes ouvrent la voie à l'annexion israélienne **PAGE 6**

GUERRE HYBRIDE
Quand la Russie envoie ses drones survoler la France et l'Europe **PAGE 7**

HAUTS-DE-SEINE
La méthode choc pour expulser les dealers et les voyous des HLM **PAGE 8**

SINGES
Une nouvelle espèce découverte dans le bassin du Congo **PAGE 10**

CHAMPS LIBRES
- La chronique de Nicolas Baverez
- La tribune de Nicolas Pouvreau-Monti

PAGE 17

FIGARO **OUI**
FIGARO **NON**

Réponses à la question de samedi :
Ceuta : la politique de l'Espagne risque-t-elle de déclencher une vague migratoire en Europe ?

OUI	NON
93%	**7%**

VOTANTS : 106 402

Football : Gianni Infantino doit-il quitter la présidence de la Fifa ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

PASCAL-ÉTIENNE LATTES POUR THURIES MAGAZINE, CHERRYSTONE, AURELIO RODRIGUEZ, ELISE QUINIOU PHOTOGRAPHY ; WILLIAM VOLCOV / AP

L'été consacre la faillite de l'écologisme politique

Climatisation, nucléaire, débroussaillement… Alors que les mégafeux et les vagues de chaleur se multiplient, les Verts campent sur leurs positions dogmatiques et décrochent dans l'opinion.

À moins d'un an de l'élection présidentielle, la situation aurait pu leur profiter. Mais, si le dérèglement climatique qui frappe le pays de plein fouet leur donne en partie raison sur le constat, les Français sont loin de partager leurs solutions. Car, plutôt que de se convertir au pragmatisme, les troupes de Marine Tondelier ont décidé de continuer à verser dans la radicalité idéologique. Décidés pour l'instant à porter une candidature autonome en 2027, malgré le fiasco de 2022 (4,63 %) et en dépit des sondages qui les donnent sous les 5 %, les écolos pourraient en fin de compte rejoindre Jean-Luc Mélenchon dans la dernière ligne droite. Emmenés par leur frange la plus militante, à commencer par la députée Sandrine Rousseau, les Verts seront représentés par la patronne de leurs députés, Cyrielle Chatelain, aux universités d'été de La France insoumise, prévue mi-août.

→ **DOMINIQUE REYNIÉ : « L'ÉCOLOGISME EST DEVENU L'ENNEMI DE L'ÉCOLOGIE » PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL**

JALAL MORCHIDI / EPA/MAXPPP

Ceuta : l'Europe se divise sur sa politique migratoire

En quelques heures, l'enclave espagnole a été submergée par une vague de 60 000 migrants. La plupart ont repassé la frontière. La soudaineté de cette crise suscite l'inquiétude et accentue les divisions. **PAGES 4 ET 5**

L'automobile électrique accélère sa percée en France

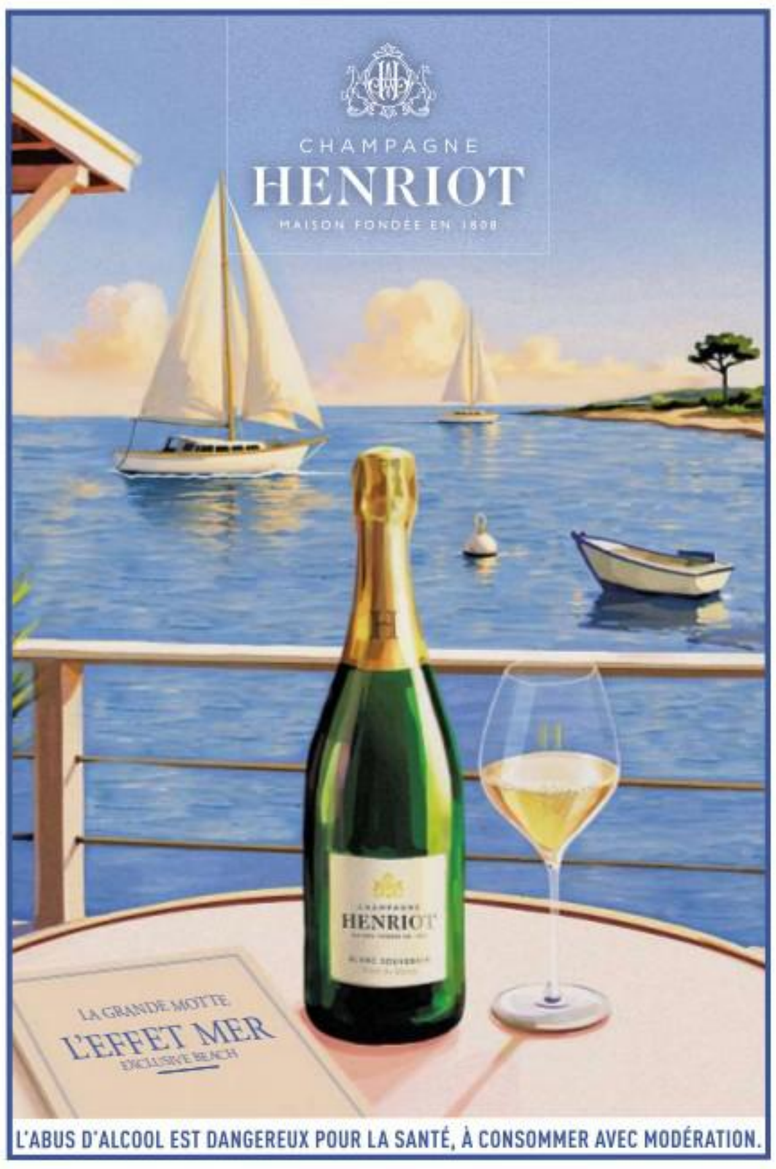
Plus d'une voiture neuve sur trois vendues en France au mois de juillet était électrique. La percée de l'automobile à batterie se confirme donc, confortée par la crise des carburants, par les mesures de soutien gouvernementales et par la transformation des gammes des constructeurs. Le mouvement est mondial, puisque la part de l'électrique devrait atteindre 29 % des ventes de voitures neuves en 2026. Cette envolée intervient dans un marché automobile en forte contraction en France et en Europe par rapport à l'avant-Covid. **PAGE 20**

ÉDITORIAL par Arthur Berdah

Verts à l'extérieur…

Notre maison brûle, et ils regardent à gauche. Dans un été dantesque, où s'enchaînent les vagues de chaleur caniculaire et les mégafeux dévastateurs, le bon sens des Français se heurte à l'aveuglement militant des Écologistes. Hostiles à la climatisation malgré le réchauffement climatique, opposés au nucléaire bien que cette énergie soit décarbonée, et défavorables au débroussaillement alors que cela permettrait de contenir la propagation des flammes… Qui dit mieux ? Certes, la pastèque est de saison. Mais elle a quitté les assiettes des vacanciers pour gagner l'esprit de Marine Tondelier et de ses amis. Verts à l'extérieur, rouges à l'intérieur ! Un comble pour un courant politique né il y a un demi-siècle et à qui les faits auraient pu donner raison. À condition de s'en tenir aux faits, justement. Or, loin de se convertir au pragmatisme, les héritiers de René Dumont ont préféré rester fidèles au dogmatisme de leur père fondateur. Le principe est simple : l'écologisme sera punitif et décroissant ou ne sera pas. La règle, elle, est unique : surtout, ne jamais se laisser entraîner sur le terrain des effets de la crise climatique, pour mieux enfermer le débat sur ses origines seulement. Comme si lutter contre les conséquences d'un phénomène interdisait d'en combattre « en même temps » les causes. Prêts à tout pour y parvenir, les écolos ont assumé une véritable chasse aux sorcières ces dernières années. Sorte d'épuration idéologique qui a conduit à écarter les tenants de toute forme de réalisme. C'était François de Rugy hier, ce sera sans doute Yannick Jadot demain. Car il ne faut pas s'y tromper, l'affaire est entendue : c'est dans les bras Insoumis de Jean-Luc Mélenchon que se terminera la fuite en avant jusqu'au-boutiste des Écologistes. Les dernières municipales l'ont prouvé et, déjà, en coulisses, les deux partis travaillent à de nouvelles alliances électorales en vue de 2027. Pour la présidentielle, bien sûr, mais pour les législatives aussi. Les électeurs, qui ont payé pour voir, jurent dans les sondages qu'on ne les y reprendra plus. Charge donc désormais aux partis de droite de s'emparer de ces questions : l'écologie n'appartient heureusement pas qu'aux Écologistes. ■

L'écologie n'appartient pas aux Écologistes



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

AND : 4,60 € – BEL : 4,10 € – CH : 5,00 CHF – D : 4,60 € – ESP : 4,60 € – GR : 4,10 € – LUX : 4,10 € – MAR : 37 DH – DOM : 5,10 € – PORT.CONT. : 4,10 € – TUN : 11,00 TND **ISSN 0182.5852**

M 00108 - 803 - F: 4,00 €

Climatisation, incendies : l'été consacre la défaite de l'écologisme politique

Richard Flurin

Du débroussaillement au nucléaire, les Verts campent sur des positions dogmatiques au risque de se marginaliser et de décrocher dans l'opinion.

C'est la dernière mode dans les cercles écologistes. La France est traversée d'est en ouest et du sud au nord par des incendies dévastateurs, les pompiers combattent les flammes avec une détermination à toute épreuve, des pauvres gens retrouvent leur vie réduite en cendres, d'autres fuient sans savoir ce qu'il adviendra de leur foyer, et les militants de la cause pourfendent les *« pyromanes »*. Non pas ceux qui, criminellement, sont à la source de tous ces désespoirs, assez fous pour allumer des feux et en éprouver quelque plaisir. Non, les *« pyromanes »* dénoncés par Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, ou par Oxfam, l'ONG dirigée par sa prédécesseur Cécile Duflot, ce sont Emmanuel Macron, Bruno Retailleau, Gabriel Attal, les membres du Rassemblement national, ou encore Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies… En bref, tous leurs opposants, qui ont le malheur de ne pas partager leur vision du monde et de la transition écologique.

Le mot martelé partout de « pyromane », en plus d'être injurieux, est particulièrement mal choisi au regard du contexte. Le reste du discours de Marine Tondelier est à l'avenant. La candidate à la présidentielle claironne son souhait d'*« abolir les privilèges climatiques »* et en appelle même à une *« nuit du 4 août climatique »*. Une référence absconse à 1789, lorsque l'Assemblée nationale constituante, dans un élan d'enthousiasme plus tard tempéré, abolit les privilèges de la noblesse et du clergé quelques jours après la prise de la Bastille. À ceux qui s'interrogeraient sur le rapport entre cette nostalgie révolutionnaire et les mégafeux qui consument le pays, Marine Tondelier précise ceci : *« Les 50 personnes les plus riches du monde émettent en 90 minutes plus de CO_2 qu'une personne dans la moyenne mondiale durant toute sa vie. »* Un chiffre choquant qui provient d'un rapport publié par Oxfam en 2024. L'ONG, dirigée donc par une militante écologiste de premier plan et dont Manon Aubry fut longtemps porte-parole avant de s'engager à La France insoumise, parvient à cette conclusion au prix de manœuvres douteuses, en mélangeant des choux et des carottes. L'essentiel des émissions attribuées aux *« 50 personnes les plus riches »* provient de leur patrimoine financier : Oxfam leur attribue une part des émissions des entreprises dont ils détiennent des actions, proportionnellement à leur participation. Mais qu'importe la rigueur scientifique, Marine Tondelier fait de la politique. Comme Oxfam, d'ailleurs.

Au début du mois de juillet, la patronne des Verts a reçu mandat de son parti pour porter une candidature autonome à l'élection présidentielle, malgré la déroute de 2022 (4,63 %). Mais encalminée sous la barre des 5 %, sondage après sondage, l'intéressée est bien obligée de réaliser des opérations coups-de-poing pour tenter une percée dans l'opinion.

Une fenêtre d'opportunité

L'actuel été dantesque, de canicule en incendie d'ampleur, constitue une fenêtre d'opportunité pour faire valoir son écologie politique, qui est mâtinée d'hostilité envers les médias, les riches et tout ce qui ne se réclame pas de la gauche. Ainsi de l'hostilité dogmatique de son camp à la climatisation malgré le réchauffement climatique ou de l'opposition idéologique des Verts au nucléaire, bien que cette énergie soit décarbonée. Dernière inco-

Dominique Reynié : « L'écologisme est devenu l'ennemi de l'écologie »

Propos recueillis par Alexandre Devecchio

Politologue et professeur à Sciences Po, Dominique Reynié est directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

LE FIGARO. – Selon beaucoup d'observateurs, les incendies ne relèvent pas seulement de la catastrophe naturelle, ils sont aussi le résultat de choix politiques liés à une certaine écologie. Les militants écologistes ont ainsi lutté pendant des années contre le débroussaillement, la gestion forestière ou encore les retenues d'eau… Peut-on parler de catastrophe politique ?

DOMINIQUE REYNIÉ. – Je le crois. Il faut que nous apprenions à distinguer entre, d'une part, l'écologie, qui désigne à la fois une science et une préoccupation pour l'environnement, pour le vivant, pour sa fragilité et, d'autre part, l'écologisme, qui est une idéologie construite et mobilisée pour servir un projet de conquête du pouvoir. On comprend aisément que le réchauffement climatique favorise la propagation des incendies. Mais la catastrophe que nous vivons est en effet le résultat d'une détermination politique particulière, celle de l'influence pernicieuse de l'écologisme sur l'action publique. Dès les premiers incendies, les chaînes d'information continue accueillaient des intervenants établissant explicitement une relation directe de cause à effet entre le réchauffement climatique et les incendies, comme si le feu avait pris spontanément, dans une atmosphère surchauffée. On a vu des représentants d'Oxfam – qui se définit comme *« une association de solidarité internationale qui lutte contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique »* – expliquant les incendies par le réchauffement climatique, et mettant aussitôt en cause nos modes de vie, la croissance économique, les entreprises, le « capitalisme », etc. Il aura fallu un peu de temps avant de commencer à discuter des défaillances des politiques publiques, des investissements insuffisants ou trop souvent différés, des causes des départs de feu. Surveiller les forêts, perfectionner les outils pour les combattre, sanctionner les comportements imprudents, punir les actes coupables, etc., tout cela dépend d'une stratégie, d'une organisation, de moyens financiers, humains et techniques, c'est-à-dire d'une bonne politique, mais c'est celle à laquelle les écologistes n'ont cessé de s'opposer, aidés d'ailleurs en cela par LFI. Les tragiques incendies de l'été 2026 nous montrent, pour la première fois, qu'une catastrophe écologique n'est pas seulement l'effet du climat ou de la globalisation économique, mais aussi de l'influence de l'écologisme, qui abuse d'images évidemment impressionnantes sans laisser suffisamment de place à des argumentations rigoureuses. Le discours écologiste est tellement pesant et anxiogène qu'on en est arrivés à inventer le terme d'écoanxiété pour caractériser cette angoisse dont les dégâts produits sur l'opinion publique, en particulier sur les nouvelles générations, sont considérables. Ne leur répète-t-on pas, finalement, que vivre est un cauchemar, voire une faute et que la nature serait victime de l'humanité ?

« Les écologistes ont avec l'écologie la même relation que le RN avec l'immigration : c'est un enjeu existentiel »

De l'affaiblissement de notre filière nucléaire aux incendies, en passant par notre retard en matière de climatisation dans un contexte de réchauffement climatique, sommes-nous en train de payer les conséquences de l'influence politique de cet écologisme ?

Rappelons de quoi est fait cet écologisme. Il est hostile à la croissance économique, aux entreprises, à l'innovation, souvent aux progrès scientifiques, à ce qui est la source de la plupart des solutions politiques aux grands problèmes que rencontre le monde. Les écologistes ont avec l'écologie la même relation que le RN avec l'immigration : c'est un enjeu existentiel ; c'est leur raison d'être. Pour les écologistes comme pour le RN, un monde de solutions est un monde où ils n'ont plus leur place. Depuis les années 1970, les écologistes ont gagné en notoriété grâce à une politisation extrême des problèmes environnementaux, en imputant sans nuance aux États et à leurs dirigeants la responsabilité des phénomènes et des catastrophes climatiques. Les voici aujourd'hui à leur tour désignés parmi les responsables de cette catastrophe. L'été 2026 aura établi aux yeux de tous que, en fait, cet écologisme peut être l'ennemi de l'écologie.

La ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, s'est montrée hostile à l'extension de la climatisation avant de menacer de démissionner à la suite de l'adoption de la loi d'urgence agricole. Que cela révèle-t-il ? Les partis de centre gauche et de centre droit se laissent-ils trop souvent intimider par l'écologisme radical ?

Assurément. Le principal problème posé par l'écologisme est politique et, plus précisément, démocratique. L'écologisme est parvenu à prendre le pouvoir sans avoir réussi à convaincre les électeurs. Ainsi, face au dérèglement climatique, qui aurait dû les avantager, les écologistes ont choisi de répondre non par le marché, la société civile, la créativité, l'initiative et l'innovation, mais par le projet démesuré de « sauver la planète » grâce à une « transition écologique » conçue et conduite depuis Bruxelles, pour l'Union européenne, et depuis Paris pour la France. Ces idées relèvent d'une conception suradministrée des affaires publiques. Le résultat est le déploiement d'un régime de réglementations, d'autorisations, de contrôles et de surveillances de plus en plus étroit, intrusif et sévère, sans égard pour les libertés individuelles, et d'ailleurs sans effet sur le réchauffement climatique.

Cet écologisme par les normes, cet écologisme bureaucratique, s'est non seulement mis en place sans avoir eu besoin de l'assentiment des électeurs, mais aussi sans les en avoir informés, de même qu'ils ne furent pas informés, entre 1997 et 2017, du quasi-abandon de notre filière nucléaire, qui constitue pourtant notre plus grand atout industriel, ainsi que notre meilleure réponse aux défis de la souveraineté énergétique et du réchauffement climatique. En ce sens, on peut considérer le mouvement des « gilets jaunes » comme un premier coup d'arrêt populaire imposé à l'idéologie écologiste, un coup d'arrêt d'ailleurs opéré selon une méthode manifestante et non électorale, comme s'il s'agissait, pour les « gilets jaunes », de répondre à l'écologisme avec ses mêmes méthodes de blocages protestataires et de confrontations violentes.

Le virage pronucléaire d'Emmanuel Macron a-t-il été un tournant ? L'écologisme radical est-il en train de perdre la bataille culturelle ?

Je dirais que l'écologisme est en train de perdre la bataille législative et gouvernementale. Cependant, la récusation électorale de l'écologisme n'empêche pas sa domination culturelle. On le voit à travers l'extraordinaire bienveillance du monde médiatique, qui est l'un des grands privilèges concédés à cette idéologie. On le voit aussi dans l'omniprésence du discours écologiste partisan, de fait institutionnalisé. On songe à ce qu'Althusser appelait les « appareils idéologiques d'État » : l'école, et par l'école on atteint aussi les familles, les universités, le monde intellectuel, les médias, en particulier l'audiovisuel d'État, ou encore le monde culturel. On voit aussi de nouveaux appareils idéologiques à l'œuvre, avec les plateformes numériques, les moteurs de recherche, les IA, Wikipédia, etc., et à travers eux les métiers de la communication et du marketing, affectant le discours de nombre d'entreprises ; elles reprennent à leur compte l'écologisme en imaginant un effet bénéfique, sans toujours voir qu'elles

PAUL DELORT/LE FIGARO MAGAZINE

***« Il faut que nous apprenions à distinguer entre, d'une part, l'écologie, qui désigne à la fois une science et une préoccupation pour l'environnement et, d'autre part, l'écologisme, qui est une idéologie »*, estime Dominique Reynié.**

Marine Tondelier, secrétaire nationale du parti Les Écologistes et candidate à l'élection présidentielle de 2027, lors de sa conférence de presse sur l'urgence climatique et les incendies de forêt, à Paris, le 27 juillet.
CARINE SCHMITT / HANS LUCAS VIA AFP

hérence mise en lumière par l'actualité : les contraintes imposées par le code de l'environnement au débroussaillement. Pour protéger la faune, l'entretien des massifs a été réduit… Au risque de propager, par voie de conséquence, plus rapidement les incendies. Idem, enfin, quand le bon sens paysan impose de stocker l'eau dans des retenues de substitution pour combattre les effets délétères de la sécheresse, mais que l'écologisme marxisant y voit un prétendu privilège de gros producteurs contre les supposés petits exploitants. Là encore la rhétorique prend le pas sur le réel et l'on dénonce des «méga-bassines», comme il y aurait des «super-profits» et des «super-héritages».

La radicalité du discours prépare le terrain à un rapprochement avec LFI dans les semaines, peut-être les mois qui viennent. Jean-Luc Mélenchon a encore tendu la main aux Écologistes dans le média *Reporterre* le 22 juillet, proposant un *«un accord global et au carré»* qui concernerait la présidentielle, les législatives puis les régionales en 2028. Or, si la candidature en solitaire de Marine Tondelier ne décolle toujours pas d'ici à l'automne, elle pourrait donc finir par accepter la proposition des Insoumis, prétextant le risque de voir Marine Le Pen l'emporter. Beaucoup au sein de son parti plaident déjà en ce sens. Outre la députée Sandrine Rousseau, connue pour sa radicalité, la présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, Cyrielle Chatelain, est favorable à *«rouvrir les discussions»* avec les Insoumis. Signe de ce rapprochement à l'œuvre, l'élue d'Isère se rendra aux universités d'été de LFI à la mi-août.

En attendant, Marine Tondelier est toujours en campagne. Elle a organisé une conférence de presse en début de semaine pour demander à l'exécutif d'organiser une *«réunion de crise»* avec l'ensemble des chefs de parti et des présidents de groupes parlementaires. L'objectif est de faire un point sur la situation et d'explorer des solutions concrètes. Difficile cependant de tenir un tel sommet en plein cœur de l'été, sans compter que le gouvernement est à pied d'œuvre. Sauf peut-être l'une des premières concernées, la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut. Après le psychodrame de sa vraie fausse démission il y a quelques jours, l'ancienne présidente du WWF France a cru bon de se retirer dans sa maison de Sainte-Maxime, dans le Var. Matignon l'a depuis rappelée à Paris. ■

alimentent un gauchisme culturel qui ne leur veut pas du bien.

Les écologistes étaient tout de même les premiers défenseurs de l'euthanasie. Et la loi qui a été adoptée s'inscrit dans leur vision radicale. Comment expliquez-vous l'engagement des écologistes sur la question de l'euthanasie et leur victoire politique sur cette question ?
C'est une autre dimension de l'impensé écologiste et une autre cause de leur déclin. Les écologistes ont insisté sur la fragilité du vivant et la vulnérabilité du monde – plus qu'aucune autre famille politique –, ils ont dénoncé les dangers du pouvoir médical, pour finalement prendre une part prépondérante à la légalisation de l'euthanasie. Au fond, l'écologisme n'a-t-il pas ainsi rompu avec ce qui est supposé être le cœur de sa doctrine, la protection du vivant, le souci de sa fragilité, la protection des plus faibles ?

Le gauchisme est-il l'avenir de l'écologisme ?
Les tenants de l'écologisme sont pris dans une relation conflictuelle, inextricable, avec la démocratie. La victoire électorale est une perspective qui leur semble inatteignable, à juste titre. Les élections ne leur seront pas favorables avant longtemps, peut-être jamais. C'est pourquoi on assiste, au sein de l'écologisme et à gauche en général, au retour d'un discours archaïque constitutif des premiers âges de la gauche, au milieu du XIXe siècle, et qui contestait la capacité de l'électeur, son indépendance, la valeur de l'élection, la représentativité des représentants élus.
L'intérêt théorique bien réel de ces sujets n'interdit pas de relever que les partis qui parlent de plus en plus de « conventions citoyennes », de tirage au sort et de « démocratie participative » sont ceux auxquels les élections générales et les référendums – bref, la souveraineté électorale – ont peu de chance d'être favorables. Ce qui, hier, était magnifié, l'élection au suffrage universel, est aujourd'hui, à gauche, un sujet de suspicion. Si l'écologisme est parvenu à gouverner tout en étant la composante marginale de coalitions fragiles ou minoritaires, depuis une trentaine d'années jusqu'à aujourd'hui, il suscite maintenant une exaspération montante qui appelle un arbitrage démocratique. L'écologisme est en contradiction avec la marche d'un monde avide de croissance comme avec la volonté des Français de maintenir leur niveau de vie et de l'accroître si possible. Les écologistes devraient opérer un virage réformiste.
Mais, différemment, ils semblent s'engager depuis quelques années sur le chemin d'une mutation de sens contraire, comme si, faute de pouvoir imaginer leur victoire électorale, ils cédaient à la tentation, en assumant leur conversion à une politique antisystème. C'est bien ce processus qui est à l'œuvre dans le rapprochement avec LFI. Il pourrait aboutir à une union lors des prochaines élections législatives de juin 2027. Mais le rapprochement avec LFI a un prix. Il implique notamment de se lier avec les mouvances antisémites et islamistes qui travaillent la gauche française et l'ensemble de la gauche européenne. ■

« L'écologisme est en contradiction avec la marche d'un monde avide de croissance comme avec la volonté des Français de maintenir leur niveau de vie et de l'accroître si possible »

L'écologie et la protection de la nature demeurent des questions majeures. Le risque est-il que l'opinion publique en vienne à confondre ces enjeux avec l'écologisme radical et rejette en bloc toute forme d'écologie ? Comment réconcilier l'écologie avec la liberté, le progrès réel et la démocratie ?
Il me semble que l'on ne s'y trompe pas. En effet, d'une part, les études d'opinion nous disent que les enjeux écologiques préoccupent très largement la population. D'autre part, les résultats électoraux montrent que les Français refusent fermement, et depuis toujours, d'accorder leur confiance aux écologistes. Cet écologisme dogmatique, assimilable à l'extrême gauche parce qu'il se présente comme l'ennemi juré de la croissance économique et du confort matériel, n'a jamais intéressé la majorité des électeurs.

LES CHEMINS DU POUVOIR : DANS LES COULISSES DES DÉPLACEMENTS POLITIQUES ■ 2/6

La mode du vélo, un signe de distinction idéologique à gauche

De gauche à droite : **Christiane Taubira, Emmanuel Grégoire et Anne Hidalgo.**

Célestine Gentilhomme

Moyen de transport, outil de communication ou marqueur idéologique, la bicyclette s'est imposée comme un symbole politique de la gauche et des Écologistes.

La vie de ministre s'achève toujours là où elle a commencé. Sur un perron, parfois tapissé de rouge, entouré de collaborateurs et amis venus applaudir celui qui part. Une voiture – vitres teintées, de préférence – attend le plus souvent le sortant, qui vient de « passer les pouvoirs » à son successeur, comme le veut l'adage républicain. Ce 27 janvier 2016, au ministère de la Justice, Christiane Taubira n'a pourtant aucune envie de disparaître à l'arrière d'une berline. Fidèle à son goût pour la mise en scène, l'ancienne députée de Guyane entend maîtriser jusqu'à la dernière image de son bail au gouvernement. La socialiste enfile un casque, enfourche son vélo jaune puis quitte, en pédalant, la cour de la Chancellerie qu'elle occupait depuis plus de trois ans. Jean-Jacques Urvoas, choisi par François Hollande pour lui succéder, ne peut que regarder filer celle dont il venait de saluer le *«panache»*. Derrière l'image soigneusement construite de la ministre se refermait pourtant une page politique lourde de symboles, du mariage pour tous à la repentance mémorielle.

Ainsi s'acheva la « vélorution » de Christiane Taubira, partie reprendre sa liberté à bicyclette. Symptôme d'une époque où le politique s'obstine à être « normal », débarrassé des protocoles et prestiges qui l'éloignent du citoyen lambda.

Dans ses objets de valeur, l'exgarde des Sceaux, cycliste convaincue, avait même pris soin de déclarer ses trois vélos : un Peugeot, un Gitane et un Decathlon. Comme si la mobilité douce était la première des vertus politiques.

Dix ans plus tard, c'est perché sur un Vélib' électrique qu'Emmanuel Grégoire célèbre, en costume et sans casque, son sacre dans les rues de la capitale. Un clin d'œil à son mentor et lointain prédécesseur, Bertrand Delanoë, qui avait mis en place sous son mandat le premier réseau de vélos en libre-service. *« C'est quand même plus agréable de faire ça à vélo qu'en voiture ! »*, savoure ce soir-là Emmanuel Grégoire, levant deux doigts en V devant les caméras en signe de victoire. Le socialiste va jusqu'à accorder sa toute première interview d'édile en pédalant, poursuivi par des journalistes reporters d'image contraints de courir caméra à la main, et entouré de son service d'ordre qui le suit… à vélo.

Voilà encore un nouveau maire « normal », qui se présente dénué de tous les attributs passagers du pouvoir, mais prend, sans en avoir l'air, possession de l'un des plus beaux bureaux de la République. La promenade n'a pourtant rien de spontané : l'itinéraire, longeant le canal Saint-Martin, avait été préparé et sécurisé bien en amont par ses équipes, donnant à voir l'image d'une capitale où il fait bon vivre.

Au fil des 5 kilomètres de parcours, des Parisiens viennent pédaler à ses côtés et l'escortent jusqu'à sa nouvelle demeure. « Coup de com » réussi : la scène de liesse fait le tour du monde. Au point d'éclipser celle de Jacques Chirac célébrant, un demi-siècle plus tôt, sa victoire à Paris depuis le toit de sa voiture, surplombé par l'Arc de triomphe. Une autre époque.

« C'est quand même plus agréable de faire ça à vélo qu'en voiture ! »
Emmanuel Grégoire En fêtant sa victoire à la mairie de Paris

Depuis, enthousiasmé par le succès du finale du Tour de France, Emmanuel Grégoire a annoncé vouloir créer un « critérium professionnel » dans la capitale, autrement dit une course cycliste « classique grand parisienne ». Voilà pour la dimension événementielle. Quant à l'aspect civil et politique, la « petite reine » n'est à ses yeux pas seulement un moyen de se fondre dans la peau du Parisien moderne et ordinaire, excédé par les voitures qui lui coupent la route. Elle est d'abord le manifeste d'une gauche citadine, dont l'obsession a longtemps été de convertir ses métropoles aux transports décarbonés. En douze ans passés à la tête de Paris, Anne Hidalgo en a sans doute été la meilleure incarnation. La maire socialiste n'a cessé de promouvoir l'usage du vélo et de réduire la place de la voiture, ce qui lui valut le surnom de *« maire antivoiture »* auprès de ses détracteurs, qui l'accusent d'avoir mené une véritable guerre contre l'automobile. Le symbole a aussi nourri la controverse. Car celle qui appelait les Parisiens à délaisser leur véhicule continuait à bénéficier, elle, d'une voiture de fonction avec chauffeur.

C'est qu'à force d'être politisé, le vélo a fini par devenir un signe de distinction, quasi idéologique, entre ceux qui s'y convertiraient au nom de l'écologie et ceux qui resteraient accrochés au règne de l'automobile – le « peuple de la route », pour reprendre l'expression de Jérôme Fourquet. Une « France du vélo », concentrée dans les pôles urbains, ferait ainsi face à une « France de la voiture », plus populaire et rurale.

Parallèlement au « plan vélo » instauré par l'exécutif, le deux-roues s'est même imposé comme un indémodable des municipales, ranimant, parfois de manière caricaturale, le clivage gauche-droite. En 2020 déjà, les électeurs de droite étaient, de loin, les moins favorables aux restrictions de circulation, comme l'illustrait une enquête Harris Interactive. Six ans plus tard, les lignes de fracture n'ont pas vraiment bougé. Mais le débat ne porte pas tant sur les bienfaits du vélo que sur les changements abrupts que peut produire cette mise au vert.

Aux avant-postes, les élus écologistes en ont pourtant fait un argument dans les grandes villes, où des kilomètres de pistes cyclables ont été déployés au cours de la dernière décennie, sous l'effet de la pandémie et du confinement de 2020. À Lyon, l'édile Grégory Doucet circule le plus souvent flanqué d'un accompagnateur, qui tient lieu de chauffeur et le guide dans ses trajets. Comme son collègue de Tours, Emmanuel Denis, qui a fait doubler le nombre de cyclistes dans sa commune en quatre ans. Mais la formation de Marine Tondelier a perdu, en mars dernier, six des mairies – dont Bordeaux, Strasbourg et Besançon… – conquises dans la foulée des grandes marches pour le climat en 2020.

Leurs opposants locaux les ont souvent accusés de céder au « vélo-dogmatisme », une politique jugée punitive qui rendrait la vie impossible aux automobilistes, jusqu'à les chasser en dehors des centres-villes sans alternative. Entre les embouteillages, les rues rétrécies, les places de stationnement supprimées ou au tarif trop onéreux… À Avignon, Aurillac ou Le Chesnay-Rocquencourt, les nouveaux maires ont d'ailleurs décidé de rétropédaler en rouvrant des axes transformés en voies cyclables par leurs prédécesseurs. Non pas par « vélo-bashing », assurent-ils, mais par pragmatisme face à un trafic arrivé à saturation. La fin de l'état de grâce pour les adeptes de la bicyclette. ■

FRANÇOIS BOUCHON / LE FIGARO - ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT - ILLUSTRATION CHARLOTTE PAROIELLE

LA SÉRIE **Train, avion, métro, vélo…**
Les responsables politiques ne se déplacent pas tous de la même façon. Entre trajets imposés, déplacements discrets et flotte officielle de l'exécutif, le service politique du *Figaro* raconte leurs habitudes et anecdotes.

» Retrouvez demain un nouvel épisode : **LE MÉTRO PARISIEN, DÉCOR PARFAIT POUR JOUER LA PROXIMITÉ**

Frappés par la soudaineté de la vague migratoi de Ceuta s'inquiètent de la fragilité de l'enclave

Tanguy Berthemet Envoyé spécial à Ceuta

Faute de débouchés, la plupart des migrants sont rentrés au Maroc. Parmi la population espagnole, ils sont l'objet de désaccords,

À Ceuta, la Calle Real et ses jolies boutiques est, le samedi soir, un endroit de promenade. Mais, le week-end dernier, la petite rue piétonne avait une tout autre allure. On s'y affronte avec véhémence, entre habitants tendus par le choc migratoire qui, pendant trois jours, a secoué l'enclave. Alvaro, la mèche blonde en bataille, crie sa rage contre le président du gouvernement, Pedro Sanchez. Le jeune homme, qui se dit proche de Vox, le parti d'extrême droite espagnol, fustige moins les migrants qui ont submergé la ville que ses adversaires.

« Ils ne veulent pas comprendre que l'on ne peut pas ouvrir les portes à tout le monde. Si tous les Marocains arrivent, il n'y aura pas d'autres solutions pour nous que de fuir à notre tour », vocifère-t-il, avant d'être repoussé par des policiers casqués. Un peu plus bas, sur la Calle Real, quelques dizaines de manifestants brandissent le poing vers leurs rivaux. Ici, on se dit *« de gauche »* et *« honteux »* du traitement subi par les migrants.

Hugo, pas plus âgé que son rival, hurle à tue-tête de vieux chants de la guerre civile. Avec une poignée d'amis, ils cernent Granier, une pâtisserie chic, où *« un fasciste »* boirait un café. Là aussi, la police est déployée. Pourtant, Hugo reconnaît vite avoir, lui aussi, plus peur qu'autre chose. *« On doit trouver un mode de vie avec nos voisins, sinon nous n'aurons jamais la paix »*, admet-il.

« Pour l'instant, ils peuvent rester dans cette partie de la ville. Mais, quand la police aura fini de patrouiller dans le centre, elle viendra faire des arrestations ici. La faim fera le reste »

Un habitant de Ceuta

À Ceuta comme partout en Europe, les images du chaos qui a saisi la ville ont choqué et divisé un peu plus une société déjà ébranlée par les tensions. Ces masses de gens marchant vers l'Europe ont immédiatement rappelé celles de 2015, quand plus de 1 million de migrants, le plus souvent venus du Proche-Orient, avaient traversé le sud du continent. Aujourd'hui comme alors, les extrêmes droites européennes, cette fois conduites par l'Italienne Giorgia Meloni, exigent que les règles soient durcies et les frontières hermétiquement closes. Dans la Péninsule, le débat est identique, même si, dimanche, plus le moindre clandestin n'est visible dans le propret centre-ville.

Le long de la plage de Ribera, la plus prisée, une station-service sert de *« dépôt »* improvisé aux militaires. Ils y placent, assis le long d'un mur, les derniers migrants rôdant encore non loin. Ils seront plus tard guidés à pied vers la frontière et le Maroc. Selon les autorités espagnoles, toutes ou presque des quelque 60 000 personnes qui ont déferlé sur la petite cité ont finalement fait demi-tour. Amin est l'un des derniers à rebrousser chemin. Dimanche matin, il pleure en marchant, seul, au milieu des joggeurs, vers son Maroc natal qu'il a tant voulu fuir. *« C'était mon rêve, l'Europe, la possibilité de s'en sortir »*, confie-t-il. Mais ce rêve s'est brisé sur une réalité. Si Ceuta est officiellement l'Europe, elle est géographiquement africaine. Dans l'enclave, l'Europe, la vraie, la continentale, est aussi lointaine que de la côte marocaine voisine. Séparée par le même bras de mer. Y prendre un ferry vers l'Espagne est impossible. Et les reconductions immédiates rendent improbable l'octroi d'une quelconque autorisation de séjour.

Depuis samedi, des dizaines de milliers de migrants ont fait ce constat. Alors, ils sont repartis en un défilé sinistre. Des petits groupes en pantalons crasseux, les claquettes usées et le visage las. En d'autres lieux, à d'autres moments, on penserait à la débâcle d'une armée vaincue après une longue bataille. L'impression est renforcée, car on ne voit presque que des garçons, plus jeunes que les militaires espagnols qui balisent ce chemin de défaite, houspillent les migrants et les pressent de *« venga ! »*, *« venga ! »* sonores.

À Ceuta, samedi après-midi, ils sont encore des milliers à passer chaque heure la frontière de Tarajal, de retour vers ce Maroc qu'ils ont fui ces derniers jours dans une joie exubérante et communicative. Les temps ont changé. L'aventure européenne a tourné court. Ils marchent maintenant, un tee-shirt sur la tête pour se protéger du soleil, par le même chemin que celui emprunté les jours précédents. *« On est trop fatigués. On n'a rien à manger, presque rien à boire. On rentre »*, raconte Adam, 16 ans, qui a rôdé trois jours dans les rues de la ville de l'enclave sans trouver d'autre issue à son errance que ce retour. Son frère, Amir, 16 ans lui aussi, a l'air plus épuisé encore : *« Toutes les boutiques sont restées fermées pour que l'on ne trouve rien. »* Ils disent avoir tenté de dormir à la belle étoile, mais *« on a été chassés par la police »*. Ils disent aussi avoir été frappés *« par des civils »*, des habitants agacés. *« C'étaient les plus méchants. »*

Aucun n'est capable de dire pourquoi il a brusquement décidé de forcer la frontière vers Ceuta. Les garçons sont originaires de Tanger, à peine plus de 70 kilomètres. Jamais ils n'avaient pensé à se ruer ainsi vers l'Europe jusqu'alors. Ils évoquent les réseaux sociaux, des vidéos sur TikTok affirmant que *« la porte (était) ouverte »*. Ils sont partis à la nage, sans vraiment réfléchir. *« On a voulu fuir le Maroc pour trouver un travail. Il n'y a rien, là-bas. »* Que les chances de réussite soient presque nulles ne l'a pas dissuadé. *« On réessaiera une autre fois. »*

Personne ne semble mieux illustrer le coup de folie collective qui a saisi cette foule que Leila. Avec sa djellaba bleu pâle, ses bijoux discrets et son grand sourire, l'adolescente, 16 ans, a tout de la jeune fille de bonne famille. Pourquoi, alors, jeudi, a-t-elle franchi la clôture pour se perdre dans Ceuta ? Elle hausse les épaules et part dans un grand rire avant de se hâter vers Fnideq, la ville voisine, où elle est née.

Sur la plage de Tarajal, des employés municipaux achèvent de cacher les vestiges de la crise. On ratisse pour enlever les détritus, des milliers de sacs plastiques et les restes de ce sable qui a servi de lieu d'aisance. Au bout de la digue qui fait frontière, pour la prolonger, des plongeurs finissent d'installer une barrière de bouées flottantes. *« Cela ne doit pas recommencer »*, glisse un employé municipal en passant un dernier coup de râteau.

À Ceuta, dimanche, le quotidien banal est presque revenu. Sur les rochers surgissant de la mer, en face de l'élégante promenade, quelques gamins toisent encore la police. Dans les rues qui montent raides vers les quartiers populaires, de petites bandes espèrent enco-

Une file ininterrompue de migrants se dirige vers la frontière pour être expulsée de Ceuta, en Espagne, le 1er août.

Schengen, « hubs de retour » : à Bruxelles, les lignes de fracture se creusent

Louis Dubar
Bruxelles

Vingt-deux États membres de l'Union européenne ont uni leurs voix dans une coalition hétéroclite emmenée par la dirigeante d'extrême droite italienne Giorgia Meloni et la sociale-démocrate danoise Mette Frederiksen. Dans une lettre ouverte adressée aux présidents des institutions européennes et au premier ministre irlandais, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil, les signataires, parmi lesquels figure le chancelier allemand, Friedrich Merz, réclament *« une réponse européenne immédiate et coordonnée »* et ont obtenu la convocation d'une réunion d'urgence des vingt-sept ministres de l'Intérieur de l'UE. Mais cet appel à l'unité révèle déjà ses premières fissures : la France, le Portugal et le Luxembourg n'ont pas signé le document. Dans un autre courrier adressé aux présidents des institutions européennes, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a dénoncé des attitudes allant *« à l'encontre des intérêts à long terme de l'Europe »*, rappelant que la frontière de Ceuta est l'une des moins poreuses de l'Union.

Rome entend profiter de cette réunion d'urgence pour remettre une proposition sur la table. Selon le *Corriere della Sera*, le ministre de l'Intérieur, Matteo Piantedosi, défend un projet de réseau européen de « hubs de retour », des centres de rétention installés dans des pays tiers. Inspiré du modèle albanais mais cette fois financé par l'UE, ce dispositif s'appuierait sur plusieurs pays partenaires, principalement en Afrique subsaharienne et au Maghreb, mais aussi l'Égypte et l'Éthiopie. Une mesure rendue possible par l'adoption, le 17 juin, par le Parlement européen, du règlement sur les retours, qui ouvre la voie à la création de centres de retour hors du territoire de l'Union européenne.

« Envisager toutes les options »

Une approche que la France avait déjà torpillée lors du dernier sommet européen. *« Je crois que ce n'est ni efficace ni ne correspond aux principes qui sont les nôtres. (…) Je n'ai jamais vu un centre de retour dans un pays tiers fonctionner »*, avait tranché Emmanuel Macron.

Toujours selon le quotidien italien, Rome pousse également pour une application stricte du nouveau système de préférences généralisées plus (SPG+), dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2027. Cet outil commercial conditionne l'accès au marché européen pour les pays en développement à leur coopération, notamment en matière de réadmission de leurs ressortissants en séjour irrégulier.

Parmi les propositions les plus radicales figure la suspension temporaire de l'Espagne de l'espace Schengen. La présidente du Conseil, Giorgia Meloni, a été la première à mettre cette option sur la table. *« La suspension temporaire est un choix nécessaire. La crise migratoire à Ceuta nous rappelle que la gestion des frontières de l'Union est une responsabilité commune »*, a déclaré son ministre des Affaires étrangères, Antonio Tajani. L'Italie a rétabli des contrôles pour ses liaisons aériennes et maritimes avec l'Espagne, pour une durée d'un mois.

Une position partagée par Mette Frederiksen, qui appelle à *« envisager toutes les options, y compris une suspension »*. Cette ligne est également défendue par la Finlande, la Tchéquie et la Suède. *« La politique migratoire irresponsable de l'Espagne met désormais en péril la libre circulation au sein de l'UE. La Suède n'acceptera pas les migrants qui, après avoir transité par l'Espagne, poursuivent leur route vers le nord de l'Europe »*, ont écrit dimanche le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, et son ministre de la Migration, Johan Forssell.

Les traités européens ne prévoient pas l'exclusion définitive d'un État membre de l'espace Schengen par un autre. En revanche, le code frontières Schengen autorise, dans des circonstances exceptionnelles, le rétablissement temporaire des contrôles intérieurs en cas de *« défaillances majeures »*, un mécanisme déjà utilisé lors de la crise migratoire de 2015.

Son application au cas espagnol se heurte toutefois à un obstacle. Les arrivées se sont produites à Ceuta, une enclave où toutes les dispositions de Schengen ne s'appliquent pas, notamment le principe de libre circulation. Les personnes rejoignant le continent sont déjà soumises à des contrôles. *« Pas une seule personne n'a atteint l'Espagne continentale ou le reste de l'UE »*, a précisé Ursula von der Leyen.

Bruxelles pourrait également activer le mécanisme SchEval afin de déterminer si les autorités locales ont correctement assuré le contrôle de la frontière de Ceuta. Cette procédure prévoit des inspections sur place et, en cas de manquements constatés, l'adoption de mesures correctrices. ■

re, les habitants espagnole

entre partisans de l'accueil et tenants de la fermeté.

re, à l'ombre d'un arbre ou d'une encoignure de porte. Devant l'hôpital universitaire, Jawad et Samir, 35 ans, se lancent une fois encore dans la recherche de vivres et d'eau. Il n'y a rien. Dans ces immeubles où la grande majorité des habitants est d'origine marocaine, ils peuvent toutefois compter sur un peu de solidarité. *« Ils nous aident un peu*, glisse Jawad. *Mais, de toute façon, moi, je ne repartirai jamais. Je préfère mourir. »*

Pour ceux qui s'accrochent, les temps sont difficiles. *« Pour l'instant, ils peuvent rester dans cette partie de la ville. Mais, quand la police aura fini de patrouiller dans le centre, elle viendra faire des arrestations ici. La faim fera le reste »*, affirme un habitant. Les commerces, tous fermés pendant des jours, ont certes commencé à rouvrir. Le supermarché Carrefour, surveillé par les hommes de la Légion, calots à pompons sur la tête, et leurs véhicules blindés, reste inaccessible. Les quelques billets que Jawad et Samir possèdent ne servent à rien. Seules quelques épiceries, souvent tenues par des compatriotes, acceptent de leur vendre de la nourriture. Dans les rues voisines, la police donne la chasse à ceux qui, malgré tout, tentent de s'approcher d'une boutique. *« Ce n'est pas très sympathique, comme façon de faire, mais nous n'avons pas le choix »*, tranche Juan, qui possède un bar dans le centre-ville.

Dimanche, il ne reste sans doute pas un millier de migrants à Ceuta. *« Pour ceux que l'on voit*, insiste Mohammed, un habitant de la Gota, un quartier en hauteur. *Il y a des gens qui ont de la famille ou des amis à Ceuta et qui se cachent dans des appartements et attendent que les temps reviennent à la normale. »*

Soufiane et Moassim espèrent également ces jours où ces expulsions rapides prendront fin. Eux qui se disent mineurs et orphelins pensent pouvoir bénéficier d'une certaine protection dès que le centre d'accueil (Ceti), fermé car submergé, rouvrira. Les deux amis, contrairement à bien des candidats à l'immigration des derniers jours, ont prévu leur aventure. Ils assurent avoir été parmi les premiers à quitter le royaume. À la nage. *« On est restés dans l'eau quatre heures. Mais nous, nous sommes bons nageurs. »* Dans les jours suivants, pour beaucoup, pourtant, cela s'est résumé à contourner une digue en quelques brasses.

Comment une telle vague a-t-elle été possible ? À Ceuta, tous se posent la question. *« Nous avons lancé des alertes bien avant le début des problèmes, mais on ne nous a pas écoutés »*, a accusé Juan Jesus Vivas, le président des autorités régionales. Le gouvernement a reconnu s'être laissé dépasser. Accaparé par les incendies qui ravageaient les environs de Madrid, le ministère de l'Intérieur n'aurait pas pris garde aux signaux avant-coureurs de la crise. *« C'est bien possible*, reconnaît un policier local qui préfère rester anonyme. *Mais on sait tous que le Maroc n'a rien fait pour l'en empêcher, au contraire. Et c'est bien là le plus inquiétant. »* ■

JON NAZCA / REUTERS

» Lire aussi PAGE 17

Meloni rétablit les contrôles aux frontières

Quentin Raverdy
Rome

Giorgia Meloni avait promis de ne pas rester les bras croisés. Elle menaçait, après l'arrivée illégale de dizaines de milliers de migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, de suspendre l'application du traité de Schengen avec Madrid. Depuis ce week-end, et pour une durée d'un mois, c'est désormais chose faite. Dès samedi matin, la presse transalpine confirmait l'application des contrôles dans plusieurs aéroports de la Botte : de Rome à Milan, en passant par Bologne ou Trévise. Des contrôles *« aléatoires et limités »*, effectués par la police aux frontières, concentrés sur les vols en provenance d'Espagne et les seuls ressortissants de pays tiers, hors Union européenne. *« C'est une activité de prévention, qui pourra être revue et modulée. Il n'y aura aucun impact sur les voyageurs espagnols ou sur des citoyens de l'UE arrivant en Italie depuis l'Espagne »*, veut rassurer une source gouvernementale.

Si aucun migrant arrivé à Ceuta ces derniers jours, parfois à la nage n'a pu ensuite gagner l'Espagne continentale ou le reste de l'UE, assurait-on à Madrid, une vidéoconférence des ministres de l'Intérieur des 27 a été programmée en urgence pour mardi. Elle fait suite à une lettre envoyée aux institutions européennes par vingt-deux États membres, à l'initiative de l'Italie et du Danemark. Le document appelle à *« une action conjointe pour renforcer les frontières extérieures, lutter contre l'immigration irrégulière, combattre les trafiquants d'êtres humains, rendre les rapatriements plus efficaces et éliminer tout facteur susceptible d'encourager de nouvelles entrées illégales »*.

Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a lui aussi pris la plume en fin de semaine, pour pointer du doigt une réponse européenne jugée *« assez asymétrique »* face à la crise à Ceuta. Si de nombreux pays ont offert *« soutien »* et *« solidarité »* à Madrid, reconnaît l'élu, il dénonce également les dirigeants qui *« ont choisi d'attaquer l'Espagne et d'exiger son exclusion temporaire de l'espace Schengen »*. Une riposte claire à l'attention de l'Italie, sans la nommer. Quand, à Rome, la droite radicale crie au laxisme espagnol, Sanchez surenchérit et rappelle que les frontières extérieures ibères sont parmi les moins perméables de l'UE, chiffres de Frontex à l'appui : avec moitié moins d'entrées illégales enregistrées qu'en Italie.

Qu'importe la réplique espagnole, en Italie, l'exécutif persiste. La ligne de fermeté tenue par Rome *« est aujourd'hui partagée par un nombre croissant de nations européennes »*, se félicite Giorgia Meloni sur ses réseaux sociaux. *« Ceuta nous enseigne que défendre et renforcer les frontières n'est jamais une erreur »*, réagissait de son côté Matteo Salvini, affirmant que son gouvernement avait eu raison de *« suspendre Schengen pour éviter que le désastre espagnol ne puisse se propager »*. Loin des micros, on veut dédramatiser. *« Schengen a été suspendu 498 fois depuis 2006 mais, quand c'est l'Italie, ça devient tout de suite un cas très important. Il faut rappeler que des contrôles ont été réactivés aux frontières entre l'Italie, la Slovénie et la Croatie pour lutter contre l'immigration illégale et la menace terroriste et que cela ne pose aucun problème là-bas »*, nuance ainsi la source de l'exécutif.

STEFANO CAROFEI/IPA/SIPA USA VIA REUTERS CONNECT

La ligne de fermeté tenue par Rome *« est aujourd'hui partagée par un nombre croissant de nations européennes »*, se félicite Giorgia Meloni.

« Il y a quelques années, le gouvernement n'aurait sûrement pas pris une position aussi ferme sur le sujet mais, dans quelques mois, nous avons des élections, et cela change tout »

Lorenzo Castellani Professeur à l'université Luiss de Rome

« Il y a quelques années, le gouvernement n'aurait sûrement pas pris une position aussi ferme sur le sujet mais, dans quelques mois, nous avons des élections, et cela change tout », analyse Lorenzo Castellani, professeur à l'université Luiss de Rome. Avec cette sortie, l'objectif de Giorgia Meloni est double, estime le politologue. *« D'abord, Pedro Sanchez est vu comme un modèle de réussite économique et sociale par l'opposition italienne. Elle a vu dans cette crise un moment de difficulté pour le premier ministre espagnol et espère ôter ce point de référence pour la gauche chez elle. »*

L'occasion également d'envoyer un appel du pied – plus ou moins subtil – à l'électorat conservateur. Si Fratelli d'Italia, de Meloni, est toujours en tête des intentions de vote pour les législatives de 2027, ses marges s'amenuisent. Fragilisée par son revers lors du référendum sur la réforme de la justice au printemps, la présidente du Conseil voit également les tensions s'accumuler au sein de sa majorité et la concurrence grandir à sa droite. À commencer par Roberto Vannacci, ancien membre de la Ligue de Salvini, aujourd'hui parti en solitaire à la tête de sa formation Futuro nazionale, donnée à 7 % dans les sondages après moins d'un an d'existence. Avec son ton souvent outrancier et ses propositions musclées, notamment sur la « remigration », l'ex-général cherche à rallier les déçus du mélonisme.

Impossible pour la Romaine de se faire damer le pion sur les questions de sécurité et d'immigration qui ont fait le socle de sa victoire en 2022 et s'annoncent déterminantes pour l'an prochain. *« Son objectif, actuellement, est de dégonfler un peu la bulle Vannacci, et les manœuvres qu'on voit ces jours-ci au niveau européen sont une manière claire de le faire »*, assure Lorenzo Castellani. Des calculs que l'opposition dénonce avec force : *« Pendant que Meloni court après Vannacci, elle ferait mieux de s'intéresser aux résultats de Pedro Sanchez »*, tacle Francesco Boccia, chef des sénateurs du Parti démocrate, évoquant le coût de la vie et la croissance économique comme *« problèmes auxquels le gouvernement devrait s'attaquer au lieu de transformer chaque crise en campagne électorale permanente »*. ■

» Lire aussi PAGE 16

À trois mois des « midterms », Trump fait de cette crise un argument électoral

Mayeul Aldebert
Correspondant à Washington

Les images de la crise migratoire de Ceuta ont fait le tour des réseaux sociaux aux États-Unis, dans les rangs de la droite américaine. Donald Trump a qualifié la traversée de la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole par 60 000 migrants d'*« invasion »* et conspué la *« mauvaise gestion »* du premier ministre socialiste Pedro Sanchez et les lois *« très progressistes »* de l'Espagne en matière d'immigration. *« Retenez bien cette image. C'est ce que nous deviendrons dans trois ans si le mauvais camp l'emporte. »*

Trump a été réélu en 2024, en partie sur le rejet de la politique migratoire de l'Administration Biden, par une large partie de l'électorat. Malgré les bavures de la police de l'immigration et des frontières qui sillonne le pays pour expulser les personnes présentes illégalement sur le sol américain, le sujet reste un des points forts du milliardaire républicain, en sérieuse difficulté dans les sondages sur l'économie et la politique étrangère. À trois mois des élections de mi-mandat où le Parti républicain pourrait perdre sa courte majorité au Congrès, Trump et ses alliés ont donc fait de la crise de Ceuta un argument électoral.

« Les démocrates ont fait ça à l'Amérique chaque jour pendant quatre ans sous Biden et le feront à nouveau instantanément, mais avec une ampleur bien plus grande, s'ils obtiennent ne serait-ce qu'une forme de pouvoir national », a déclaré sur X Stephen Miller, l'influent conseiller de Trump sur la politique intérieure. *« Heureusement que le président Trump a été élu, pour que rien de tout cela ne puisse jamais se produire sous son mandat »*, a écrit de son côté Steven Cheung, le directeur de la communication de la Maison-Blanche, un proche du président. La présidence a également partagé des images du mur à la frontière mexicaine, se félicitant que Trump ait *« stoppé dès le premier jour »* une *« invasion similaire à celle de l'Espagne »*. Elle a aussi publié des images de migrants rassemblés devant le poste frontière fortifié d'Eagle Pass, au Texas, en 2023, au plus fort de la crise migratoire entre les États-Unis et le Mexique.

Durant le mandat de Joe Biden, 7,5 millions de personnes seraient entrées illégalement aux États-Unis via la frontière mexicaine, selon un rapport d'élus républicains du Congrès. Le Pew Research Center estime qu'environ 14 millions de personnes en situation irrégulière séjournent sur le sol américain. La droite américaine relaie souvent des estimations plus hautes, non officielles, jusqu'à 20 millions. Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, les flux d'immigration en provenance du Mexique ont diminué. La Maison-Blanche vante régulièrement son bilan en la matière. Elle a expliqué récemment avoir expulsé 605 000 étrangers illégaux auxquels s'ajouteraient 1,9 million de personnes ayant quitté le pays de leur propre chef… ce qui reste trop peu pour les franges radicales du mouvement Maga.

Ses influenceurs ont aussi largement commenté la crise de Ceuta en transposant ses enjeux aux États-Unis. *« L'Europe signe son propre arrêt de mort »*, a lancé le podcasteur vedette Ben Shapiro. Ce pionnier de la guerre culturelle menée par la droite trumpiste s'est alarmé de la *« vague massive de migrants musulmans »*. Jack Posobiec, commentateur trumpiste aux trois millions d'abonnés sur X et ancien proche de Charlie Kirk, a accusé le gouvernement espagnol de mener *« une entreprise démoniaque »* héritée de la guerre civile espagnole dans les années 1930, avant de faire l'éloge de Franco. Il parlait sur le podcast « War Room » de Steve Banon, éminence de grise de Trump lors de ses premiers pas à la Maison-Blanche en 2017.

Pour ces contre-révolutionnaires américains, la bataille politique qu'ils mènent aux États-Unis doit se prolonger en Europe. *« Parmi tous les défis urgents auxquels sont confrontées les nations représentées ici, je pense qu'il n'y en a pas de plus pressant que l'immigration de masse »*, avait déclaré JD Vance à Munich en février 2025, lors d'une Conférence sur la sécurité internationale. Le vice-président américain, qui a dénoncé après Ceuta *« les politiques mondialistes d'extrême gauche »*, avait accusé les démocraties européennes d'être défaillantes. *« Aucun électeur sur ce continent ne s'est rendu aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions d'immigrés non contrôlés. »*

A SCHWARTZ/SIPA USA VIA REUTERS

« Heureusement que le président Trump a été élu, pour que rien de tout cela ne puisse jamais se produire sous son mandat »

Steven Cheung Directeur de la communication de la Maison-Blanche

À Washington, les conservateurs de la nouvelle droite expriment régulièrement leurs inquiétudes concernant une immigration non maîtrisée en Europe. Ils lisent les livres traduits de Jean Raspail, qui, dans *Le Camp des saints*, imaginait dans les années 1970 une invasion migratoire venue d'Inde, de Renaud Camus, à l'origine de la théorie controversée du grand remplacement, et d'Éric Zemmour sur le *« suicide français »*. Les électeurs américains, en revanche, sont davantage préoccupés par leur pouvoir d'achat. Selon le Pew Research Center, ils sont 29 % à souhaiter que leurs candidats au Congrès pour novembre abordent en priorité les questions d'économie contre 7 % concernant les questions d'immigration. ■

Donald Trump annule les frappes sur l'Iran

Adrien Jaulmes Correspondant à Washington

Les palinodies du président américain sonnent de plus en plus comme un aveu d'échec stratégique face à l'Iran

Selon un schéma désormais coutumier, Donald Trump a renoncé à la dernière minute à une nouvelle offensive aérienne massive contre l'Iran, expliquant que des pourparlers prometteurs étaient en cours. Dans un message publié samedi soir, le président américain a annoncé que les États-Unis étaient prêts à lancer des opérations *« avec un niveau de terreur militaire, de force et de puissance sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale »*. Mais, a-t-il expliqué, *« l'Iran et d'autres pays du Moyen-Orient viennent de nous demander de suspendre toute attaque, les grandes lignes d'un accord ayant été convenues. Cela inclurait l'OUVERTURE IMMÉDIATE, COMPLÈTE ET TOTALE DU DÉTROIT D'ORMUZ, ainsi que la fin de la menace nucléaire iranienne. Compte tenu de cette demande, j'ai accepté, dans l'intérêt futur du MONDE et, par la même occasion, de la survie d'un Iran prospère et florissant, d'annuler l'attaque, à condition de parvenir rapidement à conclure un ACCORD. L'État d'Israël se joint à moi dans cet engagement. Au travail, tout le monde, et FAITES-LE ! »*

Cette nouvelle volte-face fait suite à une semaine d'escalade militaire qui a vu le conflit s'étendre jusqu'à la mer Rouge et la Méditerranée. L'Iran et ses mandataires ont lancé des attaques contre des bases américaines et des installations pétrolières stratégiques dans le Golfe. Vendredi, les Américains ont fait savoir qu'ils s'apprêtaient à lancer une riposte massive. Trump a réuni son cabinet pour un conseil de guerre à Camp David, la retraite forestière présidentielle dans le Maryland, dont il n'apprécie guère le charme rustique, pour annoncer des bombardements de représailles de grande ampleur. Cette fois, a-t-il annoncé, les États-Unis vont frapper les infrastructures énergétiques iraniennes. Depuis le début de la guerre, Trump a déjà plusieurs fois promis de les détruire avant d'y renoncer chaque fois. *« Au cours des quatre prochaines semaines, nous allons les frapper très fort »*, a dit Trump à la fin de cette réunion, *« Et puis, vous savez, à un moment donné, ils finiront par dire qu'ils n'en peuvent plus… La plupart des gens auraient abandonné à leur place. Ils n'ont plus de marine. Ils n'ont plus d'aviation. Mais eux, non. Il faut leur reconnaître ça, ils sont coriaces »*, a-t-il ajouté.

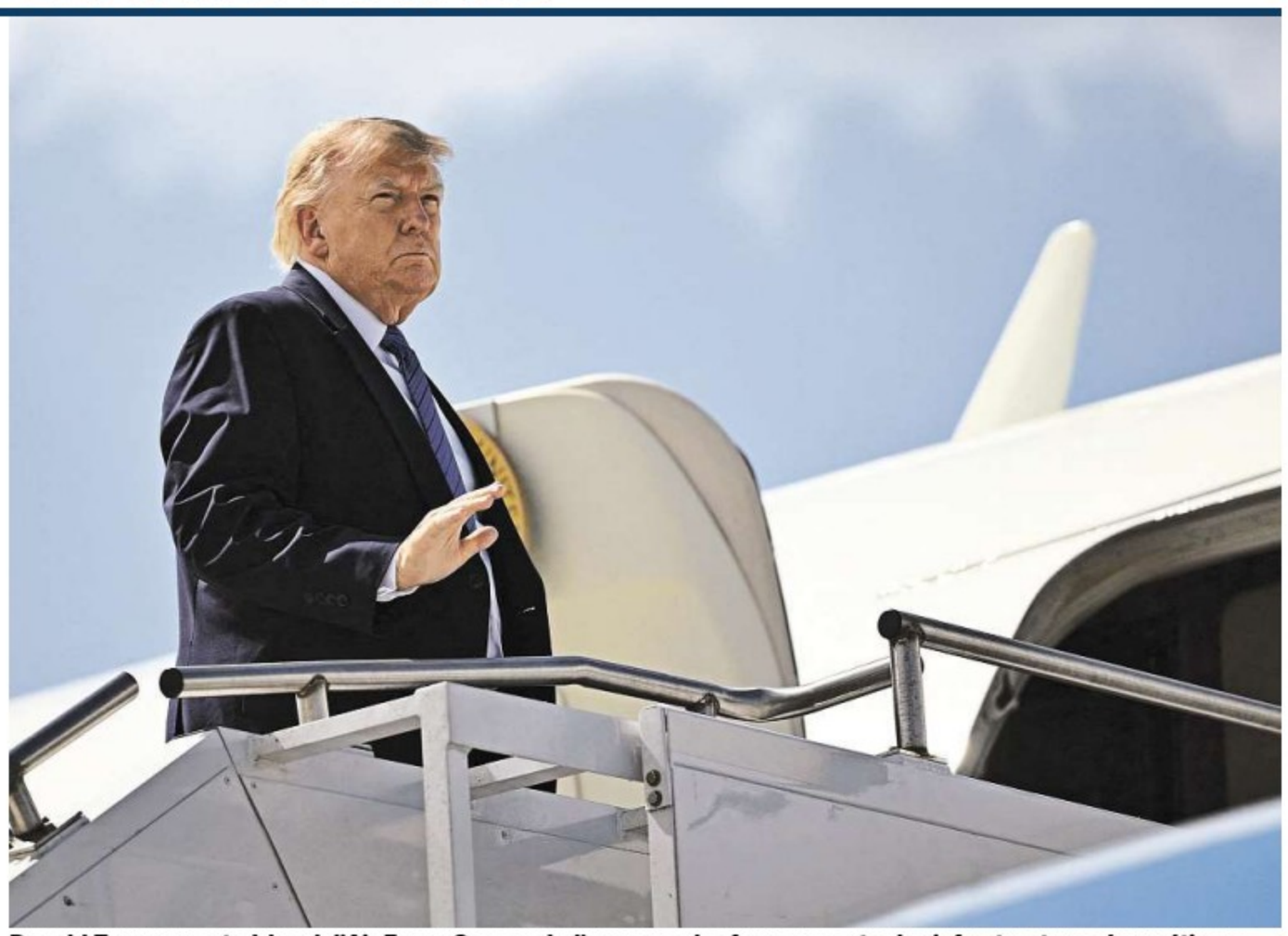
Les médias américains ont rapporté que le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, a téléphoné samedi au président américain pour lui demander de suspendre cette attaque et de privilégier les négociations. L'Arabie saoudite, qui a été la cible d'attaques contre ses installations pétrolières au cours de la semaine écoulée et qui doit faire face à un blocus naval des houthistes menaçant ses exportations d'hydrocarbures, est de plus en plus préoccupée par les capacités de représailles iraniennes. L'Iran, qui a profité de la trêve de ces dernières semaines pour se coordonner avec ses alliés régionaux, a démontré qu'il était en mesure d'infliger des dégâts considérables aux infrastructures énergétiques dont dépendent les économies des pays du Golfe.

La menace est d'autant plus grande que les capacités de défense antimissiles américaines sont en passe d'atteindre leurs limites, du fait de la baisse alarmante de leurs stocks d'intercepteurs. Selon les médias américains, le commandant des forces américaines en Europe, le général Alexus Grynkewich, aurait envoyé une note au Pentagone pour demander l'envoi d'un destroyer supplémentaire, sans lequel il ne sera plus en mesure d'assurer la défense antimissiles d'Israël, ces navires assurant la protection aérienne de larges zones.

Langage martial

Peu d'éléments sont connus sur les négociations évoquées par Trump. Mais la question du contrôle du détroit d'Ormuz, qui a conduit à la rupture de la trêve, devrait être au centre de ces pourparlers. L'Iran entend obtenir le contrôle complet du rail maritime nord, qui longe ses côtes, et un contrôle joint avec Oman sur la route sud, le long des côtes du sultanat, et de pouvoir prélever un droit de passage sur les navires transitant par le détroit.

Malgré son langage martial, Trump s'est jusqu'à présent montré réticent à tenter de rouvrir par la force le détroit. Ses préoccupations pour les cours du pétrole, qui ont justifié depuis plusieurs mois ses alternances de menaces et d'apaisement, ne sont plus la seule raison de ses revirements soudains. Les palinodies stratégiques du président américain sonnent désormais comme un aveu d'échec. Leurs capacités défensives allant diminuant face aux attaques iraniennes contre les économies du Golfe, peu enclines à une nouvelle escalade militaire, les États-Unis apparaissent comme ayant perdu le contrôle de la guerre qu'ils ont déclenchée sans objectifs clairs, ni stratégie définie ou plan de rechange. L'Iran entend désormais voir entériner son contrôle sur le détroit d'Ormuz. Et la seule issue à cette impasse stratégique risque de se traduire par des concessions majeures à Téhéran. ■



Donald Trump monte à bord d'Air Force One, après l'annonce des frappes contre les infrastructures énergétiques iraniennes, vendredi, à Hagerstown, dans le Maryland (États-Unis). DANIEL HEUER/REUTERS

En Cisjordanie, les routes ouvrent la voie à l'annexion israélienne

Stanislas Poyet Envoyé spécial dans le nord de la Cisjordanie

Israël accélère la construction d'accès destinés aux colonies qui rendent irréaliste la création d'un État palestinien continu.

Le corps de Hussein Assaassa venait d'être mis en terre lorsque des colons ont commencé à rouvrir sa tombe. Vingt minutes plus tôt, cet homme de 85 ans avait été enterré dans le cimetière de son clan, à quelques centaines de mètres de Sanour et du tracé d'une future route vers la colonie de Homesh.

Prévenus par des adolescents, ses fils ont quitté précipitamment la réception funéraire. Lorsque la famille parvient au cimetière, où les Assaassa enterrent leurs morts depuis des décennies, le corps a déjà été sorti de terre. L'inhumation avait pourtant été coordonnée avec l'armée israélienne. *« Nous étions complètement choqués. Pour nous, les morts sont sacrés. Nous ne pensions pas qu'ils iraient jusque-là »*, raconte Mohammed, l'un des dix enfants du défunt, dans son bureau, voisin du cimetière, désormais inaccessible.

Funduqoumiya et les villages alentour sont désormais éventrés par l'installation de la colonie de Sanour. À cinq cents mètres du cimetière du clan Assaassa, les caravanes dominent les champs palestiniens. Évacuée en 2005, comme Homesh, l'implantation a recommencé à accueillir des familles au printemps. Une voie interdite aux Palestiniens doit désormais relier les deux sites, avant de rejoindre la route 60, colonne vertébrale nord-sud de la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, en 2022, 223 kilomètres de routes et de pistes ont été tracés en Cisjordanie, selon un rapport publié en juillet par les ONG israéliennes Peace Now et Kerem Navot. Les organisations décrivent une annexion de fait, qui, sans proclamation officielle de souveraineté, étend le contrôle israélien et morcelle toujours plus le territoire palestinien. *« Quand on relie un territoire, on en découpe toujours un autre : c'est le principe qui guide cette politique »*, résume Dror Etkes, fondateur de Kerem Navot et coauteur du rapport.

« L'objectif assumé de cette politique est d'empêcher la constitution d'un État palestinien continu. Les nouvelles routes sont autant d'axes qui découpent notre pays »

Moustafa Barghouti
Ancien ministre palestinien

Depuis la route 60, Abou Mounir désigne les oliviers qui grimpent sur la colline pierreuse. *« J'ai planté moi-même la plupart d'entre eux dans les années 1980. Jusqu'en décembre dernier, nous pouvions encore venir les traiter et faire la récolte en famille »*, soupire-t-il. La nouvelle route, pas encore asphaltée, traverse son oliveraie, qui lui rapportait entre 7000 et 8000 dollars par an, assure-t-il.

Sur la route 60, voitures israéliennes et palestiniennes se croisent sous le regard des soldats postés le long de l'axe. La nouvelle voie ne la remplacera pas. Elle remplira une autre fonction : souder Sanour à Homesh par un itinéraire inaccessible aux Palestiniens, tandis que la route 60 continuera de raccorder les deux implantations au reste du réseau israélien. La première relie les colonies ; la seconde les raccorde à Israël. *« Les routes sont la clé du développement des colonies »*, résume Hagit Ofran, de Peace Now. Elles permettent l'acheminement des engins et des matériaux, puis l'installation durable de familles, tout en reliant efficacement ces implantations aux colonies plus vastes et même à Jérusalem.

Ce que Sanour donne à voir à l'échelle d'une colline relève d'une politique nationale. Bezalel Smotrich, ministre des Finances et responsable d'importantes compétences civiles sur la Cisjordanie au ministère de la Défense, a fait des infrastructures l'un des instruments de consolidation des colonies. Le 16 juillet, le gouvernement a adopté plus de 1 milliard de shekels de crédits jusqu'en 2029 pour construire des voies d'accès à de nouvelles implantations. Israel Katz a revendiqué une *« révolution de la colonisation »*. Les décisions permettent à la planification d'une route d'avancer parallèlement à la régularisation de la colonie qu'elle dessert.

La chaussée n'est que la partie visible de l'emprise, car le long des routes désignées comme stratégiques pour la colonisation, l'armée fait place nette. Entre les champs d'okras, de tabac et de sésame, les serres de Moustafa Lahlouh ne sont plus qu'un amas de ferraille et de bâches déchirées, qui gît en contrebas de la chaussée. Depuis 2013, elles abritaient tomates, concombres, courgettes et haricots. Le 8 juillet, des soldats ont présenté à cet agriculteur de 49 ans un ordre militaire imposant leur démontage : la route voisine mène désormais à une base installée par l'armée. Autour subsistent les vestiges d'une station-service, de garages et d'un café.

Le 5 juillet, un nourrisson palestinien de 4 mois est mort, empêché de rejoindre l'hôpital par les barrages israéliens. À Deir Ammar, à l'ouest de Ramallah, l'ambulance attendait, moteur allumé, de l'autre côté d'un portail jaune fermé. Il a fallu vingt-cinq minutes à la famille pour porter le bébé jusqu'aux secouristes. La route vers Ramallah étant elle aussi inaccessible, le véhicule a dû effectuer un détour d'une quarantaine de kilomètres. L'enfant a été déclaré mort à son arrivée à l'hôpital. *« Les barrages israéliens tuent des Palestiniens. Ce n'est pas un fait isolé, cela nous arrive chaque semaine »*, juge Amar, ambulancier dans la région de Naplouse. En 2025, l'Organisation mondiale de la santé a recensé 196 entraves aux soins en Cisjordanie : des ambulances retardées, fouillées ou contraintes à de longs détours.

En Cisjordanie, un simple trajet peut prendre plusieurs heures. À Sanour, Mohammed et Khaled tiennent une affaire d'importation de voitures, mais se rendent régulièrement à Tamoun, dans le nord de la vallée du Jourdain, où ils exploitent un terrain agricole. *« Jusqu'à il y a quelques mois, on passait par Tubas. Maintenant, ce n'est plus possible : toutes les routes sont fermées »*, peste Khaled en égrenant son « tasbih », le chapelet islamique. Pour se rendre dans l'exploitation, les deux hommes doivent descendre jusqu'à Ramallah, contourner les secteurs fermés puis remonter vers le nord-est. *« Le trajet nous coûte 600 shekels, contre 150 auparavant »*, ajoute Mohammed.

« Les barrages israéliens tuent des Palestiniens. Ce n'est pas un fait isolé, cela nous arrive chaque semaine »

Amar Ambulancier
dans la région de Naplouse

« L'objectif assumé de cette politique est d'empêcher la constitution d'un État palestinien continu. Les nouvelles routes sont autant d'axes qui découpent notre pays », juge Moustafa Barghouti, ancien ministre palestinien. *« Il ne s'agit pas seulement de raccourcir le trajet des colons »*, insiste Dror Etkes, de l'ONG Kerem Navot. *« Il s'agit de déterminer quelle population dispose d'un réseau continu et laquelle reste enfermée dans des enclaves »*, ajoute-t-il.

Depuis le 7 Octobre, l'armée a densifié un système de portails jaunes, de checkpoints et de monticules de terre placés aux entrées des villes et des villages. Fin 2025, l'ONU recensait 925 obstacles à la circulation palestinienne. Plus de 120 avaient été ajoutés durant la seule année 2025. Ce maillage a permis le 24 juillet dernier de verrouiller tout le nord de la Cisjordanie, lorsque l'armée a lancé une vaste opération militaire après la mort de deux Israéliens lors d'une attaque de colons.

À l'est de Jénine, le village d'al-Mughayyir craint l'encerclement. En mai, quelques dizaines de colons se sont installées sur une colline, après que les bulldozers ont éventré les oliveraies alentour afin d'acheminer l'eau, l'électricité et les premières caravanes. *« La colonie et la route nous coupent des villages voisins au nord »*, raconte le maire, Ahmad Abou Mouess, en indiquant le tracé sur une carte aérienne. Pour quitter le village, adossé au mur qui sépare Israël de la Palestine, il ne reste plus qu'une route, qui file vers l'ouest. *« Mais les Israéliens veulent implanter une nouvelle colonie. S'ils y parviennent, ce sera une catastrophe, nous serons enclavés »*, se désespère-t-il.

Depuis, la piste permet aux colons de descendre chaque jour vers les jardins, souvent armés et accompagnés par l'armée. Sous la menace de ces nouveaux voisins, les habitants renoncent peu à peu aux parcelles qu'ils ne peuvent atteindre sans risque. L'avant-poste en acquiert ainsi l'usage effectif.

Othman, fonctionnaire de 41 ans, montre sur son téléphone deux hommes en quad au milieu d'un jardin. *« Avant, ils restaient derrière la colline. Depuis l'ouverture de la route, ils descendent jusque chez nous »*, dit-il. Ses parents ont quitté la maison pour s'installer chez un cousin, à l'autre bout de la ville. Son père, âgé de 85 ans et atteint d'un cancer, ne supportait plus les incursions. Son fils ne se rend plus à vélo jusqu'aux oliviers. *« Je lui avais appris à s'occuper des arbres. Maintenant, il a peur d'y retourner »*, déplore Othman en rangeant son téléphone. *« Ce n'est que le début »*, soupire Ahmad Abou Mouess, en lui posant la main sur l'épaule. ■

Écoutez l'édito politique à 8h10 avec LE FIGARO
RADIO CLASSIQUE

Guerre hybride : quand la Russie envoie ses drones survoler la France et l'Europe

Jean Chichizola

Un rapport de l'IISS de Londres relève 144 incidents suspects ayant visé, entre août 2024 et février 2026, des sites militaires et des installations sensibles dans treize États. Et souligne la vulnérabilité du Vieux Continent face à une telle offensive.

Utilisé notamment par Daech en Irak, le drone peuple depuis des décennies les cauchemars des spécialistes de la lutte antiterroriste. La guerre en Ukraine en a fait également le roi des batailles. Et un rapport rendu public le 2 juillet par l'International Institute for Strategic Studies (IISS) vient rappeler que ces engins volants peuvent aussi être des outils précieux, pour la Russie en l'espèce mais aussi pour tout autre État hostile, dans un conflit hybride où les adversaires et les lignes de front se fondent dans le brouillard de guerre.

Sous le titre « La campagne de drones russes sur l'Europe », le rapport de l'IISS revient sur les mystérieux survols de drones observés ces dernières années. Entre août 2024 et février 2026, des drones ont été déployés dans l'espace aérien d'une douzaine d'États membres de l'Otan et en Irlande. L'institut a centré son analyse sur 144 incidents et leurs conséquences : fermetures d'aéroports (Bruxelles, Copenhague, Munich, Oslo et Vilnius), survols d'installations civiles stratégiques, pénétration de sites militaires (base américaine de Ramstein, en Allemagne, sites de l'Otan stockant des armes nucléaires américaines comme les bases belge et néerlandaise de Kleine-Brogel et Volkel, base de sous-marins lance-missiles balistiques de l'île Longue)…

Un véhicule de police surveille la piste de l'aéroport de Munich, après le signalement de survols de drones, le 4 octobre 2025. ARMIN WEIGEL / DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

« La campagne de drones a opéré en grande impunité dans l'espace aérien européen – représentant à la fois une série de succès tactiques pour le Kremlin et un échec stratégique de la défense aérienne alliée »

International Institute for Strategic Studies (IISS) Rapport du 2 juillet

Les experts de l'IISS précisent bien qu'ils ne considèrent pas que toutes les observations aériennes suspectes, et elles sont nombreuses dans le ciel européen, sont liées à la Russie ou même à un survol de drone. Ils estiment en revanche que le *« schéma global »* des survols les plus troublants ne peut s'expliquer uniquement par des phénomènes – qui ont pu par ailleurs se produire ponctuellement – tels qu'une mauvaise identification (autres objets volants, erreur humaine, phénomène météo…), l'activité de dronistes du dimanche ou encore des malveillances ciblées sur tel ou tel site.

L'IISS se concentre sur les incidents les plus significatifs (survols de nuit, près d'aéroports, de bases militaires ou d'infrastructures nucléaires, et impliquant des drones décrits comme plus grands ou plus performants que les engins grand public ordinaires). Il conclut, comme de nombreux spécialistes du renseignement, à la quasi-certitude que *« le Kremlin a mené une campagne de drones au-dessus de l'Europe »* et que *« des navires liés à la Russie et à la "flotte fantôme" ont été utilisés comme plateformes de lancement et de récupération pour des drones dans le cadre de la guerre non conventionnelle du Kremlin contre l'Europe »*. L'institut rappelle également que ces incursions font toujours l'objet d'enquêtes menées par au moins une demi-douzaine de services de police et de renseignement et que, *« de manière informelle, de nombreux gouvernements européens estiment que la Russie est derrière plusieurs incidents »*.

Ce constat une fois dressé, arrive la conclusion implacable : *« La campagne de drones (principalement à la fin de 2025) a opéré en grande impunité dans l'espace aérien européen – représentant à la fois une série de succès tactiques pour le Kremlin et un échec stratégique de la défense aérienne alliée. »* Ce jeu aérien du chat et de la souris repose sur *« une intuition stratégique fondamentale »* de Moscou : la défense aérienne européenne vise à détecter et contrer des menaces conventionnelles et identifiables. Et non à faire la chasse à des engins relativement peu coûteux, volant à basse altitude la nuit sans communiquer leur identité ni leur position et lancés depuis des navires en eaux internationales.

Les objectifs de cette campagne 2024-2026 étaient multiples, rappelant les bonnes vieilles méthodes soviétiques (comme la « razvedka boyem », la « reconnaissance par le combat ») : analyser les délais de réponse et les réactions de la défense aérienne, des forces civiles et militaires et des structures de commandement ; cerner les vulnérabilités autour des infrastructures critiques (aéroports, nœuds logistiques utilisés dans le cadre du soutien à l'Ukraine, dispositif de dissuasion nucléaire alliée) ; imposer des coûts économiques et psychologiques à l'Europe ; et enfin normaliser les violations de l'espace aérien à basse altitude en espérant ainsi « lasser » les défenses. Et voilà comment, à peu de frais, on peut à la fois collecter des renseignements, défier et tester les réponses militaires et créer des perturbations sociétales avec le soutien de campagnes de désinformation sur le web, le tout en cultivant l'ambiguïté et la confusion.

L'IISS évoque la riposte nécessaire en soulignant que *« la réponse collective la plus ambitieuse »* est l'Initiative européenne de défense contre les drones (European Defence Drone Initiative, EDDI). Sous la houlette de l'Union européenne, elle prévoit un dispositif de protection alliant radars, intelligence artificielle et intercepteurs. Mais le rapport note que le Parlement européen s'inquiète déjà des limites du système.

Une telle riposte est pourtant nécessaire, comme le démontrent les données et les faits analysés par l'IISS. Sur les 144 survols retenus par les experts, quelque 48 % ont eu lieu sur des installations militaires, 18 % sur des aéroports civils et 26 % sur des infrastructures critiques, dont des ports, des installations énergétiques et des sites industriels. Sur ces 144 incidents signalés, 58 l'ont été Allemagne, 25 en Belgique, 16 au Danemark et 9 aux Pays-Bas. Suivent ensuite le Royaume-Uni et la Norvège (7 pour chacun), la Finlande et la Suède (4 chacune), l'Irlande et l'Espagne (deux incidents pour chaque pays) et enfin la République tchèque et la Pologne (une observation chacune). Avec 8 survols relevés, la France n'est pas le pays le plus touché. Mais elle est bien concernée directement ou indirectement.

En septembre 2025, le Danemark fait ainsi état de nombreux survols (aéroports, bases militaires). À l'époque, sans citer d'État, un responsable du renseignement danois déclarait publiquement : *« Nous pouvons dire que cela ressemble à un modèle de guerre hybride que nous avons vu ailleurs en Europe. (…) Nous évaluons le risque d'espionnage et de sabotage russe au Danemark élevé. »* L'ambassadeur russe à Copenhague affirme alors pour sa part : *« Les soupçons à l'encontre de la Russie sont infondés. L'incident survenu dans le ciel au-dessus de l'aéroport de Copenhague révèle une volonté manifeste de provoquer les pays de l'Otan et de les entraîner dans une confrontation militaire directe avec la Russie »*…

Dans la confusion de cette guerre de l'ombre, opaque et feutrée, les Danois n'écartent pas l'hypothèse d'un envol de drones depuis un navire. Un pétrolier de la flotte fantôme russe, le *Boracay* (connu aussi sous le nom de *Pushpa*, battant pavillon béninois), qui croisait au large des côtes danoises, est dans le collimateur. Le 27 septembre, le *Boracay* est intercepté par des commandos français au large de Saint-Nazaire. Pas de drones à bord mais une découverte tout aussi intéressante : deux employés russes du Moran Security Group sont à bord. Cette société militaire privée moscovite, sous sanctions américaines depuis 2024, a été fondée par des anciens de la marine russe et du FSB. L'un des deux employés à bord du pétrolier est lui-même un ancien de Wagner. Pour les connaisseurs des pratiques observées sur les navires (chalutiers, cargos…) battant pavillon soviétique, cette présence n'est pas surprenante. Mais elle confirme deux points importants : les liens entre la flotte fantôme et les services russes et la possible militarisation des navires concernés.

« Les soupçons à l'encontre de la Russie sont infondés »

L'ambassadeur de Russie à Copenhague

Pas de « usual suspect », en revanche, dans l'incident survenu fin 2025 dans le Finistère. Le 4 décembre, cinq drones survolent la base de l'île Longue, cinq semaines après la mise en service d'une nouvelle version du missile stratégique M51. Là encore, pas d'État publiquement dénoncé. Mais l'IISS note que pas moins de cinq navires de la flotte fantôme russe étaient présents dans la zone à une distance de 100 km à 370 km. L'un d'entre eux ayant été déjà soupçonné d'être impliqué dans des survols de l'Europe du Nord quelque temps auparavant.

À l'occasion, les messages se font plus directs et les survols plus classiques. En février 2026, dans un geste symbolique de soutien au flanc nord européen, le *Charles de Gaulle* faisait une escale historique à Malmö, dans cette Suède ayant adhéré à l'Otan après deux siècles de neutralité. L'armée suédoise a détecté et neutralisé à cette occasion un drone d'origine russe lancé depuis le *Jigouliovsk*, un navire espion croisant dans les parages. Dans les airs, sur mer ou sur terre, la guerre hybride a de beaux jours devant elle. ■

Cet adversaire qui cherche à « nous soumettre sans nécessairement nous combattre »

L'audition qui s'est tenue le 3 juin dernier devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale sort de l'ordinaire. D'abord parce que Céline Berthon, directrice générale de la sécurité intérieure (DGSI), et le général de corps d'armée Aymeric Bonnemaison, directeur du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD), ont une parole rare. Ensuite parce que leurs services sont des acteurs clés en matière de contre-espionnage et de contre-ingérence, que ce soit en matière civile (DGSI) ou militaire (DRSD). Enfin, parce que le thème de l'intervention, la « guerre hybride », au cœur du verbatim de ces auditions mis en ligne le 7 juillet, est d'une actualité brûlante.

Céline Berthon souligne que *« deux pays se sont distingués en faisant preuve d'agressivité sur notre territoire : la Russie et l'Iran »*, avec une menace prenant la forme *« d'ingérences institutionnelles et d'espionnage, d'ingérences économiques, d'actions terroristes et de sabotage, de cyberattaques ou encore de manipulations de l'information »*. La DGSI rappelle également que la Revue nationale stratégique, publiée le 14 juillet 2025, prévoit de se préparer, notamment, à l'hypothèse d'*« un déferlement d'attaques hybrides sur le territoire national »* dans les années à venir.

Dans ce contexte, quatre *« dynamiques structurantes »* sont évoquées : *« L'hypothèse du durcissement de la posture russe ; le resserrement stratégique entre des pays que nous pouvons qualifier de compétiteurs – la Russie, la Chine, l'Iran ou encore la Corée du Nord ; les incertitudes sur la pérennité de la solidarité transatlantique, par contraste avec les logiques de solidarité qui ont pu dominer par le passé ; enfin, la persistance de menaces transnationales – terrorisme, narcotrafic, cybercriminalité »*.

La patronne de la DGSI note que la guerre hybride, une réalité ancienne pour son service même si le terme n'était pas utilisé, vise à *« obtenir des gains en évitant d'entrer directement dans un conflit armé et en gérant la logique d'escalade, soit par intimidation, soit par déstabilisation de l'adversaire »*. Avec des actions volontairement ambiguës, cette ambiguïté *« étant confortable, soit pour plaider le déni plausible, soit pour complexifier l'imputation d'une action »*.

Identifier les menaces

Sur la même longueur d'onde, le général Bonnemaison insiste sur le fait que *« dans une guerre hybride, l'adversaire cherche à nous soumettre, sans nécessairement nous combattre au sens militaire du terme »*. Dans les démocraties occidentales, *« cette forme de guerre peut être redoutablement efficace si le pays en question n'est pas préparé, c'est-à-dire en mesure de détecter, d'identifier, d'entraver et d'anticiper, et s'il ne fait pas d'efforts de sensibilisation réguliers »*. Le patron de la DRSD relève que des actions hybrides ont déjà été identifiées avec la multiplication des attaques cyber ou encore le *« survol d'emprises militaires par des drones »* et le *« doublement des vols au-dessus des zones de l'industrie de défense et militaire en 2025 »*. Avec, à chaque fois, la difficulté de *« l'identification des menaces »*. Un constat partagé par Céline Berthon, qui évoque la nécessité de *« savoir à qui et à quoi nous avons affaire »* et de comprendre *« les objectifs de la manœuvre »*. Ce qui, en matière de drone, par exemple, demande du temps et demeure incertain.

Le défi de l'« hybridité » est donc majeur et la riposte passe par un renforcement du lien civil-militaire, ce qui explique l'audition commune de la DGSI et du DRSD. Début 2026, les deux services ont participé activement à l'exercice militaire interarmées et interalliés Orion, le plus grand conduit en France depuis la guerre froide, qui a intégré la lutte contre les ingérences étrangères, l'espionnage et les actions hostiles (cyberattaques, manipulation de l'information, repérage d'infrastructures sensibles). ■ **J. C.**

Dans les Hauts-de-Seine, la méthode choc pour expulser les dealers et les voyous des HLM

Jean-Marc Leclerc

En se substituant aux bailleurs quand la situation le requiert, le préfet Alexandre Brugère exploite les nouveaux pouvoirs conférés par la loi contre le narcotrafic. Et les premières condamnations tombent.

LUDOVIC MARIN/POOL VIA REUTERS

Sur 24 autorisations judiciaires d'expulsion des locataires perturbateurs dans le parc social des Hauts-de-Seine *(ici à Asnières-sur-Seine)*, 18 ont déjà été exécutées.

Inlassable pourfendeur de l'islamisme radical dans son département, le préfet des Hauts-de-Seine, Alexandre Brugère, a aussi déclaré la guerre au trafic de drogue. Cet ancien directeur de cabinet de Gérald Darmanin, quand celui-ci était à Beauvau, salue une décision du tribunal de Nanterre. Emblématique de son action régalienne contre les dealers qui pourrissent la vie des riverains des zones HLM, la condamnation toute fraîche du couple G., à Rueil-Malmaison, constitue l'illustration parfaite des nouveaux pouvoirs accordés aux préfets grâce à la loi dite « narcotrafic », du 13 juin 2025.

Ce texte a notamment permis au représentant de l'État de prononcer, comme le fait le juge, des interdictions aux guetteurs, aux acheteurs et aux petites mains qui alimentent le trafic de paraître sur les points de deal. Et ce, sans attendre l'issue d'une procédure pénale souvent longue. Mais, en plus, il permet aujourd'hui au préfet d'enjoindre au bailleur social ou privé de saisir un juge afin d'obtenir la résiliation d'un bail et même de se substituer à tout bailleur afin d'obtenir au nom de l'État la résiliation du bail et, au besoin, l'expulsion des occupants des lieux.

À cet égard, l'affaire G., jugée le 17 juillet dernier en référé devant le tribunal judiciaire, témoigne qu'un préfet à poigne peut désormais changer le cours des événements quand les bailleurs hésitent à agir, parfois tout simplement par peur des représailles. Il aura certes fallu un peu d'obstination au commissaire de police local pour établir le trafic dans deux appartements, chacun étant loué par un membre du couple. *« Cette affaire est le premier succès judiciaire que nous remportons depuis la mise en place de la procédure de substitution »*, se réjouit Alexandre Brugère.

Les faits ? Adil habite au 39 de la rue et Sonia au 37. Résultat : 500 grammes de cannabis et 188 grammes de cocaïne saisis chez l'un, le 13 mai 2025 ; 200 grammes de cannabis, une balance de pesée, un pistolet-mitrailleur Sten, 2 chargeurs, plus de 80 munitions, saisis le 27 juillet suivant, toujours chez Adil ; enfin, 800 grammes de cannabis et 10 grammes de cocaïne saisis chez Sonia, le 2 septembre 2025. Le même jour, la police tombait sur un dealer, arrêté en flagrant délit dans la rue, à proximité de l'appartement d'Adil. L'homme possédait les clés de l'appartement de Sonia et a fini par avouer que celle-ci lui sous-louait le logement.

« Lorsqu'un logement est utilisé pour des activités criminelles, l'État répond avec fermeté », assure le préfet Brugère. Dans son esprit, il s'agit d'*« assainir le parc des logements sociaux »* par tous les moyens offerts par la loi. *« C'est un signal fort, car nombre de nos concitoyens attendent depuis des années un tel logement et se désespèrent de voir des dealers notoires, parfois violents, et ne respectant rien, les occuper alors que bien des familles tranquilles ne peuvent y accéder. »*

« Nombre de nos concitoyens attendent depuis des années un logement et se désespèrent de voir des dealers notoires, parfois violents, et ne respectant rien, les occuper alors que bien des familles tranquilles ne peuvent y accéder »

Alexandre Brugère
Préfet des Hauts-de-Seine

« Grâce à la loi narcotrafic, l'expulsion d'un trafiquant ne doit pas uniquement être motivée par ce qu'il fait dans son appartement ou les parties communes à proximité immédiate, mais il est permis de prendre en compte ses activités au sein de tout un quartier pour justifier des sanctions, rappelle la préfecture des Hauts-de-Seine. *Par ailleurs, le préfet peut désormais prendre les mesures qui s'imposent en lieu et place du bailleur lorsque les troubles constatés sont en lien avec le narcotrafic. »*

Dans ce département, depuis septembre 2025, pas moins de 24 dossiers d'expulsion pour narcotrafic sont en cours : 17 ont été impulsés par les bailleurs et, parmi ces procédures, 13 ont été lancées parce que le préfet avait sommé les bailleurs de porter l'affaire en justice. Dans quatre autres dossiers, donc, les bailleurs avaient agi de leur propre initiative. Restent sept dossiers, lancés cette fois au titre du pouvoir de substitution du préfet. Cinq sont en cours, les deux derniers correspondent à la double expulsion locative du couple G.

Ce n'est pas tout. Vingt-quatre autres dossiers ont été engagés sur le fondement du trouble à l'ordre public. Le préfet avait préalablement établi une convention inédite, signée le 7 avril 2025, pour renforcer la sécurité et la tranquillité des résidents des parcs de logements sociaux, conjointement avec le tribunal judiciaire de Nanterre et les bailleurs sociaux. Son objectif ? *« Prioriser le concours de la force publique pour l'expulsion des auteurs de troubles à l'ordre public locataires du parc social ; mais aussi prioriser l'expulsion du territoire national des étrangers en situation irrégulière auteurs de troubles à l'ordre public habitant le parc social, puis les signaler aux bailleurs pour qu'ils puissent constater la vacance et réattribuer le logement social vide ; enfin, soutenir les bailleurs dans leurs procédures d'expulsion en rédigeant des mémoires signés par le préfet en appui. »*

Résultat ? Alors que seulement trois dossiers pour troubles à l'ordre public avaient donné lieu à une expulsion sur la période 2022-2025, depuis la signature de la convention Brugère, 24 autorisations judiciaires de concours de la force publique pour expulser des locataires peu recommandables ont été octroyées dans le parc locatif social, dont 18 déjà mises à exécution par les bailleurs. Les villes concernées sont Rueil-Malmaison, Gennevilliers, Meudon, Issy-les-Moulineaux, Saint-Cloud, Asnières-sur-Seine, Antony, Montrouge ou Courbevoie.

Soirées bruyantes répétées, sur fond de consommation de drogue et d'alcool, comportements agressifs récurrents, notamment contre les personnels des HLM, dégradations filmées par des locataires, chien utilisé comme une arme contre le voisinage, les motifs invoqués pour obtenir l'expulsion sont très divers. Le préfet défend surtout sa volonté de *« répondre à l'attente de sécurité légitime exprimée par les riverains. C'est un devoir moral, alors que ces populations fragiles ne peuvent compter que sur la puissance publique pour les protéger »*, estime-t-il.

Le préfet Brugère se réjouit, au final, que, dans les Hauts-de-Seine, *« 48 dealers ou simples délinquants »* aient pu être expulsés ou soient *« en voie de l'être »*, depuis qu'il a pris ses fonctions. Un combat éminemment symbolique pour l'État, alors que *« le niveau de tension »* dans l'attribution des logements sociaux, dans ce seul département, ne permet au préfet d'en octroyer qu'environ 10 000 par an… pour 134 000 demandes. ■

Coup de filet dans les Hautes-Alpes chez les braconniers de loups

Éric de La Chesnais

Une vaste opération a permis d'interpeller trois individus qui ont illégalement tiré sur neuf canidés. Ils seront jugés en janvier 2027.

Se faire justice soi-même dans un État de droit est strictement interdit. Ce principe est également applicable à l'égard du règne animal. Tirer sur des loups sans autorisation préfectorale, même en cas d'attaque du prédateur sur des troupeaux, constitue encore un délit pénal (3 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende), même si le statut de protection du loup a récemment été abaissé en France, passant d'espèce *« strictement protégée »* à *« protégée »*.

Plusieurs individus des Hautes-Alpes *« au profil de braconnier »*, selon l'Office français de la biodiversité (OFB), viennent d'en faire les frais. Trois d'entre eux ont été mis en garde à vue mardi dernier, puis placés sous contrôle judiciaire, dans l'attente de leur procès devant le tribunal correctionnel, en janvier 2027. *« Ces trois individus seront jugés pour avoir abattu illégalement neuf loups dans ce département »*, explique la procureur de Gap, Marion Lozac'hmeur. Ils n'ont pas agi seuls. Six autres personnes ont été entendues en audition libre.

Ce vaste coup de filet contre le braconnage des loups est le résultat d'une enquête de longue haleine, menée conjointement par l'OFB et la gendarmerie des Hautes-Alpes, territoire historique où le loup est réapparu au début des années 1990, venant d'Italie où il était déjà protégé. *« Les investigations ont débuté en avril 2025 à la suite d'un signalement d'atteintes à la faune sauvage dans le nord du département »*, poursuit la magistrate du parquet. Presque un an plus tard, le 28 mars 2026, au cours d'une de leurs observations sur le site en question, les inspecteurs de l'environnement de l'OFB découvrent qu'un loup vient d'être abattu *« en dehors de tout cadre légal »*. Des recherches plus poussées les conduisent à déceler la présence de dispositifs de captation d'images installés à proximité d'une habitation. *« Les perquisitions ont ensuite permis la découverte d'un charnier d'animaux destiné selon toute vraisemblance à appâter les loups*, détaille-t-on à l'OFB. *Les exploitations techniques des équipements, notamment téléphoniques, ont révélé la présence de nombreuses photographies d'animaux morts, en particulier de loups. »*

« Dans leur très grande majorité, les éleveurs respectent la législation en vigueur concernant le loup. Il ne faudrait pas que le comportement inapproprié de ces trois braconniers jette l'opprobre sur l'ensemble de la profession »

Olivier Thibault
Directeur général de l'OFB

Sans doute ces canidés avaient-ils été à l'origine d'attaques de troupeaux. Chaque année, les 1 100 loups que compte officiellement le pays sont à l'origine de la mort de plus de 10 000 brebis, rendant parfois très difficile la cohabitation entre les bergers et le carnassier. Excédés, certains éleveurs sont prêts à tout pour éliminer l'animal, quitte à enfreindre la loi et à mettre dans l'embarras ceux de leurs collègues qui observent les règles. *« Dans leur très grande majorité, les éleveurs respectent la législation en vigueur concernant le loup*, affirme Olivier Thibault, directeur général de l'OFB. *Il ne faudrait pas que le comportement inapproprié de ces trois braconniers jette l'opprobre sur l'ensemble de la profession et remette en cause la coexistence des troupeaux et des loups, qui participent à l'équilibre d'un écosystème fragile. »*

Une analyse que ne partagent pas les chasseurs et défenseurs du monde rural. *« Les loups sont en croissance exponentielle en France, on en compte trois à quatre fois plus que le chiffre officiel*, s'insurge Thierry Coste, chasseur et directeur délégué du think-tank le Cercle de nos campagnes. *Par endroits, leur présence est telle que les éleveurs ont abandonné les estives et laissé place à la friche avec un appauvrissement de la biodiversité et des risques supplémentaires d'incendie. Entre le pastoralisme et le loup, je préfère que l'État privilégie l'activité humaine en assouplissant encore davantage les conditions de tirs de défense et les quotas de prélèvement. »* La loi agricole qui vient d'être adoptée augmente de 19 % à 21 % les quotas de tirs. Cette année, les lieutenants de louveterie assermentés pourront prélever jusqu'à 227 loups après des attaques de troupeau. ■

Crise à la Fifa : désavoué, Gianni Infantino peut-il rester en place ?

Lucas Michel

Contraint de faire marche arrière sur son projet de vente de parts de la fédération à des investisseurs privés, le président de l'institution n'est pas à l'abri d'un vote de défiance.

Lâché de toutes parts, Gianni Infantino apparaît de plus en plus isolé dans la tempête. Pas exactement en odeur de sainteté dans le monde du football depuis des années, le dirigeant italo-suisse de la Fifa a franchi un seuil de défiance jamais atteint cette semaine, après les révélations du *Times* sur sa volonté de créer une société commerciale et de céder des parts de la Fifa aux investisseurs privés. Un plan sur lequel il a été contraint de faire marche arrière dans la nuit de vendredi à samedi, face à la volée de bois vert des derniers jours.

« Après avoir écouté attentivement tous les points de vue, il est devenu clair que le projet a créé des divisions (…) qui ne sont plus dans l'intérêt de l'objectif initial », a constaté l'intéressé dans un communiqué, actant la fin de son projet mort-né de Fifa Forward Enterprise, une lucrative société commerciale cédée à environ 20% au secteur privé. Suffisant pour éteindre l'incendie ? Loin de là.

« L'UEFA travaille avec ses associations et en étroite collaboration avec les autres confédérations pour analyser les circonstances de cet événement et élaborer un plan visant à éviter qu'il ne se reproduise. Aucune option ne doit être écartée »

L'UEFA

« La direction actuelle de la Fifa a perdu la confiance non seulement de l'UEFA, mais aussi de nombreux autres membres de la famille du football », a ainsi réagi l'UEFA, en tête de la contestation face aux ambitions mercantiles de son ancien secrétaire général. Infantino *« n'a tenu aucune de ses promesses »* depuis son arrivée en 2016, selon l'association, qui regrette un manque de *« transparence »* de la part du patron de la plus haute instance du football mondial, au sujet de la destination de l'argent.

« L'accord douteux (avec des investisseurs privés), conclu en catimini et qu'il a tenté d'imposer, était tout sauf transparent », dénonce l'instance européenne, avant de se projeter vers l'avenir : *« L'UEFA travaille avec ses associations et en étroite collaboration avec les autres confédérations pour analyser les circonstances de cet événement et élaborer un plan visant à éviter qu'il ne se reproduise »*, ajoutant qu'*« aucune option ne doit être écartée »*. Un communiqué auquel les puissantes fédérations anglaise et allemande – là où l'indignation et la contestation sont les plus importantes – se sont ralliées, poussant clairement l'intéressé à la démission.

À l'autre bout du globe, la Concacaf, qui regroupe les fédérations de football d'Amérique du Nord, a été plus directe en réclamant ce samedi une *« mise à plat complète »* de la gouvernance Infantino. Ce dernier projet est *« le symptôme d'une gouvernance qui a cessé de placer le football au premier plan »* et agit *« en dehors de tout cadre et sans transparence, consultation ni procédure régulière »*, tonne l'organisation nord-américaine.

Devant cet océan de critiques, Gianni Infantino peut-il encore tenir ? Rien n'oblige le dirigeant à démissionner d'un poste qu'il occupe depuis 2016, année où il avait promis de *« restaurer l'image de la Fifa »* au lendemain du « Fifagate », qui avait poussé son prédécesseur, Sepp Blatter, à la démission. Ce dernier s'est d'ailleurs montré très critique envers son successeur ces derniers jours.

À l'origine des révélations de la semaine, le *Times* indique qu'il est *« très probable »* qu'une réunion d'urgence du conseil de la Fifa soit convoquée dans les jours à venir, où il serait intimé au patron de l'instance de remettre sa démission. Sans quoi les opposants, toujours plus nombreux, auront la charge de trouver un candidat capable de battre le tout-puissant Infantino en mars 2027, quand ce dernier briguera un nouveau mandat lors du congrès de la Fifa à Rabat.

Autre possibilité : un vote de défiance convoqué par le cinquième des 211 associations membres de l'organisation, soit 41 votants. Pour une destitution d'Infantino, il faudrait ensuite faire grimper le nombre de votants à 106, afin d'atteindre une majorité et ainsi provoquer sa chute. Si on ajoute aux 55 fédérations membres de l'UEFA les 41 de la Concacaf ainsi que celles de la Confédération asiatique de football (AFC), le compte serait bon.

La réalité demeure cependant plus nuancée. Si les 55 acteurs européens ont effectivement voté à *« l'unanimité »* en faveur d'un boycott en cas de poursuite du projet, le président de l'organisation européenne, Aleksander Ceferin, assure qu'une *« quarantaine »* de ces fédérations aurait soutenu le projet initial, selon *talkSport*, en Angleterre. Le Slovène, grand rival d'Infantino, aurait réclamé aux fédérations concernées de retirer ce soutien *« immédiatement »*, alors que des discussions doivent avoir lieu dans les jours à venir pour discuter des positions de chacun.

Une chose est sûre : Infantino conserve quelques soutiens, comme en Afrique, où la Confédération africaine (CAF) appelle à *« examiner le projet »*, ou au Qatar, où la Fédération *« soutient pleinement les efforts du président Infantino pour continuer à faire grandir et à renforcer de manière globale le jeu »*. Des soutiens toutefois isolés, alors que la maison Fifa semble s'écrouler derrière son patron comme dans une tragédie shakespearienne. À l'image de la démission de son plus proche conseiller Carlos Cordeiro, ou de la lettre au vitriol du numéro trois de l'instance, Kévin Lamour, dénonçant le *« projet d'une seule personne »*.

En coulisses, les manœuvres vont déjà bon train pour présenter au plus vite un candidat éventuellement capable de battre Infantino en mars prochain. Avec un nom qui revient en boucle : celui du président canadien de la Concacaf, Victor Montagliani, ancien soutien de l'Italo-Suisse. Également cité, le secrétaire général suédois Mattias Grafström, actuel bras droit d'Infantino, semble faire l'unanimité. Tandis que l'UEFA aurait vu d'un bon œil la candidature de Nasser al-Khelaïfi, le président du PSG, qui possède de sérieux relais dans toutes les instances du football européen et mondial, n'aurait toutefois *« absolument aucune ambition, aucune intention et aucun intérêt pour ce poste à la Fifa »*, selon ses porte-parole. Et si elle doit avoir lieu, la chute d'Infantino se joue aussi là, dans la quête d'un sérieux candidat. ■

Gianni Infantino, le 14 juillet, à Dallas, lors de la demi-finale de la Coupe du monde France-Espagne.
MARIA LYSAKER/IMAGN IMAGES VIA REUTERS CONNECT

EN BREF

Natation : Léon Marchand au rendez-vous de Paris

Touché aux adducteurs il y a six semaines, le champion olympique participera aux championnats d'Europe de natation la semaine prochaine dans la piscine olympique de Saint-Denis. Mais Léon Marchand va sans doute devoir alléger son programme par peur d'une rechute. *« Par rapport à ma blessure, j'ai quand même un peu galéré. J'ai déjà fait une croix sur le 200 m brasse. Et le 400 m 4 nages est incertain. »*

Rallye : plus de peur que de mal pour Ogier

Victimes d'un spectaculaire accident samedi sur les routes du rallye de Finlande, Sébastien Ogier et son copilote, Julien Ingrassia, ont effectué des examens rassurants. *« Nous nous sentons tous les deux bien, c'est le plus important. L'essentiel est que nous soyons entiers »*, a commenté le pilote français. Cet abandon, alors que sa Toyota était largement en tête de l'épreuve, devrait priver le tenant du titre d'une 10e couronne mondiale.

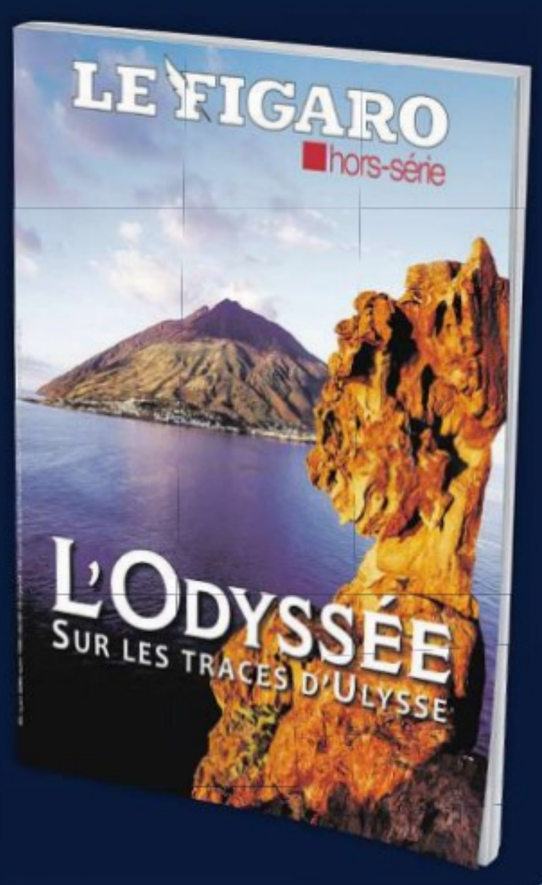
Tennis : premier titre pour Arthur Gea

À 21 ans, le Français a remporté samedi son premier titre en battant en finale du tournoi ATP 250 de Los Cabos (Mexique, dur) le Canadien Shapovalov (68e) 6-3, 6-4. Cette performance permet à Arthur Gea de faire son entrée, ce lundi, dans le top 100 mondial, passant de la 127e à la 81e place.

Football : les Bleus de Zidane affichent complet

Zinédine Zidane dirigera son premier match à domicile dans un Stade de France à guichets fermés. Les 80 000 billets pour la réception de l'Italie, le 2 octobre, ont trouvé preneurs en moins de 24 heures.

LE FIGARO hors-série



L'ODYSSÉE, SUR LES TRACES D'ULYSSE

Homère avait chanté l'expédition des Grecs contre les Troyens, et après leur victoire, l'impossible retour de l'un d'entre eux, Ulysse, vers son île d'Ithaque. Près de trente siècles après l'*Iliade* et l'*Odyssée*, le cinéaste britannique Christopher Nolan donne aux héros de l'*Odyssée* les traits de Matt Damon, Anne Hathaway et Tom Holland. Quels faits historiques inspirèrent l'épopée d'Ulysse ? Homère a-t-il réellement existé ? Quelle place fit-il à l'héroïsme, à l'esprit d'aventure ? Quel rôle attribua-t-il aux femmes ? *Le Figaro Hors-Série* vous révèle tout ce que vous aimeriez savoir sur ce chef-d'œuvre de la littérature universelle. L'écrivain voyageur Sylvain Tesson vous invite sur son navire, dans le sillage d'Ulysse, l'helléniste Philippe Brunet explique le génie de la langue d'Homère, historiens et spécialistes de la civilisation grecque décryptent sa légende. Dix années d'errance, de tempêtes et de vengeances divines pour qu'un homme retrouve enfin sa femme, sa terre, son identité.

14 €,90 164 pages, en vente actuellement chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook

Une nouvelle espèce de singe découverte dans le bassin du Congo

Delphine Chayet

Le likweli a une longue queue, un pelage noir et des marques orangées autour de la bouche. C'est la cinquième espèce de singe africain décrite depuis soixante-quinze ans.

***Colobus congoensis* est classé comme étant « en danger » dans la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature.** DANIEL ROSENGREN, FRANKFURT ZOOLOGICAL SOCIETY/HANDOUT VIA REUTERS

Le petit singe avait été photographié pour la première fois en 2008 dans une forêt de la République démocratique du Congo. Il vient d'être identifié par des scientifiques comme une nouvelle espèce de primate, nommée *Colobus congoensis*. Le bas de son visage, de couleur « orange crème » tranchant avec un pelage noir, et sa lignée génétique très ancienne le distinguent des autres colobes (singes d'Afrique tropicale), selon l'équipe internationale de chercheurs qui décrit l'espèce pour la première fois dans la revue *PLOS One* du 15 juillet. Des poils plus longs dans le haut du dos et sur les épaules ont chez certains individus *« l'apparence d'une cape »*, précisent les scientifiques du parc national de la Lomami et de l'université Florida Atlantic notamment. Le petit singe possède également une tache de fourrure blanche autour de l'anus, une peau grise nue sur les pommettes et *« de longs cheveux noirs (environ 4 à 6 cm) sur le front et les côtés du visage »*, indiquent les auteurs. Les trois individus sur lesquels ont été réalisées des analyses ADN mesuraient entre 127 et 135 cm de long et pesaient 6,9 à 7,4 kg.

L'annonce est assez exceptionnelle : le colobe n'est que la cinquième espèce de singe africain découverte depuis soixante-quinze ans. *« C'est une belle leçon d'humilité*, commente Victor Narat, chercheur au laboratoire Éco-anthropologie du Muséum national d'histoire naturelle et du CNRS. *On a tendance à penser qu'on connaît tous les grands animaux. Eh bien, non, il reste des choses à explorer même dans les forêts du bassin du Congo sillonnées par les scientifiques. »* On dénombre environ 500 espèces de primates non humains dans le monde.

Colobus congoensis n'a pas été « découvert » au sens propre, puisque certaines communautés locales vivant à proximité de la forêt le connaissaient sous le nom de likweli. Mais l'espèce est rare, discrète et difficile à observer. Des habitants et des chasseurs de 8 villages seulement, sur 52 bourgs visités par les chercheurs, ont reconnu et pu décrire l'animal avec précision.

Après la photo prise en 2008, le petit singe à longue queue n'a pas été signalé pendant dix ans jusqu'à ce qu'un assistant technique de la Lukuru Wildlife Research Foundation l'observe à nouveau. Dans les mois suivants, des patrouilles de surveillance ciblée ont permis de repérer des individus à sept reprises dans différents endroits.

Les recherches se sont poursuivies de façon plus systématique jusqu'en 2022 dans le parc national de la Lomami et aux alentours. Les inventaires visuels ont été complétés par des comptages de cris à l'aube, des patrouilles fluviales et des recherches guidées par des informateurs locaux. La présence du likweli a été confirmée par plus de 110 repérages en quatre ans.

Colobus congoensis vit en haut des arbres dans des forêts fermées, où il cohabite avec deux autres espèces de colobes. Il a été observé le plus souvent en petits groupes, de six individus en moyenne, parfois avec des singes d'autres espèces. Les scientifiques, qui ont analysé trois enregistrements audio, relèvent plusieurs singularités. Ses vocalisations se distinguent *« par une cadence plus rapide et un grognement caractéristique émis entre les séquences de rugissements »*. La couleur orange de sa bouche ajoute une force visuelle à ces cris puissants.

Les tests ADN réalisés sur des spécimens morts, saisis auprès de chasseurs dans le parc en 2021, ont démontré son appartenance au genre *Colobus*. *« Les chercheurs remarquent que son espèce sœur*, C. satanas, *vit à 1200 kilomètres de distance*, remarque Victor Narat. *La séparation génétique remonte à 4 ou 5 millions d'années. Il est possible que* C. congoensis *ait évolué à part, par exemple à la suite d'une montée des rivières qui bordent son aire de répartition. »* Le chercheur français salue une étude *« très fournie et nourrie de l'expérience des communautés locales »*.

À peine décrite, *Colobus congoensis* est provisoirement classée comme étant « en danger » dans la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). La taille réduite de sa population et son territoire limité, conjugués à l'impact de la chasse et de la transformation de son habitat, fragilisent son existence. Selon ses auteurs, l'étude confirme *« l'importance du parc national de la Lomami et de sa zone tampon dans la conservation du nouveau colobe, ainsi que des autres primates endémiques de la République démocratique du Congo. »* C'est *« l'une des dernières grandes frontières mondiales pour la découverte de mammifères »*, souligne dans un communiqué John Hart, premier auteur, spécialiste de la conservation à la Lukuru Wildlife Research Foundation. Le nom de l'espèce, ajoute Junior Amboko, coauteur principal, doctorant à l'université Florida Atlantic et chercheur au parc national de Lomami, *« rend hommage à la République démocratique du Congo (…). J'espère qu'il contribuera également à sensibiliser davantage le public à l'importance de la conservation de ces forêts et des espèces uniques qui y vivent. »* ■

« On a tendance à penser qu'on connaît tous les grands animaux. Eh bien, non, il reste des choses à explorer même dans les forêts du bassin du Congo sillonnées par les scientifiques »

Victor Narat Chercheur au laboratoire Éco-anthropologie du Muséum national d'histoire naturelle et du CNRS

Deux momies chiliennes prouvent que les Européens ont apporté la variole en Amérique

Vincent Bordenave

Le séquençage du génome du virus découvert dans les restes de deux individus inhumés au XVIe siècle atteste pour la première fois d'un lien génétique direct entre les agents pathogènes des deux continents.

BERNARDO ARRIAZA/HANDOUT VIA REUTERS

C'est dans le cimetière de Camarones, sur la côte pacifique du nord du Chili, qu'ont été découvert les deux corps étudiés par les scientifiques.

Si la variole a disparu depuis les années 1980, elle a causé par le passé des épidémies parmi les plus meurtrières. À partir du XVIe siècle, elle aurait contribué à décimer une grande partie des populations du continent américain. Les chiffres sont encore débattus, certaines études parlent même de 90 % de morts, mais ces épidémies ont profondément bouleversé les sociétés locales. Pourtant, jusqu'à présent, seuls les récits recueillis par des historiens indiquaient que le virus avait été apporté par les Européens. Il n'existait aucune preuve génétique directe reliant les épidémies américaines aux souches qui circulaient depuis plusieurs siècles en Europe. Deux momies chiliennes viennent mettre fin à ce manque. Des chercheurs de Trinity College Dublin et de l'Universidad de Chile y ont découvert des traces virales anciennes de variole, dont ils ont pu séquencer l'ADN (*Science*, 30 juillet 2026).

Grâce aux campagnes de vaccination, la variole est la première et, jusqu'à présent, la seule maladie infectieuse humaine à avoir été éradiquée avec succès dans le monde entier. Des virus relativement proches circulent encore, on se souvient de l'épidémie de Mpox (variole du singe) qui a frappé plusieurs pays en 2022. Mais aucun n'a le potentiel létal de la variole. Une infection était en effet mortelle dans environ 30 % des cas pour sa forme la plus courante, qui se manifestait notamment par des éruptions cutanées. *« Il y a beaucoup de travaux sur ce virus en ce moment*, note Nicolas Rascovan, responsable de l'unité de paléogénomique microbienne à l'Institut Pasteur. *D'une part, la variole est une maladie centrale dans l'histoire des épidémies humaines, en particulier dans les Amériques après le contact européen. Paradoxalement, on disposait jusqu'ici de très peu de données génomiques anciennes pour documenter directement les souches responsables. D'autre part, les méthodes d'ADN ancien ont beaucoup progressé : on peut désormais récupérer des fragments de génomes viraux dans des restes archéologiques et les replacer dans l'histoire évolutive du virus, à l'échelle des génomes complets et des changements dans la composition génétique du virus. »*

C'est ce qu'ont fait les chercheurs, avec deux momies inhumées entre la fin du XVe et le début du XVIIe siècle et conservées au Museo Arqueologico de San Miguel de Azapa, au Chili. L'ADN du virus de la variole a été détecté dans le matériel génétique extrait de restes osseux. On ne sait pas si c'est ce virus qui a tué ces individus, mis au jour sur le site du cimetière de Camarones, dans le nord du Chili. Des autopsies y avaient été menées dans les années 1980 et avaient documenté des lésions cutanées sur plusieurs individus, attribuées, dans un premier temps, à un empoisonnement chronique à l'arsenic. Mais la découverte chez ces deux individus de ces traces virales, avec des génomes quasi identiques, plaide pour une épidémie locale de variole.

Les étapes de l'évolution de la souche retracées

« Ces travaux, comme d'autres, sont importants parce qu'ils permettent de passer d'un débat fondé surtout sur les sources historiques à une documentation moléculaire directe, poursuit Nicolas Rascovan. *Ils montrent quelles lignées de virus circulaient, à quelle période approximative, et comment ces infections s'inscrivent dans les dynamiques de colonisation, de mobilité humaine et de transmission entre populations. »* Car, plus qu'une information sur la circulation locale du virus, cette étude permet de replacer cette souche dans l'histoire évolutive plus large de la variole.

En comparant ces génomes avec ceux découverts sur d'autres sites européens, en particulier sur des sites vikings vieux d'environ 1000 ans (datés de 600 à 1050 de notre ère) et publiés en 2020 dans la revue *Science*, les auteurs ont pu retracer les grandes étapes de l'évolution du virus. *« Nous avons constaté que le virus a subi une longue période de modifications génétiques jusqu'au XVIe siècle, mais que son évolution a considérablement ralenti au plus fort de l'expansion coloniale et des grandes épidémies de variole aux XVIIe et XVIIIe siècles »*, explique Lara Cassidy, l'une des coauteurs de l'étude, généticienne au Trinity College Dublin. Les souches de variole qui circulaient en Europe au XVIe siècle et celles circulant en Amérique aux XVIe et XVIIe siècles sont donc liées.

Cette découverte apporte ainsi la première confirmation moléculaire qu'au moins une souche de variole a été introduite en Amérique par les premiers colons européens. Le virus est resté relativement stable génétiquement jusqu'au XIXe siècle, où la vaccination a commencé à exercer une forte pression sélective. *« Pris ensemble, ces résultats montrent comment des événements historiques majeurs, tels que la colonisation, les changements démographiques et la vaccination, ont probablement façonné l'évolution de l'une des maladies infectieuses les plus dévastatrices de l'humanité »*, note le premier auteur, Bruno Romero Gonzalez, doctorant à la faculté de médecine de Trinity College Dublin. Lorsqu'un agent pathogène se propage facilement au sein de populations importantes et vulnérables, les pressions évolutives peuvent favoriser le maintien d'une forme particulièrement adaptée, plutôt que stimuler de nouvelles modifications génétiques. ■

David Moreau au violon et son frère Jérémie au piano, un moment de communion d'une rare intensité. BRUNO MOUSSIER/ARTS EN ISÈRE DAUPHINÉ ALPES

Histoires de familles au Festival Messiaen

Thierry Hilléritеau
Envoyé spécial à La Grave (Hautes-Alpes)

Dans les Hautes-Alpes, le Trio Moreau a livré une version vertigineuse du « Quatuor pour la fin du temps », accompagné à la clarinette par Patrick Messina.

Quatre-vingt-quinze kilomètres seulement séparent, à vol d'oiseau, le nid d'aigle suisse de Verbier de celui de La Grave, dans les Hautes-Alpes françaises. Pourtant, passer de l'un à l'autre en l'espace de quelques heures – et au gré d'interminables détours par voie de chemin de fer –, c'est comme changer de monde en quelques secondes. Exception faite de leurs glaciers (Corbassière côté Verbier, la Meije face à La Grave), qui hélas fondent tous les deux au fil des ans, tout oppose en effet les deux stations. D'un côté, l'environnement huppé d'une confortable commune du Valais, qui se transforme chaque année en grosse machinerie musicale pour accueillir le Verbier Festival, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de « Davos du classique ». De l'autre, l'authenticité préservée d'un village de montagne prisé des cyclistes et des randonneurs et qui, au cœur de l'été, cultive amoureusement son ambiance familiale au fil de l'un des festivals les plus singuliers et attachants du paysage français : le Festival Messiaen.

« Miracle de La Grave »

Cette année, où l'on célébrait les 90 ans de l'installation du compositeur dans l'Isère, où il fit de nombreux séjours pour composer et d'où il montait régulièrement jusqu'à La Grave pour s'y repaître de ce paysage qu'il aimait tant, ne déroge pas à la règle. La manifestation qui vient de s'achever, fondée en 1998 par Gaétan Puaud (un ancien agrégé d'économie devenu exégète de Messiaen), a été reprise en 2019 par Bruno Messina, futur ex-directeur du Festival Berlioz – et prochain patron des Chorégies d'Orange. Ce dernier perpétue chaque été l'héritage de Messiaen en y faisant jouer ses œuvres. Mais aussi en faisant monter dans la station les plus grands noms de la musique contemporaine, qui face à l'ineffable poésie du parc des Écrins, en pleine contemplation dans le jardin du Lautaret, en randonnée dans l'Oisans ou à bout de souffle dans les ruelles étroites et raides qui montent vers l'église Notre-Dame de l'Assomption, se révèlent accessibles comme nulle part ailleurs.

Partager un trajet en voiture avec Michaël Levinas, et se voir parler avec lui de poésie allemande en confrontant Rilke et Paul Celan. Échanger avec Karen Vourc'h, venue chanter *Harawi*, des rapports entre physique et musique. Convoquer, lors d'un dîner impromptu avec George Benjamin (invité d'honneur cette année), ses souvenirs parfois truculents d'Olivier Messiaen et de son épouse Yvonne Loriod… Tels sont quelques-uns des innombrables exemples du « miracle de La Grave » et de son précieux festival.

Cette dimension familiale a trouvé cette année son apogée avec l'exécution, le 29 juillet, dans l'écrin de la petite église de pierre blanche et de bois blond qui domine le village, de l'un des plus grands chefs-d'œuvre de musique de chambre de Messiaen. L'un des plus bouleversants, aussi : son *Quatuor pour la fin du temps*, composé en 1940 alors qu'il était en détention à Görlitz, Stalag VIII-A, avec trois autres musiciens : le violoncelliste Étienne Pasquier, le violoniste Eugène Jean Le Boulaire et le clarinettiste Henri Akoka. Une lumineuse fresque entre extase et fureur, dont les huit mouvements inspirés du livre de l'Apocalypse culminent dans deux duos en miroir où le temps suspend littéralement son vol, et où s'exprime toute l'espérance de Messiaen.

Délicatesse et fragilité

Pour redonner vie à ce puissant mais ô combien exigeant sommet chambriste du siècle dernier, Bruno Messina n'a pas hésité à faire appel à… son propre frère, Patrick ! Premier clarinettiste solo de l'Orchestre national de France depuis plus de vingt ans, ce dernier, d'à peine un an son cadet, est un grand familier de la partition, qu'il a déjà jouée à de nombreuses reprises. Mais c'est la première fois qu'il l'abordait auprès d'un jeune trio, composé lui aussi exclusivement de frères (et pas des moindres) : le Trio Moreau. Edgar, au violoncelle, Jérémie au piano et David au violon se sont montrés particulièrement éloquents. Faisant preuve, malgré leur âge (de 27 à 32 ans), d'une qualité d'écoute hors norme.

Dès les premiers chants d'oiseaux de « Liturgie de cristal », où le violon de David Moreau vient compléménter avec un exquis mélange de délicatesse et de fragilité la ligne d'une impressionnante longueur de souffle de Messina, la magie opère. Accords en cascade aériens du piano dans la « Vocalise » qui suit. Envoûtant solo de clarinette du redoutable « Abîme des oiseaux », où chaque note semble accouchée du silence. « Louange à l'éternité de Jésus » bouleversante de lyrisme. Et ce duo final qui nous fait entrer dans la lumière divine par la seule force de quelques accords de piano et d'une ligne de violon étirée jusqu'à l'immortalité. Bien plus qu'une simple histoire de familles, un moment de communion d'une rare intensité. ■

À Bilbao, Jasper Johns dans une ultime exposition

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Bilbao (Espagne)

Le Guggenheim consacre une rétrospective à cet artiste radical et énigmatique, figure de la pop culture, 96 ans cette année.

En 1965, Jasper Johns pose, allongé dans un hamac, devant l'objectif du photographe italien Ugo Mulas avec ce chic décontracté, pull sombre, pantalon presque strict, montre de gentleman, qui sied à ce fils du Vieux Sud américain. Ses yeux sombres, presque bridés, son regard fixe, interrogateur, en imposent. Et c'est d'ailleurs cette aura, faite de talent, de secret et de mystère, qui entoure depuis toujours cette figure de l'art « postwar » américain, un artiste inclassable tantôt associé à l'expressionnisme abstrait, tantôt au mouvement néo-dada et l'art conceptuel, et avant tout au pop art. Il a 96 ans depuis le 15 mai dernier. C'est donc sans lui qu'a été lancée, au Museo Guggenheim de Bilbao, cette ultime rétrospective, sous le commissariat d'Enrique Juncosa. Près de 140 œuvres – peintures, sculptures, dessins, estampes, livre d'artiste et décor de théâtre – qui, comme au premier jour, frappent l'œil et surprennent par leur éternelle jeunesse.

Jasper Johns, c'est un drapeau, une cible, une carte des États-Unis, un alphabet. Des nombres qui se bousculent, se répètent ou se chevauchent jusqu'à devenir illisibles (*0 through 9*, icônes de 1961 venues de la Tate de Londres, du Whitney de New York et du Hirshhorn Museum de Washington). Des empreintes de main comme dans l'art pariétal ou des bras tendus en référence à une lettre de Van Gogh, le solitaire d'Arles (*Summer*, 1985, prêté par le MoMA de New York, et *Fall*, 1986, collection de l'artiste). Des chevrons répétés, abstraction colorée en référence au dernier couvre-lit du peintre norvégien Edvard Munch dans l'un de ses ultimes tableaux, *Self-Portrait. Between the Clock and the Bed*, 1940-1943 (*Dancers on a Plane*, 1979 et sa version sombre, 1980-1981). Un jeu sur les couleurs primaires que modifie l'emploi de la cire. Une relecture de l'art de la grisaille où le noir fait danser le blanc (*Target*, 1992, collection de Larry Gagosian).

Jasper Johns, c'est un faux désordre sur la toile qui tient de la nature et de son agencement invisible. C'est à la fois étrange et immédiatement familier, sorte de résumé visuel d'une sensation diffuse ou incarnation d'un symbole qui prend vie grâce à la métamorphose de l'art. Parfois, des objets viennent se ficher sur la toile, un balai, une serviette, un tendeur, une tasse (*Painting with Ruler and Gray*, 1960) et recréent la vie de l'atelier. Parfois, ils jouent le rôle du souvenir, du nom de ce tableau gris de 1964, sorti de sa collection d'artiste, sur lequel est posée une assiette avec, en son ombilic, sa photo en noir et blanc, portrait de l'artiste en jeune homme prise dans un photomaton de Tokyo, lors d'un séjour au Japon avec le compositeur Toru Takemitsu. Y sont déposés, sur le fond gris, une lampe torche et un miroir. Sur l'aile de l'assiette, *Blue, Red, Yellow* en lettres typographiques noires dessinent le langage et la palette du peintre. La matière de cet autoportrait défie le répertoire classique de l'art.

« Je voulais être un artiste. Et je me pensais artiste, bien que je ne sache pas ce qu'était un artiste. J'étais sûr que la peinture et la sculpture n'étaient pas deux catégories distinctes pour moi »

Jasper Johns Artiste

« Je voulais être un artiste. Et je me pensais artiste, bien que je ne sache pas ce qu'était un artiste. J'étais sûr que la peinture et la sculpture n'étaient pas deux catégories distinctes pour moi », confia-t-il à l'automne 2010 au peintre américain Terry Winters, dans une de ses conversations d'atelier où technique et philosophie se conjuguent. Jasper Johns y revendique le geste de la main et la multiplicité des interprétations laissées à tous. *« Les choses ont communément plus d'un sens. Mes gestes de la main ont été organisés pour créer ce qui représente notre alphabet, nous réalisons sans doute qu'il recouvre un sens voulu, même si nous ne le saisissons pas. (…) Les choses nous échappent, ont des sens qui nous échappent et qui nous frappent comme une absence de sens. (…) Confrontés à des choses provenant d'autres cultures, des choses qui ont un sens très clair pour ces cultures, nous les rejetons comme dépourvues de sens. Peut-être que le sens devient invisible. »*

L'Amérique est dans sa ligne de mire. Le jeune Jasper Johns, né en 1930 à Augusta en Géorgie, peint son premier drapeau américain entre 1954 et 1955, après avoir détruit ses œuvres précédentes. Il en fera tout un corpus où les couleurs modifiées altèrent la vision du motif et mettent en question le sujet même du tableau. Ce sera un drapeau plein pot, puis deux drapeaux alignés côte à côte comme des gisants, puis un drapeau décentré sur fond orange comme un exilé, puis un drapeau vert, noir et orange sur fond gris comme un révolutionnaire. Jasper Johns a fait irruption sur la scène artistique américaine dans les années 1950 avec sa première série de peintures de drapeaux, de cibles, de chiffres, de lettres et de cartes. Autant d'objets quotidiens facilement reconnaissables qui préfigurent le pop art. Exposées à la galerie Leo Castelli en 1958, ces œuvres radicales et apparemment simples, pimpantes et cérébrales, lui apportent une célébrité instantanée : le MoMA en achète trois.

***Drapeaux* (1987), de Jasper Johns.** JASPER JOHNS, VEGAP, BILBAO, 2026

La première salle de la rétrospective du Guggenheim Bilbao accueille toutes ces variations mythiques qui ne cessent de sortir du cadre et des lois établies de la peinture. Elles émanent des grands musées américains ou européens comme la Tate de Londres, le Ludwig Museum de Cologne, le Kunstmuseum de Bâle ou le Louisiana du Danemark. Très souvent issues de la collection personnelle de l'artiste. Elles forment un ensemble extraordinaire qui est un concentré de l'esprit des temps. L'humour n'y est pas absent. Comme, dans ce *Painting With Two Balls*, 1960, où il tourne en dérision, juste en fendant le haut du vaste tableau pour y inclure deux petites balles, le culte de la virilité propre aux expressionnistes abstraits et leur penchant pour les grands formats. Jeu, set et match. ■

« Jasper Johns. Night Driver »,
jusqu'au 12 octobre au Museo Guggenheim de Bilbao, Espagne.
Catalogue en espagnol ou en anglais (49 €).

LE COMBAT DES CHEFS ■ 1/6

PASCAL ETIENNE LATTES POUR THURIES MAGAZINE, CHERRYSTONE, AURELIO RODRIGUEZ, ELISE QUINOU PHOTOGRAPHY

***À gauche*, Olivier Couvin et Gilles Reinhardt, chefs de l'Auberge du pont de Collonges. *Ci-contre*, Mathieu Viannay, chef de la Mère Brazier.**

LA SÉRIE

Notre chroniqueur gastronomique est de retour pour arbitrer une deuxième saison, qui voit s'affronter douze chefs 2 et 3 étoiles français, jugés sur l'assiette, le décor, le service, la cave et le rapport qualité-prix.

À Lyon, Bocuse restaure son panache et la Mère Brazier somnole

Stéphane Durand-Souffland

Deux mythes, deux tables entre Saône et Rhône qui en font fructifier le legs. Laquelle entretient le mieux la flamme de la Grande Cuisine de Tradition ?

Les jeunes générations connaissent peut-être Raymond Oliver (1909-1990) par le truchement de sa fantastique recette de pâte à crêpes. Celle-ci, à base quasi-exclusive de spiritueux, pastis et rhum, tolère une quantité symbolique de lait et quelques œufs ; sa préparation reste accessible sur YouTube, en noir et blanc.

En 1958, le manitou du Grand Véfour écrivait par ailleurs dans *La Cuisine pour les hommes* (Bibliothèque pratique des familles), monument vintage de machisme décomplexé : *« Ne m'en veuillez pas, Mesdames, il est un fait notoire, tous les cuisiniers célèbres furent des hommes »*. Axiome testostéroné fondé sur les observations empiriques d'un mâle de son temps pour qui la place du sexe alors dit faible était derrière un fourneau à charbon, à l'humble service de son mari et des amis du ménage. Les femmes ne manquent pourtant pas d'astuce, concédait le chef préféré de la grande Colette, sa voisine du Palais-Royal. Car si les *« dosages dépendent beaucoup d'une sorte de logique primaire »* et si les ménagères *« ne sont pas toujours d'une logique implacable »*, elles sont sauvées par *« un sens infus de ces dosages »*. Merci pour elles.

Or, bien avant que Raymond Oliver ne décroche trois étoiles, le Guide Michelin avait élevé plusieurs femmes à cette distinction suprême, à commencer par la mythique Eugénie Brazier (1895-1977). Sacrée en 1933, elle cumulait même – exploit rarement réédité depuis – deux fois trois étoiles, pour son établissement de Lyon et pour celui du col de la Luère. Cette gloire immortelle de la gastronomie cocorico a formé plusieurs chefs devenus célèbres, tels que Bernard Pacaud (l'Ambroisie). Et Paul Bocuse (Paul Bocuse) dont nous allons bientôt parler.

Une enseigne au nom de la Mère Brazier subsiste au cœur de Lyon, au pied des « Pentes », de même que l'Auberge du pont de Collonges célèbre toujours la geste de « Monsieur Paul », disparu en 2018. Les deux tables sont dépositaires de deux étoiles chacune : laquelle entretient-elle le mieux la flamme de la Grande Cuisine de Tradition ?

Verdict sans appel : Paul (ses légataires) surclasse Eugénie (ce qu'il en reste) en tous points. Après avoir traversé des moments désolants, l'institution des berges de Saône, longtemps louangée par réflexe même du vivant de Bocuse, est sortie de son coma créatif. En revanche, le restaurant des bords du Rhône traversé par une traboule, carte signée par un Mathieu Viannay qu'on avait connu plus pétulant, présente les symptômes alarmants d'une inspiration assoupie : l'électromarmitogramme y est plat comme une limande oubliée au four, bien que le chef soit meilleur ouvrier de France comme ses homologues de Collonges-au-Mont-d'Or, Olivier Couvin et Gilles Reinhardt.

La Grande Cuisine de Tradition constitue la 24e paire de chromosomes de chaque Français. Nous avons tous, enfouis dans notre ADN, l'onctuosité d'une quenelle de brochet, l'émotion d'une meurette, la sensualité fluide du baiser offert à notre bouche par un grand bourgogne blanc. Même les plus jeunes, nés après la dictature de la crème au litre et du beurre au kilo, comprennent que quelque chose vibre puissamment quand on leur met dans le bec une tourte au colvert et au foie gras ou un poulet morilles et vin jaune apprêtés selon les canons du genre. La maison Bocuse a su, passé la période de deuil, raboter la statue du patron-logo et soumettre sa doxa hypercalorique à l'examen critique, sans renier l'héritage. Et voilà le résultat : une quenelle sandre-homard sauce champagne et caviar d'alchimiste. Texture, goût, dressage, c'est percutant de précision et de frisson mémoriel.

La version Brazier prend la forme d'un « pain de brochet » sauce homardine, lingot moelleux auquel une fine feuille de pain de seigle apporte du croustillant, le tout coiffé d'œufs de brochet non présentés par un service insuffisamment narrateur. À côté, un tronçon de homard délivre trop de mâche, la recette ultra-lyonnaise est d'ailleurs conçue pour de tendres écrevisses mais ce soir-là ce n'était, paraît-il, *« pas la saison »*, d'où le crustacé de secours. Bon (la meilleure assiette du repas) mais pas inoubliable, le plat rappelle surtout, en moins réussi, le tour de force d'Emmanuel Renaut aux Flocons de Sel de Megève – son fameux biscuit de brochet.

Puisque certains lisent l'avenir dans le marc de café, on peut bien tenter de déchiffrer les quenelles : celle de Bocuse ouvre une voie, celle de la Mère Brazier clôt une épopée. Il en va de même pour toutes les séquences chez l'une et chez l'autre. Mathieu Viannay veut dynamiser ses recettes, il a amplement raison, mais tenter deux fois le coup de la tagète magique pour réveiller les papilles de ses convives, c'est de la triche. Une première fois avec le grand classique de la Mère créé en 1921, artichaut et foie gras, une seconde avec un ris de veau. La tagète n'empêche pas le foie gras plan-plan et trop abondant de tirer à lui la couverture et de reléguer

Puisque certains lisent l'avenir dans le marc de café, on peut bien tenter de déchiffrer les quenelles : celle de Bocuse ouvre une voie, celle de la Mère Brazier clôt une épopée

l'astéracée délectable insuffisamment présente au rang de figurant pâlot, faisant perdre au plat toute sa raison d'être ; ni le ris de veau d'arriver trop cuit avec ses petits pois et son oignon de Roscoff.

Chez Bocuse, on ne plante pas des petites fleurs dans les sauces mais on les fouette – il était temps – de vinaigres ou d'agrumes, ce qui ressuscite la volaille aussi bien dans sa version « au vinaigre et à l'estragon », apprêt de canuts désargentés, que dans sa lecture bourgeoise « morilles et vin jaune » (vibrations garanties dans les deux cas). On sert un turbot nacré – adieu les chairs vitrifiées de jadis – avec jus de cuisson, caviar* et artichaut barigoule, ça ne révolutionne pas le genre mais on se régale. On envoie des grenouilles de la Dombes sur une royale de carpe et une sauce cressonnière : du populo habillé en étoilé, futé et réussi. On ose même un plaisant 100 % végétal avec la carotte en vedette, c'est dire comme les temps ont changé. Bien entendu, nous ne sommes pas ici dans le temple du dashi ascétique ou du bouillon réparateur : les saucent enrobent, elles tapissent, elles nappent. Comme autrefois. Mais en meilleur. Une trentenaire japonaise venue en solitaire a mis sa serviette autour du cou pour ne pas tacher son élégant cardigan jaune citron : comment mieux illustrer l'universalité intacte d'un style vintage ?

Un mot du service. Il n'a jamais cessé d'être de haut vol et le demeure, impérial, voir par exemple la découpe de la volaille en vessie. De même que la sommellerie portée par une carte des vins encyclopédique. Les additions aussi croissent à des altitudes stupéfiantes, attachez une ceinture solide à votre portefeuille si vous ne voulez pas vous évanouir au son des orgues de barbarie à la fin du festin (il y a toujours au moins un anniversaire à fêter chez Bocuse, d'où le surgissement quasi-certain d'un limonaire à roulettes).

Même sans musique, les desserts permettent à l'Auberge de plier le match. Depuis que Benoît Charvet s'occupe du sucré, la séquence finale vaut le détour, à l'instar d'une complexe et spectaculaire construction en chocolat de Sao Tome. Sinon, on vous met sous le nez un chariot tentateur et peu de clients résistent à ces pâtisseries ambulantes. Chez la Mère Brazier, un soufflé à la rhubarbe correct mais trop sucré ferme le ban, accompagné de satellites redondants, douceurs mécaniques au terme d'une succession de plats sans étincelle.

Nous avions naguère souffert devant les assiettes poussiéreuses de l'Auberge polychrome du pont de Collonges : nous voici rassérénés par la grande cuisine intemporelle qu'on y propose désormais, celle qui caresse notre ADN. ■

**La quenelle nous a été servie à notre demande hors « menu du centenaire » dans lequel le caviar ne passe qu'une seule fois.*

Paul Bocuse, Auberge du pont de Collonges. 40, rue de la Plage à Collonges-au-Mont-d'Or (Rhône). Tél. : 04 72 42 90 90. Fermé lundi et mardi. Plusieurs menus de 230 € à 370 €, ou carte.

La Mère Brazier. 12, rue Royale à Lyon (1er). Tél. : 04 78 23 17 20. Fermé samedi et dimanche. Menus de 98 € (déj.) à 250 €, ou carte.

O. COUVIN/ G. REINHARDT	LE MATCH	MATHIEU VIANNAY
31,5/40	ASSIETTE	**20**/40
15/20	CADRE ET DÉCOR	**13**/20
18/20	SERVICE	**13**/20
17/20	CAVE	**12,5**/20
13/20	RAPPORT QUALITÉ-PRIX	**12**/20
16/20	TOTAL	**12**/20

***Ci-contre*, les quenelles chez Paul Bocuse. *À droite*, artichaut et foie gras, hommage à Eugénie Brazier.**

» Retrouvez demain un nouvel épisode **PROVENCE : GLENN VIEL, DIABLOTIN DU VAL D'ENFER, ET FABIEN FERRÉ, SURDOUÉ DE LA GARRIGUE**

MOTS FLÉCHÉS N° 4517

RCI JEUX

SURFACES QUELCONQUES / CRITIQUE
ACCLIMATÉ AU PAYS / HABITANT DE SEIN
COMMUNICATION / PETIT BOURG
COURIR À MANHATTAN / DIEU ÉGYPTIEN
INTERJECTION / GRANDE OUVERTE
COMME UNE BONNE ODEUR DE PIN / SUCOTER
LIEU D'ACTION DU TORERO
AMBASSADRICE
DE KAZAN OU D'AILLEURS / PAS JEUNE
QUESTION DE TEST PSYCHOLOGIQUE
IL EST IMMENSE CHEZ LE MÉGALOMANE
LINGUISTE ET ROMANCIER ITALIEN
AIDÉ PAR UN ATOUT MAJEUR
RÉNOVATION / DIVISION DU TEMPS
APPARTIENS À / TOUJOURS PRÊT !
COUCHÉ SUR LE PAPIER / DÉDUIT
ACCORD DU MIDI / ENTRELACE DES CORDES
QUI N'A VRAIMENT RIEN D'ATTIRANT
ADMINISTRATION / PARLER THAÏ
RECHARGE LE FUSIL / DIRECTION
SOUVENT AVEC LES AUTRES
ON Y JOUE À CLOCHE-PIED / CUPIDE
ÂGÉ D'UN SIÈCLE / PEINTURLURÉES
A ÉTÉ EN MESURE DE / CRI DU MALADROIT
IL PERD CONTENANCE EN FUYANT
AFFICHÉE / DÉCOIFFÉ
EAU EN ÉGYPTE / IL BUTE SUR LES MOTS
GNONS OU MARRONS / CHAUFFÉ À POINT
COMBAT UN TROP-PLEIN D'EAU
CORDON DE LAGUNE / DÉPART DU PORT
ARTICLE CONTRACTÉ / MÉTAL LÉGER
ARBRE D'AMÉRIQUE TROPICALE
BIEN MAL PRONONCÉ / LONG VÉLO
MORCEAU DE JAMBE / FARINE DE MAÏS
COMÉDIEN OU PEINTRE / FERMENT
RIVAUX DU MAÎTRE / VOLCAN DE SICILE
COQUILLAGE QUI SERVIT DE MONNAIE
COURS DE GYM / RACES ANIMALES
LANGUE DE BOUDDHA / RAME SUR LE LAC
ENTRÉE D'AUTOROUTE / FILTRE DU CORPS
ILS SONT PARESSEUX DE PÈRE EN FILS
BOUCLIER D'ANTAN / ÎLES DANOISES
IL CIRCULE AU DANEMARK / CITÉ ANTIQUE
NOURRISSANT / AMANDE DES COSMÉTIQUES
IL PASSE POUR ÊTRE JALOUX
LA VILLE DES SAGIENS
POISSON FUMÉ
RÉGION D'AFRIQUE DU NORD
PARENTE / ACADÉMIES
GOLFE VERS L'ARABIE / COLOSSE
NETTOYER UNE FAÇADE
BRINS DE PAILLE / OISEAU À GROS BEC
GUERRIER BRUTAL / ASPIRANT
FRUIT D'UN PALMIER / VIDE LA BARQUE
BONHEUR EN ÉCLATS / DÉMARCATION
DEVOIRS D'ÉLÈVE / SPÉCULATEURS
JEU À CLÉ / COUPÉE AU MASSICOT
FORME DE RESSEMBLANCE
SYMBOLE DU TANTALE / FAN DE REGGAE
CARTE DU TAROT / FAN DU FAON...
RECONDUIT À LA VICTOIRE
LA MÈRE OU LA FILLE / BORDURE RÉDUITE
COBALT DU CHIMISTE / BRAMER
PROMENADE SPORTIVE / LAMBIN
TENTAI MA CHANCE
L'ARGENT AU LABO / ROI DE THÉÂTRE
FIN DE VERBE / PLACÉE EN ÉTUDE
ILS VIVENT DE LEUR ART
MANTEAU DE LORD / COLÈRE D'ANCIENS
BEAUX PAPILLONS / FICHE À CONSULTER
CE N'EST PAS UN SINGLE / PRÉSENT
FEMMES DE LA PALMERAIE / DRÔLE DE TYPE
HAUSSÉE D'UN DEMI-TON
CANARD À COUETTES / KILOEURO
IMMOBILISATION PASSAGÈRE
EAU-DE-VIE ORIENTALE
JEU DE VIRTUOSE
METTRE DES GRAINES EN TERRE
ÉLÉMENT D'UN ANCIEN ALPHABET
EN PRÉAMBULE DE CE QUI SUIT
LE FISC LES PONCTIONNE D'UN IMPÔT

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

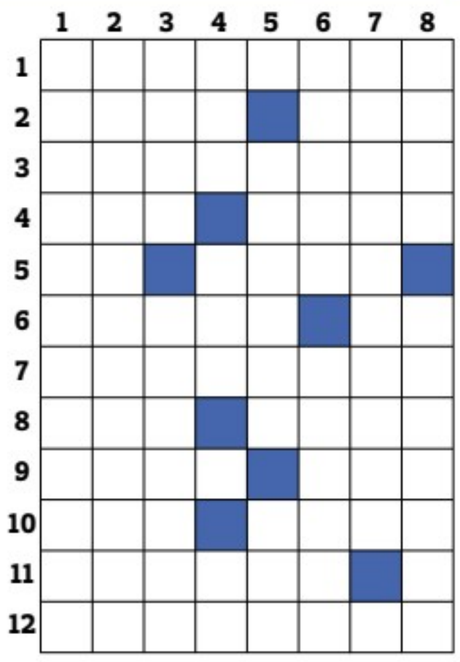
PROBLÈME N° 7299

HORIZONTALEMENT

1. Placer des fonds pour tenter de sauver la mise. – **2.** Une perte pour l'humanité. S'entend très souvent dans les marches militaires. – **3.** Caractère authentique. – **4.** Terme hollywoodien. Lac salé d'Asie centrale. – **5.** Instaure la prohibition à Chicago. Rendre en liquide. – **6.** Surnommées. Doublé dans le trimestre. – **7.** S'est épris d'un être adorable. – **8.** Cithare en Chine. Gratin de légumes méridional. – **9.** Branche mère de l'Oubangui. Créatrice de défilés. – **10.** Sa filiale française est Agip. Quand on sort de là, il faut monter. – **11.** Odyssée en vers. – **12.** Quelque peu délaissée et passablement vieillie.

VERTICALEMENT

1. Réclamées comme un dû. – **2.** Attachée à un certain type de végétations. – **3.** Est mal en points. Redevance de foire, jadis. – **4.** Les dossiers de l'écran. A toujours été conservateur. Pronom. – **5.** Assurât l'entretien. Ondule avec les carpes. – **6.** Passer au feu rouge. Preuve d'achat. – **7.** Formation de dépôt. – **8.** N'a rien d'idéal. Attaque derechef.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 7298

HORIZONTALEMENT **1.** Sablines. – **2.** Océanide. – **3.** Utile. IX. – **4.** Rugosité. – **5.** Née. Près. – **6.** OL. Père. – **7.** Île. Riss. – **8.** Secret. – **9.** Émue. Aar. – **10.** Remembre. – **11.** INA. Élan. – **12.** Étincelé.

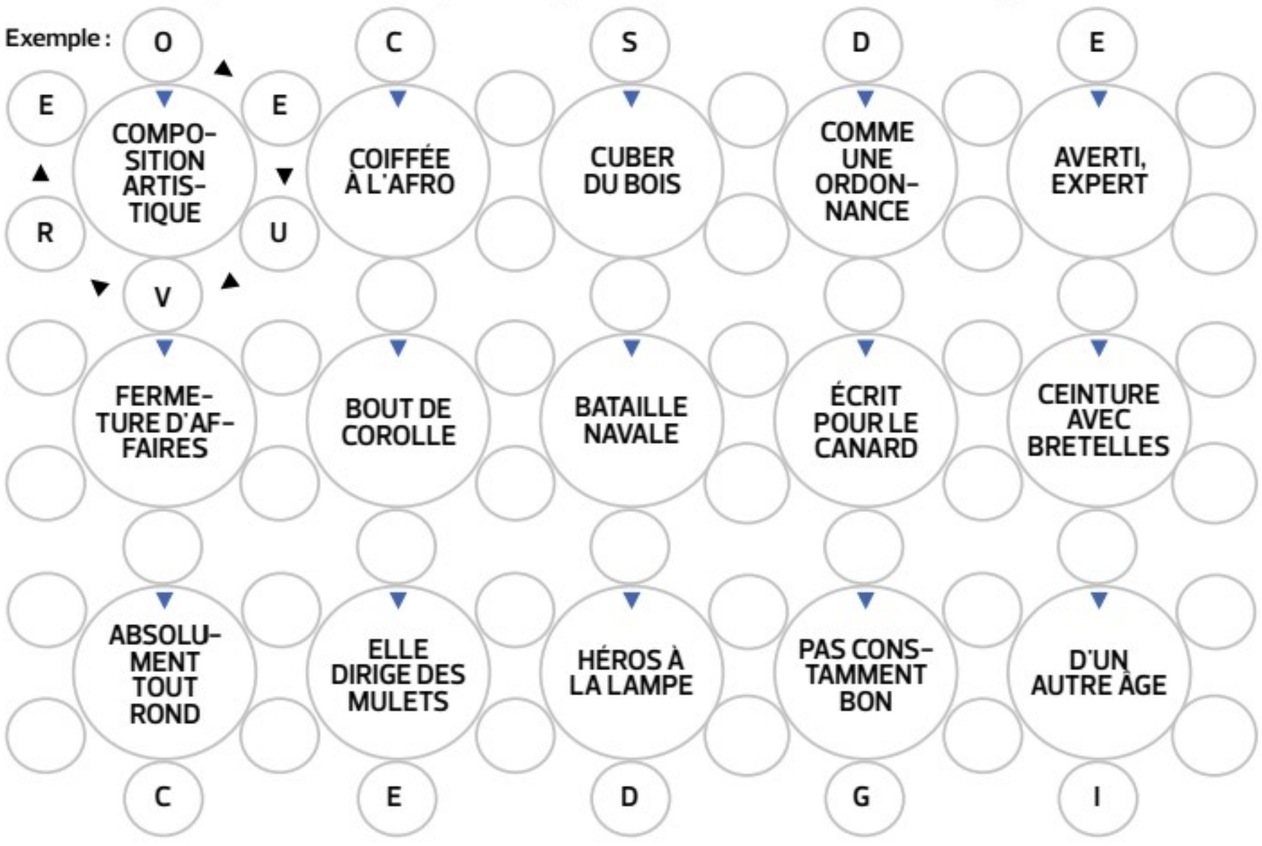
VERTICALEMENT **1.** Sournoiserie. – **2.** Actuellement. – **3.** Beige. Écumai. – **4.** Lalo. Rée. – **5.** Inespéré. Mec. – **6.** Ni. Irritable. – **7.** Éditées. Aral. – **8.** Sexes. Sirène.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION

RONDE DES MOTS N° 4

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Sudoku n°5522 Facile

1	7	6	9	4	8	3	2	5
3	5	8	2	6	1	9	7	4
2	9	4	5	7	3	1	8	6
4	8	3	7	1	5	6	9	2
5	2	1	6	8	9	4	3	7
9	6	7	3	2	4	5	1	8
6	4	9	8	3	2	7	5	1
8	1	5	4	9	7	2	6	3
7	3	2	1	5	6	8	4	9

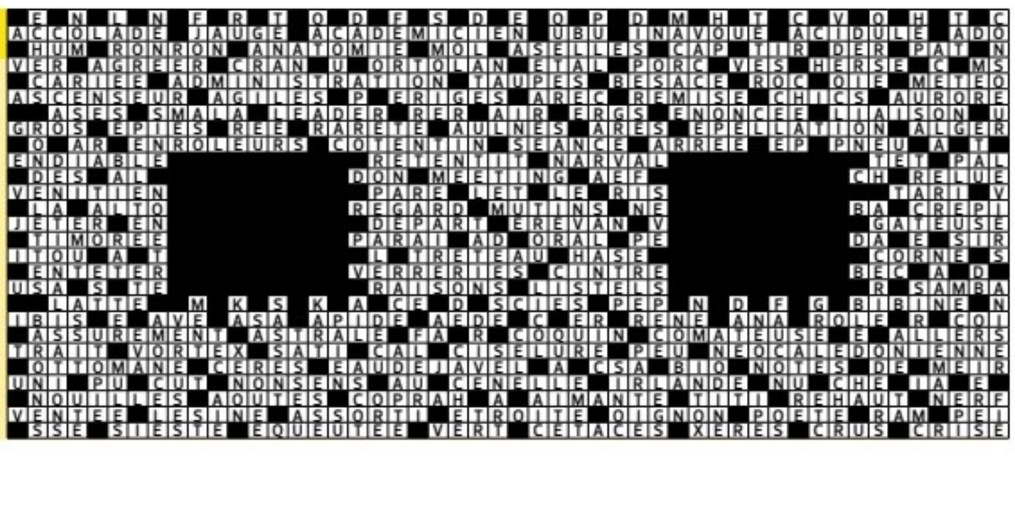
Sudoku n°5523 Difficile

5	4	1	6	7	8	9	3	2
8	6	9	3	4	2	5	1	7
3	7	2	1	5	9	6	4	8
2	3	7	9	8	6	1	5	4
4	5	6	7	1	3	2	8	9
9	1	8	4	2	5	3	7	6
7	9	4	2	3	1	8	6	5
6	8	3	5	9	7	4	2	1
1	2	5	8	6	4	7	9	3

Sudoku n°5524 Diabolique

3	7	8	9	2	5	4	6	1
6	9	5	7	1	4	3	8	2
2	4	1	8	6	3	7	9	5
5	1	6	4	3	8	9	2	7
4	8	9	2	7	6	5	1	3
7	2	3	1	5	9	6	4	8
9	5	4	3	8	1	2	7	6
1	6	7	5	9	2	8	3	4
8	3	2	6	4	7	1	5	9

Mots fléchés n°4516



LE FIGARO TV MAGAZINE
Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag
la chaîne météo

Cévennes : vivre avec la colère des éléments

Marine Cassan

Entre sécheresses et crues dévastatrices, le massif subit de plein fouet les effets du changement climatique.

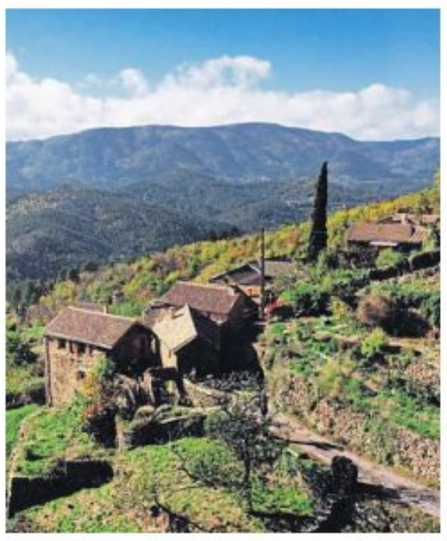
Le massif des Cévennes, inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco, est connu pour sa nature préservée et ses paysages spectaculaires. Des forêts à perte de vue s'étendent entre les collines. Matthieu est pilote de montgolfière. Il survole les Cévennes depuis plus de vingt ans sans jamais s'en lasser. Mais vus des airs, les effets liés au changement climatique sont d'autant plus flagrants : sécheresses, vents, saisons chamboulées… « Sale temps pour la planète » sur France 5 s'y intéresse dans ce numéro : « Cévennes, face aux colères du ciel ».

Car ce territoire est aujourd'hui menacé. En cause, le réchauffement climatique, à l'origine de crues de plus en plus importantes dans le secteur, susceptibles de tout ravager d'ici à quelques années. Ces périodes de fortes intempéries, courtes mais intenses, portent le nom du massif : elles sont appelées des « épisodes cévenols ». Ceux-ci frappent régulièrement le secteur plusieurs fois par an.

Le Gardon déchaîné

La rivière le Gardon se déchaîne parfois, emportant tout sur son passage, véhicules, habitations… Alors comment les habitants se protègent-ils des crues liées aux intempéries ? Ils n'ont d'autre choix que de s'adapter. Les maisons situées au pied du Gardon ont relégué leurs lieux de vie à l'étage supérieur. La cour de l'école du quartier a échangé son goudron fissuré contre une matière qui absorbe l'eau. Les gymnases se sont parés de batardeaux pour repousser les flots.

Il faut dire que si les Cévenols sont habitués aux crues depuis plusieurs siècles, celles-ci n'ont jamais été aussi nombreuses et rapprochées que ces dernières années. Face aux intempéries qui touchent le territoire, anticiper les inondations devient essentiel. Des équipes de Predict analysent la situation météorologique en temps réel afin d'anticiper la colère des rivières alentour. Les sauveteurs en eaux vives sont formés dans le Gard afin de faire face à n'importe quelle situation de crise. Ils bénéficient de l'aide de chiens sauveteurs, dressés dès leur plus jeune âge à chercher des odeurs dans l'eau. Un travail d'équipe. Seul un lieu des Cévennes défie le temps et les tempêtes : l'observatoire niché sur le mont Aigoual.



ELLE EST PAS BELLE LA VIE - LPBV/FTV

Phénomènes séculaires, les épidodes cévenols sont désormais de plus en plus nombreux et rapprochés.

Quand les Cévennes ne sont pas touchées par les intempéries, elles sont parfois victimes de fortes sécheresses qui mettent la faune et la flore locale en grand danger. Les châtaigniers emblématiques du territoire menacent de disparaître, et avec eux tout un écosystème qui risque l'extinction. Apiculteurs et naturalistes ont déjà constaté l'affaiblissement des abeilles et des bourdons. Mais pour ne pas s'éteindre, la nature sait innover. Les conifères propagent leur pollen sur les sols et font eux-mêmes pousser d'autres arbres.

Prises entre eaux torrentielles et terres asséchées, les Cévennes incarnent un territoire en première ligne face au dérèglement climatique. Si les habitants redoublent d'ingéniosité pour s'adapter, l'équilibre fragile de cet écosystème rappelle l'urgence d'agir pour préserver durablement ces paysages d'exception. ■

« Sale temps pour la planète »
À 21 heures, sur France 5
Notre avis : ●●●○

TF1

21.10
Camping Paradis
Série. Humoristique

Fra. 2024. Saison 15. Avec Laurent Ournac. Les bleus au Maroc. Quand Léa réclame une fois encore l'histoire de la rencontre de ses parents, Tom et Stéphanie lui parlent du voyage qui a tout chamboulé et lui racontent à quel point ce fut un coup de foudre.

23.00 Camping Paradis. Série. Humoristique. 2 épisodes.

CANAL+

21.06
Prisoner
Série. Action

GB. 2026. Saison 1. Avec Tahar Rahim. Contrainte d'abandonner Olly, Amber demande à Tibor de l'aider à sauver sa fille Mia, enlevée par Nina. Avec Tibor, elle rejoint l'équipe de transfert pénitentiaire où ils découvrent la vérité sur le plan terrifiant de Pegasus…

21.51 B.R.I. Série. Action.

LCP PUBLIC SÉNAT

19.36 Politiques, à table ! Magazine.

20.39 Les sentinelles de l'oubli
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Jérôme Prieur. 1h. Les monuments aux morts de 1914-1918, érigés dans les années 20 et 30, forment un musée invisible qui a fini par se confondre avec les paysages de France.

21.39 DébatDoc. **22.00** Le Chambon-sur-Lignon. Un legs pour l'histoire.

france 5

20.41 Terre des mondes. Doc.

21.00 Sale temps pour la planète
Documentaire. Fra. 2026. 1h50. 2 épisodes. Le phénomène cévenol change de dimension avec le réchauffement climatique et menace tout l'arc méditerranéen.

22.50 Pas de clim pour le climat : Comment avoir moins chaud en ville.

france 2

21.10
Enquêtes au paradis
Série. Dramatique

GB/Aus. 2025. Saison 2. Avec Anna Samson. Team building. Inédit. La patronne d'une application de rencontres est empoisonnée lors d'un séminaire d'entreprise, mais la méthode employée par le meurtrier défie toute explication.

22.05 Meurtres au paradis. Série. Suspense. Question d'avenir.

arte

20.55
Que la bête meure
Film. Policier

Fra/Ita. 1969. Réal. : Claude Chabrol. 1h50. Avec Michel Duchaussoy, Jean Yanne. Un écrivain traque le chauffard responsable de la mort de son fils et décide de prendre son temps avant de mettre sa vengeance à exécution.

22.45 6 morts dans la nuit : «De sang-froid», Truman Capote. Doc.

W9

14.10 NCIS. Série. Policière. 8 ép.

20.50 Astérix et la surprise de César
Film. Animation. Fra. 1985. Réal. : Gaëtan Brizzi, Paul Brizzi. 1h25. Astérix et Obélix livrent un combat dans le Sahara pour délivrer Falbala et Tragicomix, capturés par des Romains.

22.15 Les Douze Travaux d'Astérix. Film. Animation.

RMC DÉCOUVERTE

16.45 Mécanos express. Doc.

21.10 La véritable histoire du soldat Ryan
Documentaire. Fra. 2026. Réal. : Angèle Berland. 1h25. En 1998, le film de Steven Spielberg «Il faut sauver le soldat Ryan» offrait une vision saisissante du Débarquement.

22.35 D-day, au cœur de l'enfer. Documentaire. 2 épisodes.

france 3

21.10
Les fugitifs
Film. Comédie

Fra. 1986. Réal. : Francis Veber. 1h30. Avec Pierre Richard, Gérard Depardieu. Par un concours de circonstances, un gangster repenti est embarqué dans la cavale d'un braqueur de banque débutant, affligé d'une maladresse pathologique.

22.40 Les enfants sans terre. Documentaire.

6

21.10
Permis de conduire : le grand test

Jeu

Prés. : Stéphane Rotenberg et Mac Lesggy. 2h25. Quatre célébrités, Frédérique Bel, Yoann Riou, Frédéric Diefenthal et Jean-Luc Lemoine, et les téléspectateurs testent leurs savoirs en matière de code de la route.

23.35 La roue de la fortune. Jeu.

TMC

18.35 Burger Quiz. Jeu.

21.25 Tais-toi !
Film. Comédie policière. Fra/Ita. 2003. Réal. : Francis Veber. 1h45. Avec Gérard Depardieu, Jean Reno. Deux truands se rencontrent en prison. L'un est un benêt bavard et naïf, l'autre un dur, assoiffé de vengeance. Ils s'évadent et restent ensemble.

23.10 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

19.58 Mafia Killers. Documentaire.

20.50 Les grandes découvertes avec Dan Snow
Documentaire. GB. 2024. Réal. : Nick Gillam-Smith. 1h35. 2 épisodes. Le site de Stonehenge a été construit entre 3000 et 1100 av. J.-C. Sa fonction reste encore mystérieuse.

22.25 Les grandes découvertes avec Dan Snow. Documentaire.

LE FIGARO TV
Disponible sur

TNT IDF 34	CANAL+ 126 / 136*
TF1+	Samsung TV Plus
Molotov.tv	SFR 194
118	free 203
247	Regarder sur Apple TV
Regarder sur Google TV	Aussi sur LeFigaro.fr et l'App

*(i) hors réception satellite
(ii) également accessible sur myCANAL

À LA DEMANDE

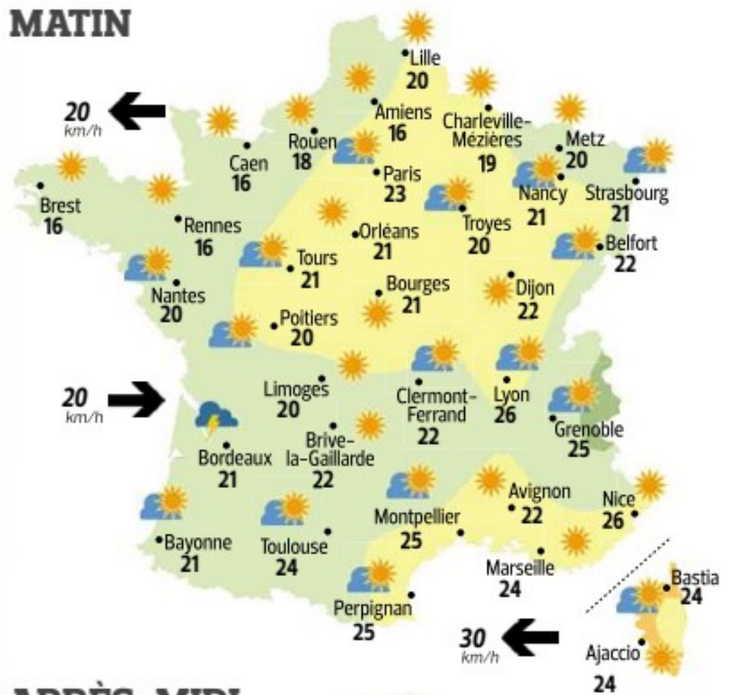
NETFLIX

Chris et Martina : dernier set

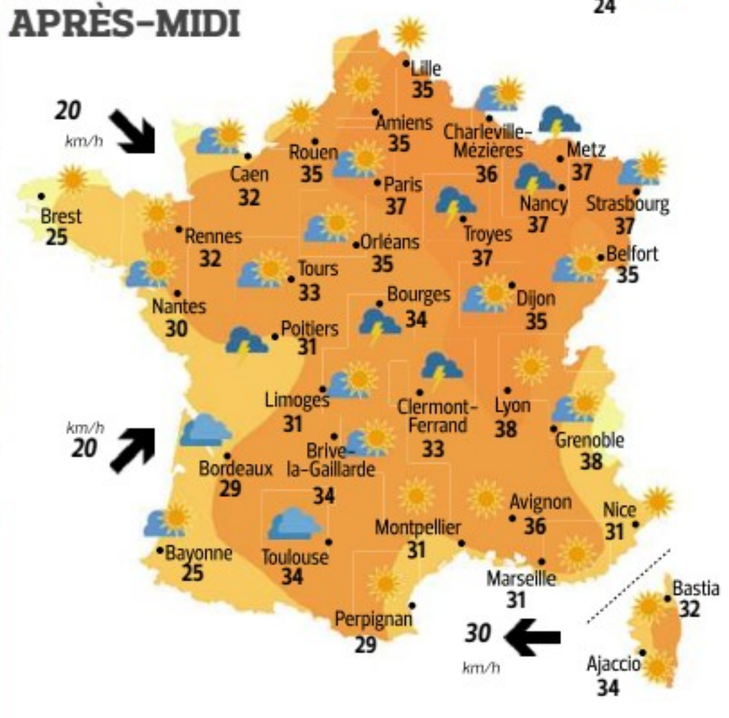
Chris Evert et Martina Navratilova, assises sur un canapé blanc, commentent une finale de Wimbledon disputée plusieurs décennies auparavant. Malgré le passage des ans, les deux gloires du tennis serrent toujours les dents face à un point concédé, esquissent un sourire devant une action spectaculaire et se souviennent qu'elles ont dominé à elles deux le tennis féminin mondial dans les années 70 et 80. Aujourd'hui, celles qui ont vu leur amitié sincère parfois menacée par leur rivalité sur les courts, se soutiennent mutuellement dans un tout autre combat : celui qu'elles livrent l'une et l'autre contre le cancer. Ce documentaire revient sur leur parcours et explore avec sensibilité toute la complexité de leur relation.

ÉPHÉMÉRIDE Ste-Lydie
Soleil : Lever 06h26 - Coucher 21h26 - Lune décroissante

MATIN



APRÈS-MIDI



T (en °c) <-10 à 0 | 0 à 10 | 10 à 20 | 20 à 30 | 30 à >40

LE TEMPS AILLEURS…

ALGER	24/36	AMSTERDAM	19/33	ATHÈNES	24/35
BARCELONE	26/30	BELGRADE	23/37	BERLIN	15/30
BERNE	20/35	BRUXELLES	20/35	BUDAPEST	25/38
COPENHAGUE	15/24	DUBLIN	15/21	LISBONNE	19/25
LONDRES	17/34	MADRID	23/33	PRAGUE	18/34
RABAT	20/26	ROME	25/37	TUNIS	26/37

la chaîne météo lachainemeteo.com
LIVE 24/24 CANAL+ | Sur L'APPLI GRATUITE La Chaine Météo

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h** à **13h** et de **14h** à **18h** **(excepté les jours fériés)** et tous les dimanches de **9h** à **13h**.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
01 56 52 27 27
sur notre site
carnetdujour.lefigaro.fr

Passez une annonce dès
260 €TTC pour un deuil,
145 €TTC pour un événement heureux.

Le détail de nos tarifs est sur notre site.
Tarif préférentiel pour les abonnés.

Naissances, Adoptions, Baptêmes, Fiançailles, Mariages, Anniversaires, Centenaires, Fête des Mères, Fête des Pères, Saint-Valentin, Noces, Communications diverses, Conférences, Thèses, Portes ouvertes, Distinctions, Nominations, Commémoration, Signatures, Départs en retraite, Vœux, Deuils, Condoléances, Remerciements, Souvenirs, Messes et anniversaires, Offices religieux, Prise d'habit, Jubilé, Jubilé sacerdotal, Ordination, Vœux monastiques.

Reprise des annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr

Tél Abonnements :
01 70 37 31 70

deuils

Mélanie Vial,
sa fille,

Anne et Philippe Charvet-Ripoche,
Jacques et Catherine Charvet

font part du décès de

Colette CHARVET-VIAL

survenu le 15 juillet 2026,
à Montpellier.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 août, à 11 heures, en l'église du Paradou (Bouches-du-Rhône).

Yves-Jean Cordonnier (†),
Jacques Cordonnier (†),
Bruno (†) et Caroline Cordonnier,
Yves et Véronique Cordonnier,
Benoît et Véronique Cordonnier,
Marine et Dominique (†) Henry
en union avec
Philippe Guiard (†),
Dominique Cordonnier (†),
ses enfants,

ses 14 petits-enfants
et 32 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jean CORDONNIER
née Monique Géhu,

le 28 juillet 2026,
à l'âge de 105 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août 2026, à 10 heures, en l'église Saint-Antoine, à Compiègne (Oise).

Françoise Dagousset,
née Held, son épouse,

Arnaud, Guillaume, Christophe, Bruno,
ses fils,
ainsi que Delphine, Elodie, Angélique, Orianne,
leurs épouses,

Gaspard, Jeanne, Lise, Olivia, Constance, Victoire, Georges, Alice,
ses petits-enfants,

et toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe DAGOUSSET
médecin gynécologue,

survenu le 30 juillet 2026, dans sa 73e année, à Paris.

Le service religieux sera célébré ce lundi 3 août 2026, à 9 h 30, au temple de l'église protestante unie de l'Annonciation, 19, rue Cortambert, à Paris (16e).

Un culte d'action de grâce aura lieu au mois de septembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Marie-Thérèse Oudin,
Mme Isabelle Houdart-Nousbaum
et M. François Nousbaum,
M. et Mme Charles Saule,
ses enfants,
ses 10 petits-enfants
et ses 18 arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Marguerite-Marie HOUDART de LA MOTTE

le 30 juillet 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 août, à 10 heures, en la chapelle de La Providence, 77, rue des Martyrs, Paris (18e).

Grez-Neuville (Maine-et-Loire).

Mme Constance Desprez,
M. et Mme Éric Desprez,
M. et Mme Régis Desprez,
M. et Mme François-Xavier Bironneau,
ses enfants,

Joséphine et Louis, Guillaume, Max et Anastasia, Margaux, Zoé, Ludivine, Juliette, Olivia, Ernest et Vladimir,
ses petits-enfants,

Victoria, Pia, Anouchka et Philippine,
ses arrière-petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Martin DESPREZ

survenu le 29 juillet 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin-de-Vertou, à Grez-Neuville, le mardi 4 août 2026, à 15 heures.

Le père provincial des jésuites de l'Europe occidentale francophone,
les pères jésuites de sa communauté et de la Province,

Mme Claude de Kergaradec,
sa belle-sœur,
ses neveux et nièces
et toute sa famille

vous invitent à vous unir à leur action de grâce, suite au décès, du

père Yves de KERGARADEC

le 30 juillet 2026,
à l'âge de 87 ans.

Une messe aura lieu le mercredi 5 août 2026, à 9 h 45, en la chapelle de la Maison Saint-Jean, 73, rue des Stations, à Lille.

Sophie de Lanversin,
née Rondot, son épouse,

Thomas,
Dimitri et Anastasia,
Benoît et Clémentine,
Grégoire et Anaïs,
Pauline et Guy-Hubert,
ses fils, belles-filles et gendre,

Colombe, Alexi, Victoria, Hadrien, Élisa, Raphaëlle et Margaux,
ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Pierre de LANVERSIN
« Pitou »,

survenu le 22 juillet 2026, à l'âge de 73 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Cyr-et-Sainte-Julitte, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), le mardi 4 août 2026, à 10 heures.

Tenues claires et estivales.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à la SNSM.

Marine et Bertrand Perrin,
sa nièce et son neveu,
Sibylle, Basile et Archibald,
ses petits-neveux,

ont la profonde tristesse de vous faire part de la mort accidentelle de

Lise de MARSAC
en religion
sœur Bénédicte de la Sainte Face
de la communauté des Petites Sœurs du Sacré-Cœur,

rappelée à Dieu le 30 juillet 2026, à l'âge de 77 ans, après 51 ans de vie religieuse, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité.

43, rue Delpech, 80000 Amiens.

Guillaume et Benjamine,
Régis et Caroline,
ses enfants,

Mathilde et Louis,
Antoine, Geoffroy, Charles,
Wandrille et Aude,
Nicolas, Alexandre, Louis,
ses petits-enfants,

Thaïs, Lilas, Aliénor,
Gaspard, Léopold,
ses arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Francine LEBOUCHER BISSON
née Barthélemy,

le 31 juillet 2026,
dans sa 92e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 août 2026, à 10 h 30, en l'église Saint-Quentin de Luc-sur-Mer (Calvados).

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

Paris.

Mme Claude Muyard,
née Monique L'Honneur,
son épouse,

Stéphane et Éléonore,
Jérôme et Charlotte,
Christophe et Stéphanie,
ses fils et belles-filles,

Alma, Rose, Aurel,
Jeanne, Eugène,
Alexandre, Daphné,
Édouard, Victoria,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude MUYARD

survenu le 31 juillet 2026, dans sa 89e année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 août 2026, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16e)

Cet avis tient lieu de faire-part.

Vaucresson (Hauts-de-Seine).

Guillaume, Camille, Caroline,
ses enfants,
et leurs conjoints,
Charlotte, Arthur, Macéo,
Mahé, Joseph et Margot,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Patrice VELUT
chevalier
de la Légion d'honneur,

survenu le 31 juillet 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 août 2026, à 10 heures, en l'église Saint-Louis, 2 bis, rue de l'Église, à Garches, suivie de l'inhumation au cimetière.

Renescure (Nord).

Mme Olivier de Witte,
née Marie Josèphe
Ruffi de Pontevès Gévaudan,

ses enfants, petits-enfants
et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

M. Olivier de WITTE
docteur ès sciences,

le 29 juillet 2026,
dans sa 87e année,
à Blendecques, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue André-Thorel, à Renescure, le mercredi 5 août, à 14 heures.

On nous prie de faire part du rappel à Dieu de

Mme Anne du TEMPLE de ROUGEMONT

le 30 juillet 2026.

En union avec son fils,
Antoine Rain.

De la part de :

le comte et la comtesse François du Temple de Rougemont,
son frère et sa belle-sœur,

le duc et la duchesse de Lorge,
Mlle Béatrice de Durfort,
le comte et la comtesse Jean de Durfort,
le comte et la comtesse Jean-Baptiste de Proyart,
le comte et la comtesse Laurent du Temple de Rougemont,
Mme Garance du Temple de Rougemont,
ses neveux et nièces,
et leurs enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin de Juigné-sur-Sarthe (Sarthe).

Une messe sera célébrée ultérieurement, à Paris.

La comtesse Gonzague de Saint-Seine, née Diane de Mieulle d'Angosse,
son épouse,

M. et Mme Jérôme Giacomoni,
le comte et la comtesse Thomas de Saint-Seine,
le comte et la comtesse Rodolphe de Saint-Seine,
le comte et la comtesse Charles-Elie de Saint-Seine,
ses enfants,

M. et Mme Maxime de Vauguérin,
Maxence d'Esteve de Bosch,
Capucine, Josepha, Héloïse,
Clovis, Alexandre,
Arthur de Saint-Seine,
ses petits-enfants,

Mme Isabelle de Saint-Seine,
sa sœur,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

comte Gonzague de SAINT-SEINE
chevalier d'honneur
et de dévotion
de l'ordre souverain de Malte,
commandeur
Pro Merito Melitensi,

le 30 juillet 2026,
à l'âge de 86 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 4 août, à 15 heures, en l'église de Toutlemonde (Maine-et-Loire).

Une messe sera célébrée ultérieurement, à Paris.

Véronique Savouré,
Jean-Louis et Marie-Liesse Savouré,
ses enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme René SAVOURÉ
née Odette Desmeaux,

le 30 juillet 2026,
à l'âge de 93 ans.

La messe sera célébrée le jeudi 6 août 2026, à 10 h 30, en l'église de Saint-Sulpice-de-Favières (Essonne).

remerciements

Claude Duval,
les familles Seurre et Duval

remercient chaleureusement toutes les personnes qui leur ont témoigné leurs soutien et sympathie à la suite du décès de

François SEURRE

survenu le 21 juillet 2026.

disparition

Stéphane Ricordel, trapéziste et homme de théâtre

JOEL SAGET / AFP

Stéphane Ricordel, codirecteur du Théâtre du Rond-Point et fondateur de la compagnie de cirque Les Arts sauts, en septembre 2023, à Paris.

Françoise Dargent

Au cirque, dans la discipline qu'il avait choisie, le trapèze volant, il était porteur, celui qui rattrape le voltigeur, le soutient et le renvoie dans les airs pour un nouveau tour. Dos large et carrure solide, Stéphane Ricordel a contribué à écrire une nouvelle page de l'art audacieux du trapèze pendant une quinzaine d'années, avec sa troupe Les Arts sauts avant de diriger des théâtres parisiens. Sa compagne et partenaire à la tête du Théâtre du Rond-Point, Laurence de Magalhaes, a annoncé son décès, jeudi 30 juillet, des suites d'une maladie neurodégénérative. Il avait 62 ans.

Dans le monde du spectacle vivant, le couple était indissociable. Ils avaient commencé ensemble. En 1993, une poignée d'artistes sortis des meilleures écoles françaises de cirque décrète que le trapèze doit devenir un art à part entière. Ils sont jeunes, doués et assez fous pour imaginer sortir la discipline, synonyme alors de justaucorps pailletés et d'un certain kitsch, du chapiteau. Les complices conçoivent une structure en fer haute de 20 mètres qui permet d'évoluer en plein air : *« Voler comme on nage, comme on respire, comme on aime. Se laisser porter par les ailes du désir. »* La devise ancre leur aventure avant de prendre un nom : Les Arts sauts. Ils investissent leurs économies dans un chapiteau gonflable et des dizaines de chaises longues pour les spectateurs aux premières loges de l'extraordinaire ballet aérien qui se déroule au-dessus d'eux.

French touch circassienne

« À notre sortie de l'école, le trapèze n'était pas une discipline très courue par les jeunes artistes. Nous avons eu l'idée d'un spectacle commun que l'on créerait sur la base d'un collectif. Travailler en collectif était l'un de nos objectifs. Les deux autres étaient de voyager et de faire du trapèze de manière artistique là où nos rêves nous emmèneraient », racontait Stéphane Ricordel au *Figaro* en 2007. Pari tenu. Les Arts sauts tourneront pendant quinze ans dans le monde entier, incarnant alors cette French touch circassienne qui révolutionne les arts de la piste.

Pour eux, l'itinérance est un mode de vie qui permet d'embarquer les enfants qui naissent et leur institutrice détachée par l'Éducation nationale. Avec plus de 1500 représentations au compteur, Les Arts sauts réaliseront leur rêve de départ, et ce, malgré les drames (la chute gravissime d'un des leurs) et les aléas du genre (la perte d'un chapiteau). Ils fermeront la boîte à magnésie, cette poudre qui permet aux acrobates de ne pas lâcher les mains, en 2007.

Pour Stéphane Ricordel, l'aventure artistique se poursuit, en duo cette fois, avec sa compagne. En 2009, ils sont choisis par la ville de Paris pour prendre la direction dans le 14e arrondissement du Théâtre Monfort (du nom, joli signe, de celle qui contribua à revitaliser les arts du cirque avec Alexis Gruss). La gestion d'un théâtre leur permet de mettre en pratique leur goût pour la pluridisciplinarité et d'affiner leur sens du public en élargissant le spectre artistique bien au-delà de la piste. Le cirque y est convié, mais aussi le théâtre, la musique, la danse. Parallèlement, ils dirigent artistiquement le festival Paris quartier d'été, qui deviendra Paris l'été.

En 2023, c'est une nouvelle marche que franchit le duo, appelé à succéder à Jean-Michel Ribes au Théâtre du Rond-Point. Il pose quelques lignes fortes : *« Proposer des spectacles fédérateurs, attirer un public jeune et ouvrir largement aux écrivains contemporains. »* Le passage de relais avec l'ancien maître des lieux se fait en harmonie. Stéphane Ricordel et Laurence de Magalhaes peuvent se targuer de beaux chiffres de fréquentation, entre des spectacles aussi différents que le Munstrum Théâtre et la dernière pièce de Jean-François Sivadier, *Tout est calme dans les hauteurs*.

La saison prochaine, l'ancien trapéziste avait prévu d'y programmer une installation, imaginant, avec le plasticien Fabien Chalon, une mise en scène onirique et animée : balles qui lévitent, plumes qui virevoltent et neige qui tombe. Une manière bien à lui de faire entrer le rêve sur la scène comme il l'avait convié sous chapiteau il y a plus de trente ans. ■

LA SÉRIE À la tête de l'Italie depuis quatre ans, l'ancienne militante néofasciste mène une politique dont le pragmatisme rassure l'Europe et désarme ses adversaires. Son alliance avec le centre droit constitue pour les conservateurs d'autres pays une source d'inspiration.

Giorgia Meloni en campagne électorale, dans le quartier de la Garbatella, à Rome, le 16 mai 2016. AVALON/ABACA

L'enfant de la Garbatella

Cyrille Louis Envoyé spécial à Rome

C'est dans cet ancien quartier ouvrier du sud de Rome, dominé depuis toujours par la gauche antifasciste, qu'a débuté son ascension au sein d'une extrême droite reléguée aux marge de la vie politique.

Des effluves de jasmin embaument les hauteurs de la Garbatella. Dans une ruelle en pente, à l'écart des cités-jardins typiques de cet ancien quartier ouvrier du sud de Rome, de jeunes militants en polo et bermuda savourent leur bière devant une façade marquée de la flamme tricolore. Le parti Frères d'Italie (Fratelli d'Italia, FdI), de la présidente du Conseil, Giorgia Meloni, tient une permanence là où son itinéraire a débuté, il y a plus de trente ans. *« C'est un lieu mythique,* s'enthousiasme le responsable, Mattia Rocco del Balzo, *où notre génération s'efforce avec fierté de suivre sa trace. »* Le jeune homme baisse la tête pour ne pas se cogner dans l'étroit couloir qui mène à son bureau, envahi de tracts et d'affiches. *« Giorgia, elle, pouvait s'y tenir debout »*, s'amuse un camarade en allusion à la taille de leur chef, qui, dans ce monde très masculin, reste un inépuisable sujet de plaisanterie.

Giorgia Meloni avait 15 ans lorsqu'elle est entrée ici pour la première fois. Le local abritait une section du Mouvement social italien (MSI), vieux parti néofasciste dont sa mère était une sympathisante fidèle. L'assassinat du juge antimafia Paolo Borsellino, le 19 juillet 1992, quelques semaines après celui de son collègue Giovanni Falcone, incita la lycéenne à franchir le pas. *« Ces événements ont résonné pour nous comme un coup de tonnerre, qui a poussé de nombreux jeunes issus de milieux variés à se mobiliser contre un système politique en pleine déliquescence »*, se souvient Consuelo del Balzo, la mère de Mattia, qui compte parmi les proches amies de la première ministre. Les grands partis de la « première république », au premier rang desquels la Démocratie chrétienne, étaient alors minés par les scandales. Le MSI se vantait par contraste d'avoir gardé les mains propres.

Andrea De Priamo n'a rien oublié de leur première rencontre. *« Les années de plomb avaient pris fin, mais notre local était encore protégé par une porte blindée »*, raconte ce sénateur (FdI) à la barbe grisonnante, qui dirigeait la section de jeunesse du parti à la Garbatella. Autour de lui, ce jour-là, un petit groupe exclusivement composé d'hommes. *« Nous avons invité Giorgia à entrer. Et, à partir de cet instant, on ne s'est plus quittés. »* L'adolescente, qui brûle de se rendre utile, se distingue par son autorité naturelle, quitte à brûler les étapes au sein d'un parti fortement hiérarchisé. *« Nous étions une quarantaine de militants passionnés,* se rappelle le sénateur, *dont beaucoup occupent aujourd'hui des fonctions éminentes. »* Le président de la région des Abruzzes et le chef de la section romaine de Fratelli d'Italia ont fait leurs classes à la Garbatella – tout comme la responsable du secrétariat politique, Arianna Meloni, que sa sœur, Giorgia, a chargée de veiller sur le parti pendant qu'elle dirige le pays.

Les deux femmes ont grandi dans ce quartier populaire. Leur mère y fit l'acquisition d'un appartement peu après l'incendie accidentel qui avait détruit le logement où elles vivaient jusqu'alors dans une banlieue aisée du nord de Rome. Leur père, que Giorgia Meloni qualifie froidement de *« pièce défectueuse »*, les avait abandonnées peu auparavant. Dans son autobiographie, publiée en 2021 (1), la future première ministre évoque une enfance simple mais heureuse. Ses journées se partagent entre l'école, la paroisse et la maison voisine de ses grands-parents, tandis que sa mère cumule plusieurs emplois pour joindre les deux bouts.

Les partisans de Giorgia Meloni mettent l'accent sur son extraction modeste, clé à leurs yeux de son rapport au « peuple ». Elle qui aime se présenter comme une outsider ne les contredit pas. *« Son histoire ressemble à celle de Cendrillon. Elle n'a pas grandi dans une famille facile et a dû gagner sa vie très tôt en travaillant comme serveuse ou en vendant des disques sur les marchés »*, témoigne le député européen (FdI) Nicola Procaccini, qui fut son porte-parole. *« La trajectoire de Giorgia fait paradoxalement bien plus écho à l'imaginaire de la gauche que celle d'Elly Schlein, la chef de l'opposition, qui est un pur produit de l'élite »*, cingle-t-il au passage.

Le quartier de la Garbatella tient dans ce récit une place centrale. Situé à 2 kilomètres du Colisée, il fut fondé dans les années 1920 pour loger les ouvriers des manufactures voisines et accueillir les habitants du centre-ville déplacés par les grands travaux de Mussolini. Ses habitants rappellent avec fierté qu'il fut un haut lieu de la résistance. Un portrait géant peint sur une façade ocre témoigne de ce passé. *« Enrico Mancini vivait ici et fut tué lors du massacre des fosses Ardéatines »*, commente Rosella Vichi, responsable du Parti démocrate, en référence à l'une des pires tueries perpétrées par les nazis durant l'occupation de Rome. Gianni Rivolta, un historien local, précise que l'organisation d'extrême gauche Lotta Continua (Lutte continue) fut active dans le quartier tout au long des années 1970.

La Garbatella, qui s'est depuis lors « gentrifiée », n'a rien perdu de son identité politique. À l'écart des restaurants branchés et des bougainvilliers exubérants, des graffitis antifascistes recouvrent les murs. Un escalier en pas-d'âne est repeint aux couleurs du drapeau de la Palestine. *« Si les loyers augmentent, l'âme de notre quartier reste la même »*, assure Alessio Ferrucci, responsable du centre social de la Villetta. En ce soir de juin, autour du pavillon qui abritait jadis le siège local du Parti communiste, des résidents de tous âges refont le monde autour d'un verre. *« Giorgia Meloni instrumentalise ses origines populaires. Je n'ai rien contre le fait qu'elle invoque ses liens avec notre quartier, mais il est regrettable qu'elle en renvoie une image caricaturale en forçant trop souvent sur son accent romain. Surtout si c'est pour promouvoir des politiques contraires aux intérêts de ses habitants… »*, critique Amedeo Ciaccheri, le maire d'arrondissement, dont la droite fustige les accointances avec le député de La France insoumise et cofondateur de la Jeune Garde, Raphaël Arnault.

« Ce quartier demeure un bastion rouge », confirme Mattia Rocco del Balzo, qui trouve d'autant plus exaltant d'y représenter Fratelli d'Italia. *« Notre mouvement s'est développé ici comme dans une sorte de ghetto politique,* s'exalte le jeune homme, *et c'est sans doute ce qui explique la qualité de sa classe dirigeante. »* La permanence de son parti est de temps à autre vandalisée par des mains inconnues. Mais le recours à la violence demeure, de part et d'autre, un tabou. *« Ce ne sont pas nos méthodes,* confirme Mattia. *Nous condamnons l'usage de la force et ne souhaitons avoir aucun lien avec les groupuscules qui perpétuent la nostalgie du fascisme. »*

L'adieu aux armes fut progressivement acté par les groupuscules des deux bords vers le milieu des années 1980, au terme d'une décennie noire scandée par des affrontements et des attentats qui avaient fait des centaines de victimes. L'actuel vice-président (FdI) de la Chambre des députés, Fabio Rampelli, joua dans ce processus un rôle clé. Au lendemain de la tuerie d'Acca Larenzia, qui a coûté la vie à trois militants néofascistes le 7 janvier 1978 dans le quartier de Tuscolano, cette figure montante du MSI plaida pour que ses camarades renoncent à la violence. *« C'est à cette époque,* retrace-t-il, *qu'une conception nouvelle et transgressive du militantisme a progressivement pris le pas sur l'état d'esprit, nostalgique et plus radical, qui prévalait jusqu'alors au sein de notre mouvement de jeunesse. »*

« Giorgia Meloni instrumentalise ses origines populaires. Il est regrettable qu'elle en renvoie une image caricaturale en forçant trop souvent sur son accent romain »

Amedeo Ciaccheri Maire d'arrondissement de la Garbatella

L'ancien nageur de compétition dirige alors la section du Colle Oppio, autour de laquelle gravitent des militants venus des quatre coins de la capitale. Leurs réunions se tiennent dans une ruine antique proche des thermes de l'empereur Trajan, dont Giorgia Meloni n'a pas tardé à trouver le chemin. *« Notre groupe se caractérisait par un très fort sens de la communauté,* témoigne Fabrizio Crivellari, qui en fut l'un des piliers, *ainsi que par un bouillonnement intellectuel que je n'ai retrouvé nulle part ailleurs. »* Les jeunes gens s'affublent de surnoms (Giorgia Meloni se fait à l'époque appeler Calimera). Ils consacrent le plus clair de leur temps à étudier, à débattre, à coller des affiches et à organiser des happenings. Leurs lectures sont pour le moins éclectiques. Elles vont des classiques de la littérature fasciste – avec un goût prononcé pour le philosophe d'extrême droite Julius Evola – aux ouvrages d'Antonio Gramsci, en passant, de façon quelque peu déroutante, par des biographies de Che Guevara et des romans fantastiques de J.R.R. Tolkien. « Le Seigneur des anneaux *nous tenait lieu de bréviaire »*, se souvient le sénateur Andrea De Priamo. La figure du Hobbit, chargée de défendre seule un ancien système de valeurs face à des adversaires surpuissants, constitue pour eux une puissante source d'inspiration.

Rampelli et ses ouailles veulent en finir avec l'ostracisme imposé à leur parti depuis sa fondation, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ils considèrent qu'il leur faut pour cela rompre une fois pour toutes avec le « folklore » néofasciste. *« Les dirigeants de notre section furent les premiers à bannir le salut romain »*, témoigne Crivellari. Sur leurs affiches de campagne, l'image d'un goéland sur fond vert d'eau remplace les visages aux crânes dégarnis et le logo controversé du MSI. Cet oiseau symbole de liberté renvoie pour eux au destin tragique du jeune Stefano Recchioni, tombé lors de la tuerie d'Acca Larenzia. Un demi-siècle plus tard, les anciens du clan des Goélands continuent de commémorer chaque année sa disparition.

Giorgia Meloni sort pour la première fois de l'ombre en 1996. Elle a alors 19 ans et mène campagne pour les législatives à la Garbatella. Son parti a pris ses distances quelques mois plus tôt avec ses origines néofascistes pour faire alliance avec le centre droit de Silvio Berlusconi. Des images tournées par une équipe de France 3 éclairent la transformation en germe, ainsi que l'ampleur du chemin qui reste à parcourir. Avec sa chevelure châtain et ses yeux bleus perçants, la jeune femme, déjà, crève l'écran. Mais les mots qu'elle prononce, en français, trahissent ses réticences. *« Je crois que Mussolini était un bon politicien,* vante-t-elle avec une candeur désarmante. *Tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour l'Italie, et on ne retrouve pas ça (chez) les hommes politiques qu'on a eus au cours des cinquante dernières années. »* La jeune Giorgia ne craint visiblement guère la défaite. *« Si nous perdons aujourd'hui, conclut-elle, nous gagnerons la prochaine fois. »* ■

(1) « Io sono Giorgia, le mie radici, le mie idee », traduit en français sous le titre « Mon itinéraire. Autobiographie d'une leader politique conservatrice », aux Éditions Chora.

» Retrouvez demain un nouvel épisode : **FRATELLI D'ITALIA, LE TROISIÈME PARTI DE LA FLAMME**

L'étrange défaite de la guerre contre les feux

CHRONIQUE
Nicolas Baverez

Le bilan du mégafeu survenu en Gironde est cataclysmique : quatre morts et près de 150 blessés parmi les pompiers, dont la bravoure a permis d'éviter toute victime civile ; 220 000 personnes évacuées ; 42 000 hectares réduits en cendres ; 240 maisons détruites ; le village du Porge en ruine ; 13 000 entreprises arrêtées et 130 000 salariés réduits au chômage. Cet incendie est le plus dévastateur depuis celui qui brûla 50 000 hectares et fit 82 morts dans les Landes en 1949.

Pour autant, il n'est pas plus une surprise que l'enchaînement des canicules qui ont provoqué, en juin, une surmortalité de plus de 6 000 personnes en France. Depuis le début de l'année, en effet, les feux ont dévoré 180 000 hectares. Et ces événements, qui dévastent durablement la vie de très nombreux Français et achèvent de laminer une économie exsangue, n'ont rien d'accidentel. Ils sont la conséquence du réchauffement climatique et des défaillances de l'État, aussi obèse et prédateur qu'impuissant à remplir sa mission première de garant de la sécurité des Français et de réassureur des risques qui pèsent sur la nation.

Le constat est clair. En raison du réchauffement climatique, le nombre des feux n'a pas seulement été multiplié, leur intensité et leur nature ont changé avec l'accroissement de leur puissance, de leur vitesse de propagation et de leur étendue. Par ailleurs, leur géographie s'est élargie. Pourtant, les pouvoirs publics français n'ont tiré aucune conséquence de l'élévation et de la transformation des risques liés à la multiplication des feux extrêmes. L'organisation et la doctrine de la Sécurité civile sont fossilisées, étrangères à toute programmation de long terme ou anticipation durant l'intersaison. Les aménagements indispensables à la protection des forêts, notamment la réalisation de pare-feu et de réserves d'eau, n'ont pas été effectués. Les obligations de débroussaillement demeurent largement virtuelles, en raison des réglementations environnementales qui rendent les travaux impossibles.

Les effectifs des pompiers n'ont pas été réévalués, quand leurs missions augmentaient en nombre, en complexité et en dangerosité – y compris du fait des agressions dont ils font l'objet. Les moyens aériens d'attaque du feu sont demeurés stables alors que la flotte vieillit, ce qui réduit fortement sa disponibilité. Sur les 12 Canadairs dont dispose la France – contre 17 en Grèce, 15 en Italie et 14 en Espagne –, jamais plus de 8 appareils n'ont été opérationnels, et le plus souvent 5, dont 2 affectés de manière permanente en Corse. Et ce en raison d'un âge moyen dépassant 30 ans. Il en va de même pour les 8 Dash, dont seuls 5 ou 6 sont en état de voler. L'A400 M, qui doit être rempli au sol, ne peut les remplacer, car il est incapable d'assurer des rotations rapides. Et les appareils de la Sécurité civile n'ont pas la capacité d'opérer de nuit.

Enfin, la France et l'Europe, qui possèdent pourtant l'une des premières industries aéronautiques du monde, se sont enfermées dans une dépendance critique, pour les avions, vis-à-vis du constructeur canadien De Havilland – qui a repris la production des Canadair arrêtée en 2015 et doit livrer à l'Union 12 appareils à partir de 2028 – et, pour les retardants, vis-à-vis du producteur américain Perimeter Solutions, en situation de quasi-monopole.

Les causes de la faillite de l'État sont aussi intellectuelles. La première réside dans son renoncement à remplir sa mission première, qui consiste à assurer la sécurité

Dans le domaine de la Sécurité civile et de la lutte contre les incendies et les catastrophes provoquées par le changement climatique, les défaillances ne proviennent pas de l'insuffisance de la dépense publique, qui mobilise 1770 milliards d'euros et culmine à 57,2 % du PIB, mais de sa mauvaise utilisation et de son inefficacité. L'État régalien (3,6 % du PIB) est cannibalisé par l'État providence (34 % du PIB). L'investissement (5,5 % du PIB) est évincé par les dépenses de fonctionnement des administrations (17,5 % du PIB).

Les causes de la faillite de l'État sont aussi intellectuelles. La première réside dans son renoncement à remplir sa mission première, qui consiste à assurer la sécurité. Derrière la dévastation des forêts, l'incendie de Notre-Dame ou le vol des bijoux de la Couronne au Louvre, on trouve toujours la même disparition de la culture de la sécurité, qui touche l'ensemble des infrastructures et des politiques publiques.

Le second biais est lié au mépris envers l'économie et les entreprises, qui s'est affiché en Gironde comme durant l'épidémie de Covid. Il se traduit par le manque de préparation dans la mise en sécurité des sites sensibles, notamment dans les industries de défense, et par l'incapacité des administrations à mobiliser les ressources du secteur privé. Un excellent exemple est donné par la déliquescence de la filière bois, qui est aussi dommageable pour l'économie que critique pour le risque d'incendie et pour le réchauffement climatique – les forêts étant le principal puits de carbone terrestre. Alors que la forêt couvre un tiers du territoire français, soit 17,5 millions d'hectares contre 12 millions en Italie et 11,5 en Allemagne, le secteur du bois génère un gigantesque déficit de 8,5 milliards d'euros, soit un dixième du déséquilibre de notre balance commerciale. Alors que la demande explose, la production est entravée par un carcan réglementaire et fiscal insoutenable, les normes environnementales interdisant toute exploitation rationnelle, et donc l'investissement responsable, l'entretien et le renouvellement des forêts.

Les feux de Gironde soulignent une nouvelle fois le contraste stupéfiant entre les dysfonctionnements et les manquements de l'État d'un côté et la mobilisation et la solidarité des Français de l'autre. Les pompiers furent héroïques, acquittant un lourd tribut humain pour suppléer à la pénurie de leurs équipements et des moyens aériens. Maires et élus ont fait preuve d'un engagement, d'une endurance et d'un esprit de responsabilité remarquables. Forestiers, agriculteurs et volontaires ont apporté une aide irremplaçable aux pompiers par leur motivation et leur connaissance du terrain, en dépit du délire bureaucratique qui a réhabilité les attestations nominatives de l'ère Covid. Les bénévoles se sont dévoués pour accueillir les évacués et les patients des hôpitaux ou des Ehpad tout en soutenant les pompiers. Les entreprises des secteurs sensibles ont effectué en urgence les travaux permettant d'assurer leur sécurité.

Les feux de Gironde voient ainsi à l'œuvre la logique même décrite par Marc Bloch dans *L'Étrange défaite*, qui oppose la démission et la faiblesse des chefs à la volonté des citoyens de se battre : *« Nos chefs, au fond de leur cœur, étaient prêts, d'avance, à désespérer du pays même qu'ils avaient à défendre et du peuple qui leur fournissait leurs soldats. »* Chez les dirigeants français comme dans la haute administration, la religion de la norme a éradiqué le courage ; le principe de précaution a supplanté la capacité à prendre de risques ; la résignation a annihilé la capacité à agir. C'est ce défaitisme que les Français doivent briser en 2027, en reconstruisant la France par le bas, sur le fondement de l'esprit de liberté et du sens de la responsabilité. ■

Ceuta n'est pas une anomalie, c'est un avertissement

» Lire aussi PAGES 4 ET 5

FABIEN CLAIREFOND

NICOLAS POUVREAU-MONTI

La nouvelle vague migratoire à Ceuta révèle un enchevêtrement d'erreurs et de naïvetés cumulées, dont les leçons, comme les effets, valent pour l'Europe entière, analyse le directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie.

Il aura suffi de quelques heures pour qu'une enclave de 18 kilomètres carrés devienne l'épicentre d'une crise européenne. À Ceuta, près de 60 000 migrants – majoritairement des jeunes hommes marocains – ont franchi en une journée, de manière irrégulière, la frontière qui sépare le royaume du Maroc du territoire espagnol. La ruée vers cette ville autonome n'est pas seulement le visage d'un échec policier ou sécuritaire. Elle révèle un enchevêtrement d'erreurs et de naïvetés cumulées, dont les leçons (comme les effets) valent pour l'Europe entière.

Avec son plan de régularisation des clandestins annoncé en janvier 2026, l'exécutif espagnol pensait ouvrir un dispositif concernant 500 000 personnes environ. Au 30 juin dernier, 1,2 million de dossiers avaient été déposés. Les Marocains en constituaient la deuxième nationalité la plus nombreuse. Pedro Sanchez cherche, depuis plusieurs années, à se positionner comme l'un des derniers dirigeants du monde démocratique explicitement favorables à une immigration sans contrôle. En témoignent ses interventions dans la presse internationale – comme sa tribune parue dans le *New York Times* en février dernier, ainsi titrée : *« Je suis le premier ministre espagnol. Voici pourquoi l'Occident a besoin des migrants. »*

Ce faisant, Sanchez a ignoré délibérément un phénomène dont l'existence est pourtant attestée au niveau mondial : celui de « l'appel d'air » généré par ce type de décision. Tandis que l'ensemble des passages irréguliers détectés par Frontex aux frontières extérieures de l'UE a reculé de 25 % l'an dernier, la seule route migratoire qui a connu une hausse notable de ses franchissements est celle de la Méditerranée occidentale – qui va, précisément, du nord du Maroc au sud de l'Espagne. La perspective de cette régularisation massive était déjà évoquée publiquement par Madrid.

Cette ruée vers Ceuta met à nouveau en lumière l'extraordinaire fragilité à laquelle nous expose l'état actuel de l'espace Schengen. Un seul pays, même radicalement isolé en Europe (l'adoption récente du « règlement retour » par le Parlement européen en témoigne), est en mesure d'imposer les conséquences de ses décisions à l'ensemble des autres États membres de la zone. Des règles dérogatoires de contrôle s'appliquent, certes, au départ des enclaves de Ceuta et de Melilla vers le continent. Mais quiconque posera le pied en Andalousie entrera dans un espace de 4 millions de kilomètres carrés, où l'absence de contrôle aux frontières – non seulement pour les citoyens de l'UE, mais aussi pour les ressortissants extraeuropéens – constitue un principe solidement garanti.

L'apparent relâchement des contrôles marocains qui a accompagné la ruée vers Ceuta devrait aussi dessiller les yeux de nos dirigeants devant une évidence stratégique : l'arme migratoire est devenue l'un des principaux leviers de déstabilisation contre les États européens

Des modalités de rétablissement temporaire des contrôles sont certes prévues par le droit, comme l'a rappelé le ministre Laurent Nuñez pour tenter d'apaiser les craintes. Mais celles-ci se trouvent très limitées dans leur mise en œuvre concrète. Dans la foulée d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne en 2023, les décisions rapides et souveraines de « non-admission » à la frontière française, qui étaient pratiquées largement à la frontière avec l'Italie depuis 2015 (et auraient pu l'être face à l'Espagne aujourd'hui), ont chuté de 80 % en un an.

Le « gouvernement des juges » n'est pas innocent, non plus, dans la crise déclenchée à Ceuta. Au début du mois de juillet, le Tribunal suprême espagnol a publié un arrêt rendant impossible le recours aux « refoulements immédiats » pour les clandestins arrivant par la mer. Les migrants – et, plus encore, les réseaux criminels qui les accompagnent – sont des individus rationnels, qu'il importerait de considérer enfin comme tels. Ils réagissent aux signaux et aux contre-signaux, d'ouverture ou de fermeté. Ils pèsent les opportunités avec les risques qui leur sont associés. Les messages irresponsables envoyés par des gouvernements ou des juridictions engendrent des effets concrets sur la dynamique des flux.

L'apparent relâchement des contrôles marocains qui a accompagné la ruée vers Ceuta devrait aussi dessiller les yeux de nos dirigeants devant une évidence stratégique : l'arme migratoire est devenue l'un des principaux leviers de déstabilisation contre les États européens. De la même façon que l'Algérie a « fait payer » la France pour le virage pro-marocain opéré par notre diplomatie en 2024, rompant toute coopération dans le domaine migratoire et facilitant les départs, le régime de Rabat n'apprécie pas le rapprochement engagé entre Madrid et Alger – ni la position du gouvernement Sanchez sur la question du Sahara occidental.

Ce genre de stratégie hostile n'est pas seulement déployé au sud. En 2021, la Biélorussie d'Alexandre Loukachenko a organisé l'acheminement de milliers de migrants du Moyen-Orient jusqu'aux frontières de la Pologne et de la Lituanie, afin d'exercer une pression politique sur l'Union européenne en représailles aux sanctions occidentales. La Turquie d'Erdogan l'a fait aussi. Cet instrument de guerre hybride est d'autant plus efficace que l'Europe entretient activement sa propre vulnérabilité, par un ordre juridique qui fait de notre continent le plus ouvert à l'immigration irrégulière dans le monde.

L'instrumentalisation des migrations est aussi le moyen récurrent d'une « annexion par le bas » pour des gouvernements revendiquant leur souveraineté sur des territoires où ils ne l'exercent pas. Rabat considère Ceuta et Melilla comme des territoires marocains occupés par l'Espagne : l'afflux de ses ressortissants en masse et en force est un moyen d'affirmer cette position, tout comme de préparer un basculement démographique favorable au rattachement. Ce mode opératoire est le même que celui déployé par les Comores à Mayotte, dans un objectif identique. Les crises migratoires ne sont plus seulement des défis humanitaires ; elles sont devenues des terrains de confrontation stratégique. Ceuta n'est pas une anomalie. C'est un avertissement. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Eric Trappier
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Eric Trappier

Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences, Culture, Télévision).

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0531 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 3170 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 439 €. Semaine : 385 €.
Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 329 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale 1er cahier
18 pages
Cahier 2 Économie
6 pages

LA SÉRIE
Avec des si, on referait le monde. De Marilyn à la tour Eiffel en passant par Proust, découvrez ce qu'aurait pu être leur destin si le sort en avait décidé autrement. Une série 100 % uchronique et… fantaisiste.

ILLUSTRATION : KEVIN DENEUFCHATEL POUR LE FIGARO

Si… Godard n'avait pas tourné « À bout de souffle »

Éric Neuhoff

À la différence de ses camarades de la Nouvelle Vague, le plus excentrique de la bande n'a jamais réussi à monter son premier long-métrage. Il reste critique aux « Cahiers du cinéma », où il se met à éreinter les films de ses anciens confrères, il écrit des romans et connaît une fin tragique.

Salaud de Beauregard ! Le producteur venait de le lâcher. Son premier long-métrage tombait à l'eau. Faute d'argent, évidemment. Au dernier moment, l'investisseur italien avait déclaré forfait. Georges de Beauregard n'avait pas osé l'appeler lui-même. Jean-Luc Godard avait reçu un coup de téléphone de la secrétaire. Au bout du fil, elle paraissait bien embêtée. C'était une grande bringue brune dont les yeux bleus contrastaient avec sa chevelure. Une fois, il l'avait invitée à dîner. Elle avait refusé. Il aurait dû lui proposer un rôle dans son film. Ce soir, il serait bien allé au restaurant avec quelqu'un. Un steak frites lui remonterait le moral. De quoi avait-il l'air ? Tous ses copains des *Cahiers* avaient déjà tourné leur film. Truffaut avait ouvert le bal avec *Les Quatre Cents Coups*. *Le Beau Serge* de Chabrol avait suivi. Même Éric Rohmer, « le grand Momo » qui ne s'appelait pas Rohmer, avait donné son *Signe du lion*.

Belmondo, son acteur, allait faire la gueule, avec son nez de boxeur. Quant à la comédienne américaine qui était prévue, elle resterait à Hollywood, s'habituerait à souffrir sous des Preminger. Personne, voyons, n'en ferait un drame. *À bout de souffle*, tiens, le film portait bien son titre. La Nouvelle Vague se passerait de lui. Que resterait-il de ses malheureux courts-métrages ?

Son premier long-métrage tombait à l'eau. Faute d'argent, évidemment. Au dernier moment, l'investisseur italien avait déclaré forfait

L'après-midi tirait à sa fin. Il entra dans un café de l'avenue de Messine, joua au flipper. Il gagna une partie gratuite. Il ne pouvait quand même pas perdre tout le temps. Avant de partir, il acheta un paquet de Gitanes Maïs.

Les années avaient passé. Les autres s'étaient éloignés, pris par leur carrière. Au début, ils s'étaient revus. Une certaine gêne s'était installée. Lui continuait à écrire des critiques de films. Il avait toujours aimé ça. C'était déjà une façon de faire du cinéma. Devenir réalisateur avait un avantage : cela permettait de coucher avec un tas de filles. Godard avait tiré un trait sur tout cela. Il se lança dans un roman, *Tous les garçons s'appellent Jean-Luc*. Gallimard le publia. Le livre figura sur la liste du Goncourt. Ça n'était pas sorcier, la littérature. Aucun producteur ne venait vous enquiquiner avec des problèmes de budget. Un éditeur lui commanda un recueil d'entretiens avec ses anciens collègues. Il posa des questions à Éric, François, Claude et les autres. Son magnétophone était tombé en panne. Il inventa la moitié des réponses. Tout le monde n'y vit que du feu.

Les choses se gâtèrent quand il commença à dire du mal de leurs films. Il avait le sens de la formule, se moquait de Jean-Pierre Léaud et de sa diction, traitait Rohmer de réactionnaire, reprochait à Chabrol d'engager son épouse Stéphane Audran. Truffaut lui envoya une lettre cinglante, Rohmer garda le silence, Chabrol rigola. Il portait des lunettes noires, arborait une barbe de trois jours avant que ce soit la mode. Un été, un ami lui fit découvrir Capri. En bateau, ils longèrent la pointe où se dresse la villa Malaparte. Godard trouva que l'endroit constituerait un excellent décor et qu'il aurait fallu choisir Bardot comme vedette. Puis il plongea dans la Méditerranée.

François Régis-Bastide l'employa au *Masque et la Plume*. Il se fit un petit nom. Sa mauvaise foi n'était plus une nouveauté. Il n'était jamais d'accord avec Georges Charensol, sympathisa avec Jean-Louis Bory avec lequel il partageait des cafés au Bar des Ondes, en face de la Maison de la radio. Sa voix nasale était reconnaissable entre toutes. Des comiques s'amusaient à l'imiter. Lorsqu'il leur indiquait l'adresse, les taxis lui demandaient parfois s'il était bien Jean-Luc Godard. Chaque année, à Cannes, il tapait ses articles sous un parasol de la Plage sportive. Son rêve secret consistait à être membre du jury. Cela n'arriva pas. Il démolissait les palmes d'or avec une belle régularité. En Mai 68, il n'assista pas au festival. Une opération du dos l'avait coincé à Paris.

Aucun de ses livres ne fut adapté à l'écran. Il était devenu amer, cinglant, acariâtre. De ses défauts, il s'était confectionné une armure. Il regretta le déménagement de la Cinémathèque à Bercy. Un jour, il lut *Le Mépris*, en envoya un exemplaire à Chabrol qui ne lui répondit pas. Plus tard, l'auteur du *Boucher* lui proposa de déjeuner avec lui chez L'Ami Louis. Il déclina par télégramme. Il démolit *Le Dernier Tango à Paris* où il voyait une parabole de la crise immobilière dans la capitale, compara, très Talleyrand, *La Grande Bouffe* à de la merde dans un bas de soie. Ses lecteurs applaudissaient. Les cinéastes étaient moins ravis. Dans les projections, il s'asseyait par prudence à proximité de la porte. On le prenait pour un Léautaud en veste de tweed et sans animaux. S'il avait su, il aurait tenu son journal.

Sa brouille avec Truffaut fut retentissante. Sa descente en flammes de *La Nuit américaine* choqua. Elle était d'une violence extrême. Après tout, Aragon s'était bien fâché avec Drieu la Rochelle. Ils ne distribueraient plus ensemble *La Cause du peuple* sur les boulevards. En secret, il rencontra Claude Autant-Lara qui soutenait Jean-Marie Le Pen. Il lui récita les dialogues de *La Traversée de Paris*, prétendit avoir essayé d'habiter au 45, rue Poliveau.

Cela devait arriver. Jean d'Ormesson, qu'il avait croisé à une soirée chez Maurice Rheims, lui suggéra de se présenter à l'Académie française. Il ne se fit pas longtemps prier. Rédiger au stylo les lettres de candidature lui rappela ses débuts dans la presse. Il sut être drôle, respectueux, caressant. Cela porta ses fruits. Son élection fut digne d'un maréchal. Aucune croix. Se posait le problème de l'habit. Il dégotta au vestiaire de l'Institut un modèle à peu près à sa taille. Il avait appartenu à Paul Morand. Quelques retouches suffirent. Le tissu le grattait un peu. Sur son épée, un orfèvre grava une caméra, une phrase d'André Bazin, le profil de Mao Tsé-toung.

Il posa des questions à Éric, François, Claude et les autres. Les choses se gâtèrent quand il commença à dire du mal de leurs films.

Pour sa réception, sous la Coupole, il y avait Jack Lang qui avait essayé de le décorer des Arts et Lettres, Toscan du Plantier qui avait présidé son comité de soutien, Isabelle Adjani qu'il avait encensée pour *La Gifle*. Dans son discours, il parla de profondeur de champ et de billards électriques, se moqua des César, rappela que les travellings étaient affaire de morale, conclut par un définitif *« Je suis en vert et contre tout »*. Au premier rang, Chabrol rigolait.

Ensuite, Godard n'assista pas une fois aux séances du dictionnaire. Cela déplut. Il fut reçu dans des ambassades, donna des conférences, signa des préfaces. Il laissait derrière lui une tenace odeur de cigare froid.

Autour de lui, tout le monde mourait. La disparition de Truffaut le toucha davantage que prévu. À la surprise générale, il rédigea un superbe hommage en dernière page du *Figaro*, « Forever François ». Ils ne s'étaient pas réconciliés, seulement aperçus dans une brasserie de l'Alma. La dame avec Truffaut était plus jolie que celle qui l'accompagnait. Son ex-confrère avait sûrement pris son plat favori, des côtelettes d'agneau avec des haricots verts. Il n'assista pas à l'enterrement. Un dimanche, un petit dimanche de pluie solitaire et glacé, il se rendit sur la tombe, au cimetière Montmartre. Aucun photographe n'était là pour immortaliser la scène.

Le cinéma l'ennuyait. Il n'aurait jamais cru que cela arriverait. Il en était presque à regretter le Nouvel Hollywood. Dans les années soixante-dix, Orson Welles l'avait approché pour qu'il figure dans un de ses projets. Leur repas à Ma Maison, ce restaurant sur Melrose Avenue dont le numéro de téléphone était sur liste rouge, avait duré tout l'après-midi. À la table voisine, Peter Bogdanovich lançait des regards jaloux. Le rire d'Orson résonnait sous les plafonds. Le film resta dans les limbes, comme de juste. Il s'y attendait. La France était un pays décevant. Les films ressemblaient trop à des publicités. Sous pseudonyme, il réalisa un clip de campagne pour un candidat à la présidence. La chose s'ébruita. Il n'infirma ni ne confirma. Ce mystère lui allait bien. L'homme politique ne franchit pas le premier tour. Sur Arte, il participa à un débat avec Houellebecq dont il avait lu *Extension du domaine de la lutte*. Ils n'étaient pas d'accord sur l'euthanasie. À un moment, il envisagea de s'installer à Lausanne. Il était à moitié suisse, ce qui relativiserait la performance. Il y renonça. Son goût pour le chocolat et l'exil fiscal n'était pas assez prononcé. Le mardi, il prenait le thé avec Éric Rohmer, rue Pierre-Ier-de-Serbie, dans les bureaux des Films du losange. Il y avait toujours des jeunes filles. Elles étaient minces et bien élevées. Il leur disait des grossièretés. Elles pouffaient en rougissant. Rohmer feignait de se scandaliser. Ensemble, ils évoquaient la figure de Paul Gégauff, scénariste truculent qui les avait tellement marqués à l'époque. Les demoiselles ignoraient son existence. Idem pour Pascal Jardin. Et Audiard ? Ah, quand même ! Les deux messieurs reprirent de l'earl grey.

Il rentra à pied. Le 8e arrondissement avait son charme. Sur les Champs-Élysées, plusieurs cinémas avaient fermé. Il s'arrêta devant l'immeuble où les *Cahiers* avaient eu leurs locaux. L'endroit était devenu un fast-food. Aucun producteur ne fréquentait désormais le Fouquet's. Il allait traverser quand il entendit une voix clamer *« New York Herald Tribune ! »* avec un accent américain. Il se retourna. C'était une petite blonde en tee-shirt blanc, une pile de journaux sous le bras. Il y eut un coup de klaxon, un crissement de freins. Une DS le renversa. Il était étendu par terre. Sous sa joue, le pavé était froid. Godard était très fatigué, soudain. Il essaya de dire quelque chose. La blonde se pencha sur lui. *« Qu'est-ce qu'il dit ? »* Un agent surgit : *« Je crois qu'il a dit : "Qu'est-ce que c'est, dégueulasse ?" »* Alors Jean-Luc Godard ferma les yeux. Le dernier film pouvait commencer. ■

» Retrouvez demain un nouvel épisode : SI… SAINT-EXUPÉRY AVAIT ÉCHAPPÉ AU PILOTE ALLEMAND

LE FIGARO
économie

CONSOMMATION
COMMENT LES CENTRES COMMERCIAUX ONT RECONQUIS LES FRANÇAIS PAGE 22

RÉGLEMENTATION
L'IA DOIT DÉSORMAIS MONTRER PATTE BLANCHE EN EUROPE PAGE 24

BRAD PICT - STOCK.ADOBE.COM ; SIMON WOHLFAHRT / BLOOMBERG ; ROMAIN DOUCELIN / HANS LUCAS VIA AFP ; VILLE DE PARIS

La France se convertit à la voiture électrique

Plus d'un véhicule neuf sur trois vendus en juillet était à batterie. Depuis le début de l'année, l'électrification du marché accélère en France, en Europe et dans le monde. PAGE 20

Washington est intervenu vendredi pour soutenir le yen

À situation exceptionnelle, réaction exceptionnelle. Vendredi, le Trésor américain serait intervenu, en coordination avec la ministre des Finances japonais, pour soutenir le yen, dont la chute continue inquiète des deux côtés du Pacifique. La semaine dernière, la monnaie avait touché son plus bas niveau depuis quarante ans. Afin de tenter de redonner un peu d'air à Tokyo, *« la Réserve fédérale de New York a pris la décision inhabituelle de procéder à une vente d'euros pour acheter des yens pour le compte du Trésor »* vendredi, écrit le *Financial Times*. Ces ventes auraient été réalisées par l'intermédiaire de Goldman Sachs et Morgan Stanley.

Dans la foulée de l'opération, la monnaie japonaise a pris 0,31 % au billet vert, à 159,03 yens pour 1 dollar. Les gains ont été toutefois très vite effacés, d'autant que la Banque du Japon (BoJ) a laissé, vendredi, ses taux d'intérêt inchangés, malgré un rebond de l'inflation, accentuant la pression sur la devise. Avec cette intervention du Trésor, c'est la première fois, en près de trente ans, que Tokyo et Washington unissent ainsi leurs forces dans une opération commune d'achats directs. Sur les réseaux sociaux, vendredi, Scott Bessent, le secrétaire au Trésor, a écrit qu'il se réjouissait de retrouver en août, lors des prochaines réunions du G20, en Caroline du Nord, *« son ami de longue date, le gouverneur de la Banque du Japon, Kazuo Ueda »*.

ANNE DE GUIGNÉ

> FOCUS

TOURISME : LECORNU SE MOBILISE POUR LA GIRONDE

Sauver la saison estivale, malgré le désastre causé par les mégafeux, désormais contenus. Sébastien Lecornu a incité ce week-end les Français à partir en vacances en Gironde, dans un entretien à *La Tribune Dimanche*. *« C'est même un geste de solidarité »*, a déclaré le premier ministre, précisant qu'un coordinateur national, rattaché à ses services, serait prochainement nommé pour piloter la reconstruction du département et celui des Landes, lui aussi durement touché.

La Gironde doit 7 % de son PIB au tourisme, qui fait travailler 49 750 personnes. *« Les entreprises contraintes de fermer en raison des évacuations peuvent bénéficier du dispositif du chômage partiel, financé par l'État et les partenaires sociaux »*, a rappelé le ministre, précisant que l'État remboursera intégralement les indemnités pour les PME. Cela ne compensera pas leur perte d'exploitation. Or, l'écosystème du tourisme réalise l'été une part très importante de son activité de l'année, jusqu'à 40 % pour les campings en août. *« Ne nous abandonnez pas ! »* : pour éviter un désastre, cette fois-ci économique, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (Umih), premier syndicat d'hôteliers et de restaurateurs en France, exhorte elle aussi les Français à venir. En début de semaine dernière, une dizaine de campings ont été autorisés à rouvrir. *« Depuis le 22 juillet, les incendies ont fait le tour des écrans. Il est temps de montrer tout ce qu'ils n'ont pas brûlé,* insistent Franck Chaumès, président Umih de la Gironde, et Arthur Laborde, président Umih des Landes. *Aujourd'hui, des milliers de professionnels continuent de faire vivre la Gironde et les Landes. »*

MATHILDE VISSEYRIAS

le PLUS du FIGARO ÉCO

SAN FRANCISCO
Le boom de l'intelligence artificielle fait fuir les classes moyennes
PAGE 21

BOURSE
La chute du « Nostradamus de l'IA », emporté par son pari fou à Wall Street
PAGE 23

ÉNERGIE
Grandpuits, la raffinerie de TotalEnergies devenue « zéro pétrole »
PAGE 23

L'HISTOIRE

Paris : la ville met un hôtel particulier aux enchères sur… Leboncoin

Les habitués du site Leboncoin ont eu la surprise, fin juillet, de tomber sur une annonce hors norme. L'hôtel particulier Haviland, prestigieuse demeure du 17e arrondissement de Paris et propriété de la ville, y est proposé… aux enchères. Architecture néogothique, escalier monumental en bois sculpté, plus de 600 mètres carrés et proximité immédiate du parc Monceau : l'ensemble, situé au 29, avenue de Villiers, coche toutes les cases du patrimoine d'exception. Prix de départ : 3,3 millions d'euros, soit 5 400 euros le mètre carré, un niveau très bas pour le quartier et la typologie du bien, mais susceptible de grimper au gré des offres. En octobre, la ville de Paris, lourdement endettée, avait déjà mis aux enchères ce bien jugé *« ni utile ni nécessaire à la délivrance des services publics rendus aux Parisiens »*, au prix d'appel de 4,5 millions d'euros. La cession devait prendre la forme d'une vente *« à la bougie »* organisée à la Chambre des notaires de Paris. Las, aucun acheteur n'a été convaincu. Le maire LR du 17e, Geoffroy Boulard, réclame la suspension de la vente, estimant que la municipalité s'apprête à céder *« un trésor historique et culturel »* sans véritable concertation ni projet d'intérêt général. L'association Paris historique a, de son côté, alerté sur les risques de *« dénaturation »* du site. Propriété de la ville depuis 1978, l'hôtel particulier a connu plusieurs occupants : l'ambassade de Corée après la Seconde Guerre mondiale, le conservatoire Claude-Debussy, puis la Maison de l'Europe entre 2017 et 2024. ■

JEAN KEDROFF

La canicule, en asséchant le Rhin, menace l'industrie allemande

Les chaleurs extrêmes n'en finissent pas de mettre l'Europe à dure épreuve. Après les méga-incendies en France qui ont ravagé 42 000 hectares de forêts en Gironde et dans les Landes, c'est le niveau du Rhin qui inquiète en Allemagne. Le deuxième fleuve le plus long d'Europe occidentale et centrale, après le Danube, souffre de la sécheresse. Or, neuf pays dépendent de lui pour l'eau potable, l'eau douce, l'hydroélectricité et le transport fluvial.

Samedi midi, le Rhin a ainsi atteint un nouveau plus bas historique à Cologne, dans l'ouest du pays, à 67 centimètres, soit deux centimètres de moins que le dernier record datant de 2018, selon l'autorité des voies navigables (WSV), sur son site internet.

Le faible niveau des eaux, conséquence d'un déficit de pluie combiné à des températures exceptionnellement élevées, pourrait affecter plusieurs secteurs clés de la première économie européenne. Typiquement, la chimie et la sidérurgie, qui dépendent du fleuve pour transporter de grandes quantités de marchandises. Dans un entretien au quotidien *Rheinische Post* paru samedi, Thilo Schaefer, expert du changement climatique à l'institut économique IW, a alerté sur les conséquences potentielles d'un arrêt de la navigation. *« Une mise à l'arrêt totale exigerait à elle seule environ 3 000 camions-citernes supplémentaires par jour,* a-t-il prévenu. *Ces capacités ne sont pas disponibles. De réelles pénuries menacent donc les chaînes d'approvisionnement. »* Selon la fédération allemande du bâtiment, la situation actuelle montre *« à quel point le transport et la logistique en Allemagne sont vulnérables »*. Elle appelle à rendre d'urgence les voies navigables *« plus modernes et plus résistantes au changement climatique »*.

M. V.

L'électrification du marché auto s'accélère

Valérie Collet

Les voitures électriques ont représenté plus d'un tiers des ventes en France en juillet. Le mouvement est mondial.

Notamment grâce à la réussite de la Renault R5, la marque française au losange a vu le nombre de véhicules 100 % électriques vendus augmenter de 47,6 % au premier semestre. BENOÎT TESSIER / REUTERS

Timides pendant des années, les ventes de voitures électriques avancent désormais à pas de géant. En France, leur part a même atteint 35 % des ventes de véhicules neufs en juillet dernier. Un niveau inédit.

La physionomie du marché automobile s'est métamorphosée depuis la crise du Covid. Il a rétréci de manière spectaculaire avec une baisse de plus de 20 % des volumes en France. Et il s'est produit un grand coup de balai sur les modèles diesels, en voie de disparition avec 2,5 % seulement des ventes de janvier à juillet (contre 34,2 % en 2019), et sur les modèles à essence, en sursis avec 14,4 % des immatriculations (contre 58,6 % en 2019). En revanche, le segment des véhicules électrifiés (100 % électriques et hybrides divers), qui ne pesait que 7,2 % en 2019, s'arroge aujourd'hui près de 80 % du marché du neuf. Sur les sept premiers mois de l'année, les ventes de 100 % électriques sont en hausse de 70 %, avec une part de marché de 29 %.

Les Français ne sont plus réfractaires à l'idée d'acheter ou de louer en leasing une voiture à batterie. Tout, désormais, les y incite. La flambée des prix des carburants depuis le début de la guerre dans le golfe Persique a incontestablement changé la donne, avec un coup de pouce aux concessionnaires et aux marques. Avec un prix de l'essence à plus de 2 euros et plus de 2,30 euros pour le gazole, charger chez soi sa batterie est plus économique que de faire le plein.

Depuis avril dernier, tous les groupes automobiles, y compris les constructeurs chinois, ont assisté au même phénomène : les commandes de modèles rechargeables ont bondi. Chez Renault, les ventes de véhicules 100 % électriques ont progressé de 47,6 % au premier semestre et représentent désormais 18,8 % des volumes mondiaux. Volkswagen observe le même mouvement avec des commandes de véhicules électriques en hausse de plus de 50 % par rapport à la fin de l'année 2025 et dont la part a dépassé 30 %.

Les gouvernements continuent à soutenir l'achat de véhicules zéro émission pour accélérer la décarbonation du transport routier. En France, les dispositifs d'aides à l'achat et le coup de pouce versé quand la batterie est fabriquée en Europe ont contribué à la bonne tenue de ces ventes. Le bonus électrique varie de 3 500 euros à 5 700 euros selon les revenus, et la surprime en faveur de la batterie européenne va de 1 200 à 2 000 euros. Sans oublier le « leasing social » destiné aux ménages modestes dont la troisième édition vient d'être lancée. *« Le lancement du nouveau leasing social le 16 juillet et son effet d'entraînement sur les offres des constructeurs, créent un environnement qui accélère la transition vers l'électrique, confirmant cette trajectoire engagée depuis le début de l'année »*, résume Marie-Laure Nivot, head of automotive market analysis chez AAA Data, qui analyse les données d'immatriculations en France. L'Allemagne a aussi relancé fortement les subventions à l'achat de voitures à batterie cette année. Selon les revenus, la subvention varie de 1 500 et 6 000 euros et s'applique autant aux modèles 100 % électriques qu'aux hybrides, qu'ils soient fabriqués en Europe ou non.

En plus de la carotte, la France actionne le bâton fiscal en durcissant le malus au poids et aux émissions de CO_2, ce qui incite les acheteurs à se tourner vers des véhicules moins émetteurs de gaz à effet de serre. Le 1er janvier dernier, le seuil de déclenchement a glissé de 113 g à 108 g de CO_2/km, tandis que le montant maximal de la taxe a augmenté de 10 000 euros pour atteindre 80 000 euros à partir de 192 g/km de CO_2 émis. En outre, le seuil du malus au poids a été abaissé à partir de 1 500 kg – au lieu de 1 600 kg – avec des degrés de pénalités par kilo excédentaire.

Le réseau de bornes de recharge s'est considérablement étoffé : il y en a désormais un peu plus de 200 000 dans le pays. Elles sont plus rapides, et les automobilistes se sont familiarisés avec leur usage. *« Les conducteurs qui sont passés à l'électrique apprécient le confort de conduite. Ils ne repassent plus au thermique »*, rappellent les constructeurs.

181

Nombre de modèles de véhicules 100 % électriques proposés sur le marché français en mars 2026

200 000

Nombre de bornes de recharge disponibles dans l'Hexagone

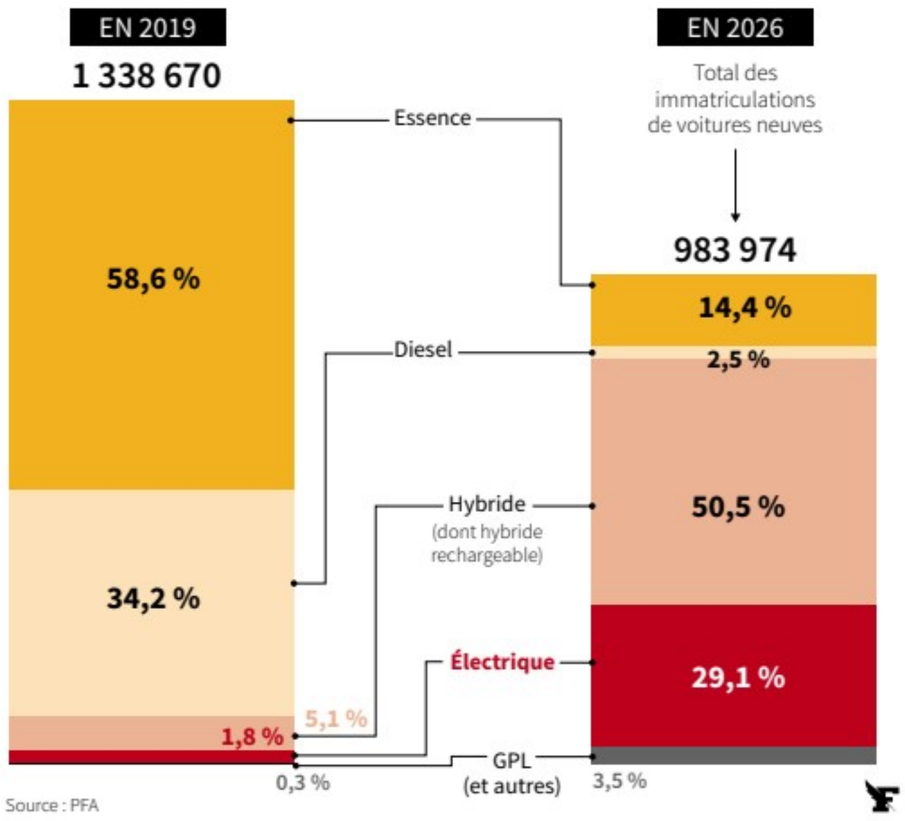
D'autant que le choix des modèles s'est étendu avec une gamme plus importante dans les segments des citadines et des SUV de segment B, les catégories moins chères. Le succès est au rendez-vous pour la Renault R5, la 208 Peugeot, la Citroën ë-C3. D'autres arrivent sur le marché, dont certains sous la barre des 20 000 euros (aides à l'achat non comprises) : nouvelle Twingo électrique, ID Polo, nouvelle Dacia, nouvelle Nissan Micra… Les constructeurs qui doivent respecter les normes d'émissions européennes fixées par l'Europe (normes CAFE) sur leurs volumes vendus n'ont pas d'autres choix que de « pousser » les modèles 100 % électriques moins rentables que les thermiques et les hybrides.

AAA Data rappelait que 181 modèles électriques étaient disponibles sur le marché français en mars 2026, contre 114 en mars 2024. Cette abondance a fait baisser les prix moyens.

La percée de l'électrique au premier semestre n'est pas une particularité française. Dans un rapport publié jeudi dernier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que l'électrique représentera 29 % des ventes de voitures neuves cette année dans le monde, soit 23 millions de voitures électriques, en hausse d'environ 10 % par rapport à 2025. L'Europe, où les mesures de soutien à l'électrique sont répandues, a connu la plus forte hausse des ventes de voitures électriques au premier semestre (+ 30 % par rapport à la même période en 2025). Aux États-Unis, après une baisse en janvier et février liée à la disparition d'un crédit d'impôt fédéral, les ventes de voitures électriques sont reparties à la hausse en mars mais restent en deçà de leur niveau de 2025. À l'inverse, elles ont presque doublé en Australie, au Brésil, en Corée du Sud, en Inde et au Vietnam. Même si l'électrique devrait atteindre une part record du marché en Chine cette année (plus de 60 %), le nombre de voitures électriques vendues devrait y stagner pour la première fois de la décennie, autour de 13,2 millions, estime l'AIE. Ceci explique l'attrait des BYD, Geely, Chery, Dongfeng, Leapmotor… pour produire et vendre sur le Vieux Continent. ■

Les électriques ont capté 29 % du marché

Répartition des ventes de voitures neuves en France, de janvier à juillet, par type d'énergie



Source : PFA

Avec la flambée des prix du pétrole, l'Australie se convertit à son tour

Grégory Plesse Sydney

Alors qu'en 2023 les dix véhicules les plus vendus en Australie étaient tous des SUV ou des pick-up, représentant par ailleurs 80 % des ventes de véhicules neufs cette année, les grosses cylindrées, très gourmandes en carburant, semblent aujourd'hui perdre leur attrait au pays du road trip. L'impression de liberté, promise par ces véhicules capables d'avaler des kilomètres de piste ou de survivre à une collision avec un kangourou, semble avoir laissé place à la nécessité de faire des économies. C'est ce qu'on peut déduire des plus récentes données sur les ventes de véhicules neufs, qui soulignent un appétit grandissant des Australiens pour les voitures électriques. Elles représentaient en juin près du quart (23,3 %) des ventes, contre à peine 7,6 % un an plus tôt, selon la Federal Chamber of Automotive Industries (FCAI).

« L'incertitude au niveau mondial, notamment le conflit au Moyen-Orient et la volatilité des prix du pétrole, semble avoir accru l'intérêt des consommateurs pour des véhicules qui réduisent leur exposition aux prix du carburant », note ainsi Tony Weber, directeur exécutif de la FCAI, avant d'ajouter que *« ces facteurs ont eu un impact à court terme, mais une partie de la croissance des véhicules électriques apparaît comme un changement structurel permanent »*. De fait, pour le deuxième mois d'affilée, avec 8 072 exemplaires écoulés, le véhicule le plus vendu en Australie est la Tesla Model Y, qui était devenue en mai dernier la première voiture électrique à se placer en tête de ce classement.

Mais cet intérêt nouveau des Australiens pour l'électrique fait surtout les affaires de BYD, qui, avec 18 881 voitures vendues en juin, mord les mollets de Toyota. Ce dernier ne devance plus son concurrent chinois que de 243 unités… Signe de cette montée en puissance, le géant chinois, qui n'est pourtant arrivé sur le marché australien qu'à la fin 2022, a fait accoster le mois dernier l'un de ses cargos géants, chargé de 5 000 voitures électriques. Et trois de ses modèles (Sealion 7, Shark 6, Atto 2) font partie des dix les plus vendus en juin, tandis que Toyota, qui règne sur le marché automobile australien depuis plus de vingt ans, n'en compte que deux (HiLux et Rav4).

« Alors que l'augmentation des prix du carburant pousse de plus en plus d'Australiens à envisager de passer à l'électrique, nos commandes ont plus que doublé du jour au lendemain. Nous avions promis d'aller le plus vite possible pour mettre nos voitures entre les mains de nos clients, et c'est ce que nous avons fait », se félicite Stephen Collins, directeur des opérations de BYD Australia, qui n'a pas

« Une fois que les gens passent à l'électrique, ils ne reviennent pas en arrière, car cela coûte quatre fois moins cher que de conduire une voiture au moteur thermique »

Julie Delvecchio
Présidente de l'Electric Vehicle Council

l'intention de s'arrêter en si bon chemin. À l'*Australian Financial Review*, il confiait il y a quelques jours souhaiter devenir *« la marque de référence pour tous les Australiens, peu importe où ils vivent »*, et se développer notamment dans les zones rurales, celles justement où les 4×4 sont rois, et passer de 112 concessions actuellement à 150 d'ici la fin de l'année.

Julie Delvecchio, présidente de l'Electric Vehicle Council, présente un visage encore plus conquérant. *« Les véhicules électriques sont désormais en concurrence frontale avec les constructeurs traditionnels, et ils sont en train de gagner parce qu'ils sont moins chers à l'entretien, qu'il n'y a jamais eu autant de modèles différents, et qu'ils sont plus agréables à conduire. Une fois que les gens passent à l'électrique, ils ne reviennent pas en arrière, car cela coûte quatre fois moins cher que de conduire une voiture au moteur thermique. »*

Les prix plus abordables des véhicules électriques, notamment chinois, combinés au fait que les Australiens affichent le plus fort taux d'installation en panneaux solaires au monde, avec près d'un foyer sur trois équipé, et maintenant plus de 570 000 batteries installées depuis le 1er juillet 2025, à la faveur d'un programme de subvention gouvernemental, ont facilité cette mutation vers l'électrique. D'autant que les États australiens investissent massivement dans l'installation de bornes de recharge, afin de vaincre l'angoisse de la panne de la batterie, l'un des principaux freins à l'adoption de l'électrique en Australie. Et cela fonctionne : selon un sondage publié en mai 2026, cela reste un sujet d'inquiétude pour 29 % des automobilistes, contre 41 % en 2021.

Le développement rapide de l'électrique s'explique aussi bien sûr par l'envolée des prix du carburant, relativement bas en Australie avant le blocage du détroit d'Ormuz (autour de 1,1 € le litre). Ils sont actuellement 30 % plus élevés qu'en début d'année, malgré une réduction temporaire de moitié de la taxe sur les carburants. La guerre au Moyen-Orient a pesé sur les prix à la pompe, et elle a aussi mis en lumière la vulnérabilité de l'Australie en la matière, l'île-continent important plus de 80 % du pétrole qu'elle consomme. Sous l'effet de la panique, des centaines de stations-service à travers le pays se sont d'ailleurs retrouvées à sec en mars dernier. Il aura fallu que le premier ministre engage une intense tournée diplomatique en Asie du Sud-Est pour obtenir des garanties d'approvisionnement auprès de partenaires tels que Singapour, la Malaisie et la Corée du Sud, par ailleurs grands consommateurs de gaz australien… ■

À San Francisco, le boom de l'intelligence artificielle fait fuir les classes moyennes

Franck Rousseau San Francisco

Les ingénieurs de la tech recrutés à prix d'or ont propulsé l'immobilier à des niveaux inédits.

Samedi matin, 9 heures. Pacific Avenue, San Francisco. Une file d'attente s'étire devant une élégante maison victorienne. À voir ces hommes et ces femmes patienter sous les platanes, on pourrait croire qu'ils attendent la dédicace du dernier ouvrage d'un gourou californien vantant les vertus des champignons adaptogènes. Ils sont pourtant venus pour une simple « open house ».

À peine la porte ouverte, les visiteurs se dispersent dans les pièces. Un couple mesure la largeur d'une chambre. Un autre photographie le tableau électrique. Une jeune femme interroge l'agent immobilier sur la résistance des fondations à un séisme majeur. Une seule question pourtant les obsède : combien faudra-t-il ajouter au prix affiché ?

Dans cette file, rien ne permet de deviner au premier regard la position sociale des visiteurs. La différence apparaît sur leurs comptes en banque. Quelques ingénieurs recrutés à prix d'or par OpenAI, Anthropic, Google ou Meta figurent parmi les potentiels acquéreurs. Ils disposent d'une puissance d'achat sans commune mesure avec celle des autres acheteurs. *« Je sais que mon profil est recherché et que ma rémunération me donne une vraie marge de manœuvre. Si cette maison me plaît, je peux aller vite »*, confie l'un d'eux avant de quitter les lieux.

Le prix affiché n'est souvent qu'un point de départ. Dans une ville où une maison se négocie, en moyenne, autour de 1,7 million de dollars, près de trois logements sur quatre trouvent preneur au-dessus du prix demandé. Au premier semestre 2026, 144 transactions se sont conclues après une surenchère supérieure à 1 million de dollars, contre seulement huit un an plus tôt. À San Francisco, la crise du logement n'est plus une simple crise immobilière. Elle est devenue une crise de la classe moyenne. La véritable faille n'est plus celle de San Andreas : elle sépare désormais ceux qui peuvent encore y vivre de ceux que la ville repousse toujours plus loin.

Parmi les visiteurs, Ray, 34 ans, dirige une société d'import-export. Avec près de 300 000 dollars de revenus annuels pour son foyer, il croyait encore faire partie des ménages les plus aisés. Après quarante-huit visites, il n'a toujours rien trouvé. *« Nous sommes dans le berceau mondial de la tech et il y a un sérieux bug lorsqu'il s'agit d'acheter une propriété,* ironise-t-il. *Certains acheteurs paient comptant, renoncent à toute inspection ou condition suspensive et ajoutent immédiatement plusieurs centaines de milliers de dollars au prix affiché. Face à eux, nous n'avons pratiquement aucune chance. »*

Dans une ville où une maison se négocie, en moyenne, autour de 1,7 million de dollars, près de trois logements sur quatre trouvent preneur au-dessus du prix demandé *(ici, une vue des zones résidentielles de San Francisco, en avril 2021).*
DAVID PAUL MORRIS / BLOOMBERG

Pour Dave Cunningham, agent immobilier chez Compass, les ingénieurs de l'IA n'ont pas créé cette flambée, mais ils en amplifient les effets. *« Quand un vendeur reçoit une offre en cash, sans conditions et avec un gros bonus, le choix est vite fait. Les autres candidats sont éliminés avant même que la négociation commence »*, explique-t-il. Pour lui, cette surchauffe ne fait qu'exposer une faiblesse plus ancienne. *« Depuis des décennies, la Californie ne construit pas suffisamment de logements. Entre règles de zonage, études environnementales, consultations publiques et recours, les projets mettent parfois des années à voir le jour. L'arrivée d'acheteurs aux revenus exceptionnels percute ainsi un marché déjà sous tension. »*

« Lorsqu'une ville crée beaucoup plus vite des emplois très rémunérés qu'elle ne produit de logements, elle finit par trier sa population selon le revenu »
Carol Galante
Fondatrice du Terner Center for Housing Innovation à Berkeley

Carol Galante, fondatrice du Terner Center for Housing Innovation à l'université de Berkeley et ancienne responsable fédérale du logement sous Barack Obama, estime que l'essor de l'IA ne fait que reproduire un phénomène déjà observé dans la Silicon Valley. *« Après les fortunes créées par SpaceX, Tesla ou les géants du numérique, une nouvelle vague d'ingénieurs enrichis par les salaires, les bonus et les stock-options déferle à son tour sur le marché immobilier. Cet afflux a désormais des conséquences sociales majeures. Lorsqu'une ville crée beaucoup plus vite des emplois très rémunérés qu'elle ne produit de logements, elle finit par trier sa population selon le revenu. Les ménages intermédiaires ne s'éloignent pas faute d'emploi, mais parce qu'ils ne peuvent plus s'y loger. »*

À 59 ans, Gary et son épouse, kinésithérapeute, travaillent depuis vingt-cinq ans dans Mission District. Ils ont finalement dû s'installer à Sacramento. *« Nous sommes devenus les nouveaux pauvres du marché immobilier. Las de payer un loyer, nous voulions acheter le logement que nous occupions. La propriétaire était d'accord. Puis elle a finalement décidé de l'ouvrir à la concurrence. C'est à ce moment-là que nous avons compris que nous ne gagnerions jamais. À chaque visite, un acheteur arrivait avec une offre en espèces ou ajoutait une fortune au prix demandé… »*

Même constat pour Daniel, 44 ans, pompier. Né dans Sunset District, il vit aujourd'hui à près de cent kilomètres de sa caserne. *« Je protège cette ville depuis quinze ans, mais je n'ai jamais eu les moyens d'y acheter une maison. Quand mon service se termine, il me reste encore près de deux heures de route. San Francisco continue d'attirer les ingénieurs du monde entier. Ceux qui enseignent, soignent ou entretiennent la ville sont, eux, progressivement repoussés toujours plus loin. C'est injuste ! »*

Emily, institutrice de 32 ans, a elle aussi renoncé à y devenir propriétaire. Avec son compagnon, infirmier, elle a acheté une maison à Tracy, à près de 95 kilomètres. *« Nous avions les moyens de rembourser un crédit, mais pas d'acheter à San Francisco. Nous avons payé notre maison en argent, mais aussi en milliers d'heures passées au volant. »*

Oakland, Concord, Tracy, Stockton ou Sacramento deviennent ainsi les nouveaux territoires de repli de familles jusque-là installées à San Francisco. La fracture se mesure désormais autant en kilomètres parcourus qu'en dollars. *« San Francisco sait construire le futur, mais pas assez de logements pour ceux qui la bâtissent »*, résume la docteur Daryl Fairweather, économiste en chef de Redfin, l'une des plus importantes agences immobilières des États-Unis.

Conscients que cette pénurie menace désormais l'attractivité économique de la Californie, les responsables politiques ont commencé à réagir. Après les réformes engagées par le gouverneur Gavin Newsom, le Congrès vient d'adopter, avec un large soutien bipartisan, le 21st Century Road to Housing Act, destiné à favoriser la construction de nouveaux logements. Pour les spécialistes, ces mesures vont dans la bonne direction, mais ne suffiront pas à combler plusieurs décennies de sous-production. *« Tant que la production de logements restera très inférieure à la création d'emplois hautement rémunérés, San Francisco continuera de perdre les ménages qui assurent son équilibre social »*, insiste Carol Galante.

Quelques heures ont suffi pour vendre la maison de Pacific Avenue. La ruée vers l'or a fait naître San Francisco. Celle vers l'IA attire aujourd'hui ceux qui inventent le monde de demain. Mais une différence majeure sépare ces deux époques : en 1849, la ville faisait de la place à ceux qui arrivaient. En 2026, elle évince inéluctablement ceux sur lesquels elle repose… ■

L'économie autrichienne s'émancipe peu à peu du voisin allemand

Anne de Guigné

Depuis la crise sanitaire, la croissance du pays a décéléré, ce qui complexifie l'équation budgétaire.

On ne parlera pas encore de divorce ! En 2025, l'Allemagne représentait 32 % des importations autrichiennes et près de 30 % des exportations, ce qui en fait de loin le premier partenaire de l'Autriche. La crise économique dont souffre l'Allemagne depuis trois ans s'est donc transmise mécaniquement par le canal des biens intermédiaires, des machines et, bien sûr, de l'automobile à son prospère petit voisin… Les deux pays ont connu deux sévères années de récession en 2023 et 2024. Depuis, l'économie repart à petit train des deux côtés de la frontière. L'Institut für höhere Studien (IHS) de Vienne, qui fait référence pour l'économie en Autriche, table ainsi sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) autour de 0,9 % cette année, dans la lignée des prévisions d'hiver de la Commission européenne, la dépense publique soutenant l'activité. Pour 2027, l'IHS reste prudent, avec une croissance qui se hisserait à 1,2 % ou 1,3 %.

Ces années de crise ont été, du côté autrichien, l'occasion d'un réajustement. Lentement, le pays alpin réduit sa dépendance économique à l'Allemagne. En cinq ans, la part des importations venues de son grand voisin a diminué de 3 points, quand la Chine et la Suisse ont gagné du terrain. L'année dernière, les importations de l'Autriche en provenance de Chine ont augmenté de 14 %, avec une forte hausse dans le domaine de l'habillement, notamment. *« Contrairement à l'Allemagne, les données ne confirment pas l'hypothèse selon laquelle les exportations autrichiennes de biens se seraient découplées du commerce mondial,* confirme l'IHS dans son dernier exercice de prévisions, il y a quelques jours. *Une analyse désagrégée par destinations d'exportation et groupes de produits ne révèle aucune perte systématique de part de marché sur l'ensemble de la période. »* Sur le volet des échanges internationaux, l'Autriche rééquilibre ainsi lentement ses risques. Ses performances dépendent aujourd'hui d'un ensemble de marchés : l'Allemagne bien sûr, les États-Unis et la Chine, et, enfin, son voisinage européen immédiat (Suisse, Italie, pays d'Europe de l'Est…).

Le grand défi du gouvernement autrichien ces prochaines années sera de renouer avec la forte croissance que connaissait le pays avant la crise sanitaire. Selon les prévisions du FMI, autour des années 2030, Vienne n'aura retrouvé une croissance potentielle que d'environ 0,8 % d'ici 2031. Un niveau trop faible pour financer les multiples investissements attendus dans une société vieillissante, qui doit accentuer le virage numérique, se réarmer et s'adapter au changement climatique.

Pourtant, *« avant la pandémie, le revenu par habitant autrichien convergeait vers celui des États-Unis, tout en conservant une stabilité macroéconomique enviable. Cette trajectoire positive a été interrompue par la pandémie, mais la production a rapidement rebondi et les déficits considérables sont revenus à leurs niveaux d'avant la crise dès 2023 »*, commentaient ainsi les experts du Fonds monétaire international (FMI) dans leur dernier rapport sur la république autrichienne. Reste donc à renouer avec les ressorts d'une productivité disparue. Un défi que partage la France, et trouve ses racines dans les politiques éducatives et de la formation.

4,2 %
du PIB
Montant du déficit public autrichien en 2025

Pour retrouver des marges de manœuvre et financer des politiques en faveur de l'innovation, le gouvernement autrichien devra rationaliser son équation fiscale. *« Le retour à un soutien budgétaire généreux a atténué l'impact (des différentes crises) sur la production, mais a creusé les déficits et la dette, déclenchant la procédure de déficit excessif de l'Union européenne (UE) en 2025 »*, pointe le FMI. En 2025, le déficit public autrichien a atteint 4,2 % du PIB. Pour réaliser les réformes nécessaires à un redressement des comptes, le gouvernement aura besoin d'une forme d'unanimité politique, ce qui risque de lui manquer.

Le paysage politique autrichien, qui était organisé depuis la Seconde Guerre mondiale autour de trois partis centristes, se trouve en effet fragilisé par la popularité croissante des nationalistes du FPÖ. Le parti est aujourd'hui, de très loin, le premier dans les sondages et lors des scrutins législatifs. Il demeure toutefois hors de la Chancellerie dans une configuration politique complètement bloquée. Deuxième sujet impopulaire à traiter, selon le FMI, le niveau des salaires. En raison de règles d'indexation sur l'inflation, la croissance des salaires a fortement augmenté durant les années d'envolée de prix (atteignant 10 % en termes nominaux fin 2023).

« Les coûts de main-d'œuvre relativement élevés (49,40 euros de l'heure dans le secteur manufacturier en 2025 contre 33,70 euros dans l'UE) réduisent la compétitivité des produits autrichiens à l'étranger », appuient les analystes de l'assureur-crédit Coface. ■

Les centres commerciaux défient un contexte morose pour la consommation

Manon Malhère

Les principales foncières commerciales qui affichent une solide croissance au premier semestre récoltent les fruits de leur adaptation.

Marquée par un contexte politique et économique toujours incertain, avec le conflit au Moyen-Orient, la morosité de la consommation a épargné les centres commerciaux. Ces grands temples de la consommation tirent leur épingle du jeu, séduisant toujours plus les chalands. Entre janvier et juin, le géant Unibail-Rodamco-Westfield, qui détient le Forum des Halles (Paris), La Part-Dieu (Lyon) ou Les 4 Temps (La Défense), a enregistré une hausse de la fréquentation de 2,1 % et un chiffre d'affaires des commerçants qui a bondi de 5,2 %.

Même dynamique pour le mastodonte Klépierre, avec une progression de 3,9 % des ventes dans ses centres comme Val d'Europe (Marne-la-Vallée) et Créteil Soleil (Créteil). Dans les centres commerciaux du groupe immobilier Altarea (Cap 3000, près de Nice, ou Bercy Village, à Paris) aussi, le chiffre d'affaires des magasins progresse de 1 %, porté par une fréquentation en hausse de 4,8 %. Quant aux foncières plus petites, les ventes accélèrent de 2,3 % chez Carmila et Mercialys.

« Notre secteur arrive à générer une croissance supérieure à l'évolution de la consommation », constate Rodrigo Clare, directeur général chez Altarea Commerce. Selon l'Insee, sur le premier semestre, la consommation globale en biens des ménages a timidement progressé de 1,4 % par rapport à la même période l'an dernier, principalement tirée par l'inflation au deuxième trimestre. *« En volume, la consommation des ménages ne progresse que légèrement sur la même période (+ 0,1 %) »*, nuance l'institut.

Dans ce contexte, les enseignes non alimentaires (prêt-à-porter, meubles, décoration, high-tech) n'y trouvent pas leur compte. Entre janvier et juin, leur chiffre d'affaires a reculé de 2,8 % en magasin, selon Procos, la fédération représentant 310 distributeurs spécialisés. En particulier, le prêt-à-porter souffre toujours, avec une baisse des ventes de 3,4 %. Comment, alors, expliquer la meilleure performance des centres commerciaux ? Rien n'était gagné d'avance. Entre la crise du textile et les doutes quant à l'envie des ménages de retourner en magasin après l'essor de l'e-commerce pendant la crise du coronavirus, beaucoup prédisaient la fin des cathédrales du commerce, qui ont rebondi ces trois dernières années. *« Nous faisons évoluer nos enseignes dans nos centres pour maintenir une offre attractive et performante »*, poursuit Rodrigo Clare.

Entre janvier et juin, les centres commerciaux *(ci-dessus, Créteil Soleil, dans le Val-de-Marne)* ont enregistré une hausse de leur fréquentation et du chiffre d'affaires des commerçants. SERVICE DE PRESSE

« Placer les enseignes et les marques pertinentes dans les destinations les plus appropriées » est un *« souci constant »*, précise Vincent Rouget, président du directoire d'Unibail.

Exit les boutiques qui n'attirent plus suffisamment les chalands. Ces temples de la consommation ont adapté leur offre à la demande accrue des ménages pour les divertissements : les enseignes de fitness, les escape games, les cinémas et les restaurants ont pris une place plus importante, remplaçant les enseignes en perte de vitesse, principalement dans le prêt-à-porter. Les boutiques de beauté se sont multipliées pour répondre à la forte demande dans ce secteur. Tout comme les magasins spécialisés dans la culture, les cadeaux et les jouets qui séduisent les consommateurs.

« Dans nos centres commerciaux, la fréquentation est revenue au niveau de 2019, le chiffre d'affaires en prêt-à-porter est aussi revenu à son niveau historique mais il est réalisé avec moins de boutiques », poursuit le dirigeant d'Altarea. Parmi les plus performantes, Mango, Zara ou encore H&M sont fréquemment citées. L'offre peut également s'élargir aux centres médicaux et aux espaces de coworking. Pour attirer les ménages, ces centres multiplient les animations et les événements en tout genre. Concerts, ateliers cuisine… En début d'année, seize galeries commerciales de la foncière Carmila ont par exemple accueilli, pendant deux jours, la compétition de football en ligne eLigue 1 McDonald's, organisée par la Ligue de football professionnel (LFP).

« On a longtemps regardé l'immobilier commercial comme un objet figé alors qu'il faut le considérer comme de la pâte à modeler »

Vincent Ravat
Directeur général de Mercialys

« On a longtemps regardé l'immobilier commercial comme un objet figé alors qu'il faut le considérer comme de la pâte à modeler, expliquait récemment au *Figaro* Vincent Ravat, le directeur général de la foncière immobilière Mercialys. *Même un musée comme le Louvre, symbole de permanence, a dû repenser ses flux, ses circulations, son organisation interne. Nos sites n'ont plus rien à voir avec ceux qu'ils étaient il y a vingt ans. Nous avons tout changé, déplacé des murs, restructuré les espaces. Si nous étions restés figés dans les structures héritées, nous aurions disparu. »*

Outre l'adaptation aux évolutions des modes de consommation, les centres commerciaux restent plus faciles d'accès que les centres-villes, avec des parkings souvent gratuits ou des transports publics à proximité. Toutes les tranches d'âge s'y rendent, y compris les plus jeunes, pourtant plus enclins à faire leurs achats en ligne. La Gen Z (les 15-29 ans) représente 30 % des visiteurs des centres commerciaux d'Unibail. Pour Jean-Marc Jestin, président du directoire de Klépierre, les centres commerciaux sont devenus *« des lieux inclusifs comparables aux places de marché des centres-villes, que les consommateurs se sont appropriés. Qu'on les aime ou non, tout le monde les connaît. »* ■

Uber, Deliveroo… Bras de fer politique autour des conditions de travail sur les plateformes

Pierre-Loeiz Thomas

Le gouvernement doit transposer avant la fin de l'année la directive européenne sur l'amélioration des conditions de travail des salariés des plateformes. Le texte se fait attendre.

Quand l'Europe change de braquet, le gouvernement français garde prudemment les mains sur les poignées de frein. Alors que la directive européenne sur l'amélioration des conditions de travail sur les plateformes numériques doit être transposée dans le droit français avant la fin de l'année, le texte se fait toujours attendre. Adoptée en 2024 par l'Union européenne, la directive rebat largement les cartes de l'économie des plateformes comme Uber, Bolt ou Deliveroo. Pour améliorer les conditions de travail des livreurs et des chauffeurs, l'UE entend notamment limiter le recours au *« faux statut d'indépendant »* chez les géants de la livraison et du VTC. La directive introduit notamment *« une présomption légale réfragable effective »*.

Derrière ce jargon juridique se cache une petite révolution : si une plateforme présente les caractéristiques d'un employeur (donneur d'ordres, contrôle du travail, sanction, etc.), la loi considère par défaut qu'il y a salariat – sauf si la plateforme réussit à prouver le contraire. Aujourd'hui, en France, ce sont les travailleurs qui doivent prouver devant la justice qu'ils sont subordonnés à la plateforme.

Ce changement juridique pourrait contraindre les entreprises à reconnaître le salariat de leurs livreurs et de leurs chauffeurs. En France, ils seraient 120 000 à traverser régulièrement les villes sur leur vélo ou au volant de leur véhicule. Le chiffre monte à plusieurs centaines de milliers si l'on inclut les travailleurs plus occasionnels.

L'exécutif a confié la transposition de ce texte européen dans la loi française à une mission indépendante composée du conseiller d'État, Jérôme Marchand-Arvier, de la directrice générale adjointe de La Poste, Nathalie Collin, et de l'économiste Antonin Bergeaud. Ces trois personnalités *« choisies pour leur connaissance des questions sociales et de régulation de l'économie numérique »* doivent mener une large concertation avec l'ensemble des parties prenantes et *« proposer des orientations de transposition d'ici à la fin du troisième trimestre »*, a fait savoir le ministre du Travail, Jean-Pierre Farandou.

Ces orientations *« serviront de base au projet de loi de transposition, qui devra ensuite être examiné par le Conseil d'État, faire l'objet des consultations obligatoires, puis être présenté en Conseil des ministres »*, liste-t-on du côté du ministère. La ligne du gouvernement semble claire : il s'agit de responsabiliser socialement davantage les plateformes, sans remettre en cause leur modèle économique, pourvoyeur de revenus, souvent d'appoint, parfois principal, pour de nombreux ménages modestes. Alors que le Parlement s'apprête à entrer dans le tunnel budgétaire, il est difficile d'imaginer cette directive transposée avant la fin de l'année, comme l'impose pourtant l'Union européenne.

Afin de court-circuiter cette mission et de respecter les délais européens, des députés de gauche se sont en parallèle emparés de la question. La députée Danielle Simonnet (groupe Écologiste et social) et les sénateurs Pascal Savoldelli (PCF) et Olivier Jacquin (PS) ont déposé le 3 juillet une proposition de loi commune au Parlement pour une transposition *« ambitieuse »* de la directive.

« Chaque jour de retard prolonge la précarité dans laquelle sont maintenus des milliers de travailleuses et de travailleurs des plateformes »

Barbara Gomes Adjointe au maire de Paris chargée de l'égalité femmes/hommes, de la lutte contre le travail précaire et de l'économie des plateformes

Les parlementaires demandent notamment *« la requalification obligatoire »* des livreurs indépendants en salariés et la régularisation administrative des travailleurs sans papiers. Même s'il y a une possibilité que ce texte ne soit jamais inscrit à l'ordre du jour du Parlement, *« il permet de montrer (au gouvernement) qu'il y a une traduction possible (de la directive) qui respecte le droit »* des travailleurs concernés, a déclaré Danielle Simonnet.

Plusieurs acteurs du secteur s'inquiètent également d'un report de cette transposition. *« Chaque jour de retard prolonge la précarité dans laquelle sont maintenus des milliers de travailleuses et de travailleurs des plateformes*, alerte par exemple Barbara Gomes, adjointe au maire de Paris chargée de l'égalité femmes/hommes, de la lutte contre le travail précaire et de l'économie des plateformes, dans un courrier adressé au ministère du Travail au début de l'été. *Chaque mois supplémentaire sans transposition les prive des droits sociaux et (des) libertés fondamentales auxquels ils devraient pouvoir prétendre et contribue à une paupérisation indigne de notre pays, et de notre siècle. »*

En mars, une étude de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de l'Institut national d'études démographiques (Ined) faisait un constat alarmant sur l'état de santé et les conditions de travail des livreurs en France. Le rapport alertait notamment sur la rémunération de ces travailleurs. Selon les chiffres avancés par l'Ined, leur salaire moyen n'excède pas 840 euros net par mois, pour une moyenne de 63 heures de travail par semaine, bien loin du salaire minimum français (1 443 euros pour 35 heures). ■

Jean Kedroff

Âgé de 25 ans, Leopold Aschenbrenner a fondé l'un des fonds parmi les plus performants de la planète. Jusqu'à ce que son pari ultra-agressif sur les infrastructures IA se retourne brutalement contre lui.

NICHOLAS ALBRECHT/THE NEW YORK TIMES/REDUX/REA

À Wall Street, la chute du « Nostradamus de l'IA », emporté par son pari fou

C'est un spectaculaire retournement de fortune qui s'est joué ces derniers jours sous les yeux de tout Wall Street. Le fonds spéculatif Situational Awareness, dirigé par Leopold Aschenbrenner, a plongé d'environ 67 % depuis début juillet, plombé par la correction brutale des valeurs liées à l'intelligence artificielle. À coups de paris ultra-agressifs sur le boom de l'intelligence artificielle, ce prodige de seulement 25 ans avait bâti l'une des machines à cash les plus redoutables du marché, affichant 439 % de performance au seul premier semestre. Jeudi 30 juillet, acculé par ses créanciers, il a dû céder d'un bloc, et en une nuit, l'intégralité de son portefeuille, coté à l'un des plus gros prédateurs de Wall Street. Chronique d'une chute annoncée.

Les performances insolentes de Situational Awareness – plus de 1000 % depuis sa création, selon les estimations du « Wall Street Journal » – attirent les grandes banques américaines, telles que Goldman Sachs, JPMorgan Chase ou Bank of America

Leopold Aschenbrenner a été parmi les premiers à prédire les progrès vertigineux de l'IA. Ce surdoué, diplômé major de l'université de Columbia à seulement 19 ans, commence sa carrière au FTX Future Fund, le fonds de Sam Bankman-Fried, qu'il quitte avant l'effondrement retentissant de l'empire crypto fin 2022. Il est alors embauché chez OpenAI, au sein de la désormais célèbre équipe « Superalignment », aux côtés d'Ilya Sutskever, où il travaille à la conception de systèmes d'IA plus performants que l'homme. En avril 2024, il est licencié, officiellement pour fuite d'informations internes. Lui, dénonce des représailles après qu'il a alerté sur les failles de sécurité au sein du groupe face à l'espionnage industriel chinois.

« Situational Awareness : The Decade Ahead », l'essai qu'il publie en juin 2024, fait sensation : il y prédit l'avènement d'une « intelligence artificielle générale » supérieure aux humains d'ici à 2027… et l'explosion de la demande en puces électroniques, en centres de données et en infrastructures énergétiques qui en découlera. L'ambitieux vingtenaire transforme aussitôt sa thèse en produit financier : Situational Awareness LP voit le jour fin 2024, avec 225 millions de dollars, et le soutien des magnats de la tech Patrick et John Collison (Stripe), Nat Friedman (GitHub) et Daniel Gross (Cue). Leur pari est simple : investir dans les infrastructures physiques de l'IA – puces mémoire, énergie, centres de données, mineurs de bitcoins – largement sous-évaluées par le marché.

Le succès est fracassant. Au premier trimestre 2026, soit dix-huit mois après sa création, le formulaire 13F déposé par Situational Awareness auprès de la SEC, le gendarme boursier américain, affiche 13,7 milliards de dollars répartis sur 42 positions, parmi lesquelles Nvidia, Oracle, ASML, Broadcom ou encore Taiwan Semiconductor. Ses performances insolentes – plus de 1000 % depuis sa création, selon les estimations du *Wall Street Journal* – attirent les grandes banques américaines, telles que Goldman Sachs, JPMorgan Chase ou Bank of America. Le portefeuille global de la firme atteint un pic estimé à 45 milliards de dollars au début du mois de juillet 2026. À 24 ans, le « Nostradamus de l'IA » est une légende vivante qui joue dans la cour des grands.

Mais, à Wall Street, les contes de fées ne durent jamais très longtemps. Courant juillet, les valeurs d'infrastructure IA, dont SK Hynix, CoreWeave, Nebius ou Micron, plongent de 30 % à 50 %, tandis que ses positions vendeuses sur des valeurs logicielles, comme Adobe remontent brutalement. Peu diversifié, le portefeuille de Leopold Aschenbrenner perd 67 % de sa valeur en un mois. Pour ne rien arranger, l'investisseur a usé – et abusé – de l'effet de levier, une stratégie consistant à emprunter massivement pour maximiser la taille de ses paris financiers et ainsi doper ses performances. Mais qui décuple les risques sur un marché déjà particulièrement volatil.

En 2024, Leopold Aschenbrenner a prédit l'avènement d'une « intelligence artificielle générale » supérieure aux humains d'ici à 2027.

Peu diversifié, le portefeuille de Leopold Aschenbrenner perd 67 % de sa valeur en un mois. Pour ne rien arranger, l'investisseur a usé – et abusé – de l'effet de levier, une stratégie consistant à emprunter massivement pour maximiser la taille de ses paris financiers et ainsi doper ses performances

Ultime erreur : face à la correction brutale des marchés, le jeune investisseur s'obstine. Le 24 juillet, il écrit à ses investisseurs que la panique boursière était *« l'une des opportunités les plus attractives depuis 2025 »* et les exhorte à réinjecter des fonds avant le 1er août. L'argent n'arrive jamais. Six jours plus tard, ses principaux brokers déclenchent l'un après l'autre des appels de marge en guise de garantie financière. Acculé, le vingtenaire est face à un choix cornélien : lever des fonds en urgence ou céder l'intégralité de son portefeuille public à un acheteur unique. La première option tombe à l'eau : les investisseurs potentiels refusent la prise de risque.

C'est alors que Citadel, le puissant fonds de Ken Griffin, flaire le gros coup et monte au créneau. Leopold Aschenbrenner doit agir vite : c'est la stabilité des marchés qui est en jeu. Sous pression, il cède à Citadel l'intégralité de son bloc d'actifs publics à prix cassé. L'opération, bouclée en une nuit, selon plusieurs sources concordantes, fait chuter les actifs sous gestion du fonds de plus de 20 milliards de dollars à seulement 10 milliards. La moitié du fonds perdu en quelques jours. *« Nous vous avons déçus ce mois-ci »*, reconnaît, grave, Leopold Aschenbrenner dans une lettre envoyée jeudi 30 à ses investisseurs, citée par le *Wall Street Journal*. Il se veut toutefois rassurant : les gains réalisés depuis le début de l'année sont si impressionnants que le fonds devrait tout de même afficher une performance de 80 % en 2026. ■

Grandpuits : la folle histoire d'une raffinerie zéro pétrole

Elsa Bembaron

Le site francilien de TotalEnergies s'apprête à se lancer dans la production de biodiesel et de carburant aérien durable.

Comment transformer un accident industriel en une belle histoire de reconversion, ancrée dans la transition énergétique ? Demandez à TotalEnergies. Aujourd'hui, la raffinerie de Grandpuits, en Seine-et-Marne, recycle des plastiques et s'apprête à produire du biodiesel et des biocarburants d'aviation (SAF). Il y a encore huit ans, le site raffinait l'équivalent de 100 000 barils de carburant par jour. En 2019, l'entreprise, qui s'appelait encore Total, a été confrontée à une marée noire d'un type particulier. Celle-ci a eu lieu dans les Yvelines, après une fuite sur le pipeline reliant le port maritime du Havre (Seine-Maritime) à la raffinerie seine-et-marnaise. Rapidement, le flux de pétrole a été coupé, quelques hectares de terrain ont néanmoins été souillés.

Après s'être engagé à prendre les conséquences à sa charge – à commencer par le nettoyage des terrains souillés –, Total se penche sur les réparations envisageables pour remettre en état ce tuyau qui serpente entre 80 centimètres et 1,5 mètre sous terre, sur 268 kilomètres. Mis en service en 1966, il s'avère bien trop coûteux à réparer : il aurait fallu dépenser 600 millions d'euros pour remettre l'oléoduc en état, sachant que l'infrastructure vieillissante pourrait céder à d'autres endroits. Après un audit, Total décide alors de lancer la reconversion du site de Grandpuits en *« une plateforme zéro pétrole »*, moyennant 500 millions d'euros d'investissements.

Le projet est dévoilé en septembre 2020. Total prévoit alors de construire une unité de biocarburants *« majoritairement destinés au secteur aérien »* d'une capacité de production annuelle de 400 000 tonnes, une deuxième usine, détenue à parts égales avec le néerlandais Corbion, pour la production de 100 000 tonnes de bioplastiques par an, à partir de sucre, et, enfin, une troisième unité, destinée au recyclage de plastique, d'une capacité de traitement de 15 000 tonnes de déchets par an et dont la mise en service est alors prévue en 2023.

Six ans plus tard, le chantier de transformation de Grandpuits n'est pas encore achevé et une partie des ambitions a été revue à la baisse. Néanmoins, l'usine de recyclage de plastique a commencé à produire en novembre 2025. Elle est encore en pleine montée en puissance. La production de Tacoil a démarré. Cette sorte d'huile obtenue lors de la pyrolyse de certains plastiques intègre la chaîne de production de matières neuves. Les 15 000 tonnes sont une goutte d'eau dans un océan de déchets à traiter, mais elles sont un signal positif, démontrant qu'il est possible de recycler des déchets qui n'étaient pas recyclables… à condition d'y mettre le prix. TotalEnergies reste très discret sur le surcoût de production du Tacoil.

En développant une unité de production flexible, TotalEnergies se donne la possibilité de produire d'abord du biodiesel et ensuite du carburant aérien durable, ce qui n'était pas prévu en 2021

Juste à côté de l'usine flambant neuve, un autre chantier se poursuit. Des installations reconnaissables à leurs tuyauteries en inox rutilant en jouxtent d'autres marquées par le poids des ans. TotalEnergies a fait le pari de conserver une partie des installations de la raffinerie historique pour rebâtir sur cette base une bioraffinerie. Le chantier à des allures de Meccano géant, avec des échafaudages dans tous les sens pour construire, réparer, démonter. La complexité du chantier explique en partie le retard pris. Rien de grave, selon Valérie Goff, directrice Renewable Fuels & Chemicals de la compagnie, d'autant plus que la demande en carburant d'aviation durable (SAF) tarde à se mettre en place.

Aujourd'hui, les fournisseurs de kérosène, dont TotalEnergies fait partie, ont l'obligation d'incorporer au minium 2 % de SAF dans les carburants d'aviation, seuil qui passera à 6 % en 2030, puis 20 % en 2035. *« L'avantage est que nous avons une perspective »*, souligne Valérie Goff, plus critique à l'égard de cette progression *« en marches d'escalier »*. Elle implique que les producteurs soient prêts en amont, avec des capacités bien supérieures à la demande. À Grandpuits, TotalEnergies a trouvé la parade : produire dans une unité flexible du biodiesel (dit HVO) destiné au transport routier, en attendant que la demande pour le SAF décolle. *« La réglementation européenne RED III, qui a été transposée en Allemagne et aux Pays-Bas mais pas encore en France, crée un marché pour le HVO. La demande européenne est estimée à 8 millions de tonnes en 2026 et 20,6 millions en 2030, tirée par l'Allemagne »*, explique Valérie Goff. En développant une unité de production flexible, TotalEnergies se donne la possibilité de produire d'abord du HVO et ensuite du SAF, ce qui n'était pas prévu en 2021.

Ce n'est pas la seule évolution que le site a connue. Le projet d'usine de bioplastique a tout simplement été abandonné, faute de viabilité économique. En revanche, d'autres projets se sont ajoutés à ceux initialement prévus : TotalEnergies a construit deux centrales solaires 28 et 24 mégawatts qui sont entrées en production et une batterie de 43 MW (en 2023). Grâce à ses capacités de stockage, le site produit de l'électricité qu'il injecte quand le gestionnaire du réseau le sollicite. Ce qui lui permet d'en améliorer la performance économique. Au total, plus de 500 millions d'euros d'investissements ont été débloqués depuis 2020. ■

En Europe, les contenus créés par IA devront être signalés

Keren Lentschner

Cette obligation provient de l'AI Act, un texte pionnier voté en 2024. Mais le respect de ce règlement vire au casse-tête pour de nombreuses entreprises.

Alors que le débat autour de la régulation de l'intelligence artificielle s'envenime aux États-Unis à l'approche des élections de mi-mandat, le règlement européen sur l'IA (AI Act) entre dans l'une de ses dernières phases d'application sur le Vieux Continent. À partir de ce dimanche 2 août, les entreprises fournissant logiciels et outils utilisant de l'IA sont soumises à de nouvelles règles de transparence. La plus emblématique est l'obligation d'étiqueter, via des icônes ou des labels, les contenus générés par IA (textes, photos, vidéos, sons…). Les mentions « IA », « généré par l'IA » ou « modifié par l'IA » vont donc faire leur apparition un peu partout sur internet. Dans la même logique, les internautes devront être clairement informés qu'ils sont en train d'échanger non pas avec un humain, mais avec une machine lorsqu'ils font face à des chatbots, avatars et autres assistants IA.

« Il est de plus en plus difficile, pour nous tous, de distinguer le réel de l'artificiel », explique un responsable de la Commission européenne. L'utilisation croissante de l'IA, parfois à l'insu des internautes, soulève par ailleurs *« de nouveaux risques de désinformation et de manipulation à grande échelle, de fraude, d'usurpation d'identité et de tromperie des consommateurs (…)*, constate Bruxelles. *Le défi est de préserver la capacité des citoyens à faire confiance à ce qu'ils voient, entendent et lisent. »*

En cas de non-respect du texte, les contrevenants s'exposent à des amendes pouvant atteindre entre 4 % et 7 % de leur chiffre d'affaires mondial. Si les nouveaux systèmes d'IA devront, dès leur commercialisation, obéir à ces règles, les outils déjà existants auront jusqu'au 2 décembre pour se conformer. L'enjeu est de taille. *« On voit apparaître dans les contrats des clauses de conformité avec l'AI Act*, indique François Soubien, directeur général du groupe Talan, un cabinet de conseil spécialisé dans le numérique. *Il s'agit pour les entreprises de ne pas risquer de perdre des dossiers. »*

Certains accusent Bruxelles de créer une nouvelle usine à gaz, qui obligera à terme à étiqueter tous les contenus en ligne. Dans les faits, plusieurs grandes plateformes ont déjà anticipé ces nouvelles règles. C'est notamment le cas de TikTok, qui impose depuis plusieurs années aux créateurs de contenu le signalement de l'usage de l'IA. Dans ce cadre, plus de 3 milliards de contenus ont déjà été labellisés sur TikTok, grâce à un ensemble d'outils à la disposition des créateurs et à des technologies de détection, assure la plateforme. De même, Meta a déployé sur Instagram et Facebook une étiquette *« AI Info »* pour les publications utilisant l'IA.

Un smartphone avec l'application ChatGPT. Les entreprises fournissant logiciels et outils utilisant de l'IA auront l'obligation d'étiqueter tous les contenus générés par intelligence artificielle (textes, photos, vidéos, sons…) pour respecter le nouveau règlement européen AI Act.
MIGLAGOA - STOCK.ADOBE.COM

De son côté, Google a signé le code de conduite européen sur la transparence de l'IA et mis en place son propre outil de marquage des contenus, SynthID. Il indique également travailler avec des partenaires comme Apple, ElevenLabs, Nvidia et OpenAI pour favoriser l'adoption à l'échelle du secteur de tels outils. Cela ne l'empêche pas de regretter une *« complexité réglementaire »* qui pourrait s'avérer contre-productive. *« Au lieu d'aider les personnes, cela risque de semer la confusion »*, prévient Karen Massin, responsable des affaires européennes du groupe. *« Si les contenus en ligne sont inondés d'étiquettes sur l'IA et d'avertissements juridiques, les gens auront plus de mal à s'y retrouver »*, poursuit-elle.

L'Union européenne avait été pionnière il y a deux ans en votant le règlement sur l'intelligence artificielle. *« C'est une loi "horizontale" qui s'applique à toutes les entreprises et organisations, avec des niveaux d'obligations et un calendrier différents en fonction du type d'entreprises, du niveau de risque des systèmes d'IA (faible, limité, élevé, inacceptable) et du cas d'usage déployé »*, résume Chadi Hantouche, associé au cabinet de conseil Eleven Strategy. Depuis plus d'un an, les entreprises fournissant des grands modèles de langage « à usage général » (ChatGPT, Gemini…) sont ainsi déjà soumises à certaines obligations de transparence. Elles doivent notamment fournir un résumé détaillé des données d'entraînement utilisées et prévoir des mesures d'atténuation des risques systémiques que certains de ces modèles pourraient comporter.

Certains cas d'usage de l'IA sont également interdits en Europe depuis février 2025 : les systèmes de notation sociale, la reconnaissance des émotions sur le lieu de travail, les technologies qui pourraient discriminer des individus en fonction de leur âge, d'un handicap ou d'une situation économique, la manipulation du comportement, l'identification biométrique sous certaines conditions ou encore diverses pratiques de police prédictive.

Pour savoir comment se conformer aux multiples obligations du texte et sous quel délai, les entreprises doivent au préalable lister les systèmes d'IA qu'elles utilisent. *« Nombre d'entre elles ne savent pas forcément quels systèmes d'IA tournent chez elles*, observe François Soubien. *C'est le cas notamment des entreprises qui ont multiplié les expérimentations ou programmes pilotes en matière d'IA et ne sont pas encore passées à l'échelle. Or, le texte s'applique aux logiciels utilisant des modules d'intelligence artificielle (gestion RH, prévision des stocks, outils de traduction…), aux chatbots utilisés pour gérer les services client… »*. Cela pourrait vite ressembler à un inventaire à la Prévert. *« Dans les PME, les systèmes d'IA utilisés peuvent se compter en dizaines. Dans les grands groupes, en centaines… »*, précise Chadi Hantouche, associé au sein du cabinet Eleven Strategy.

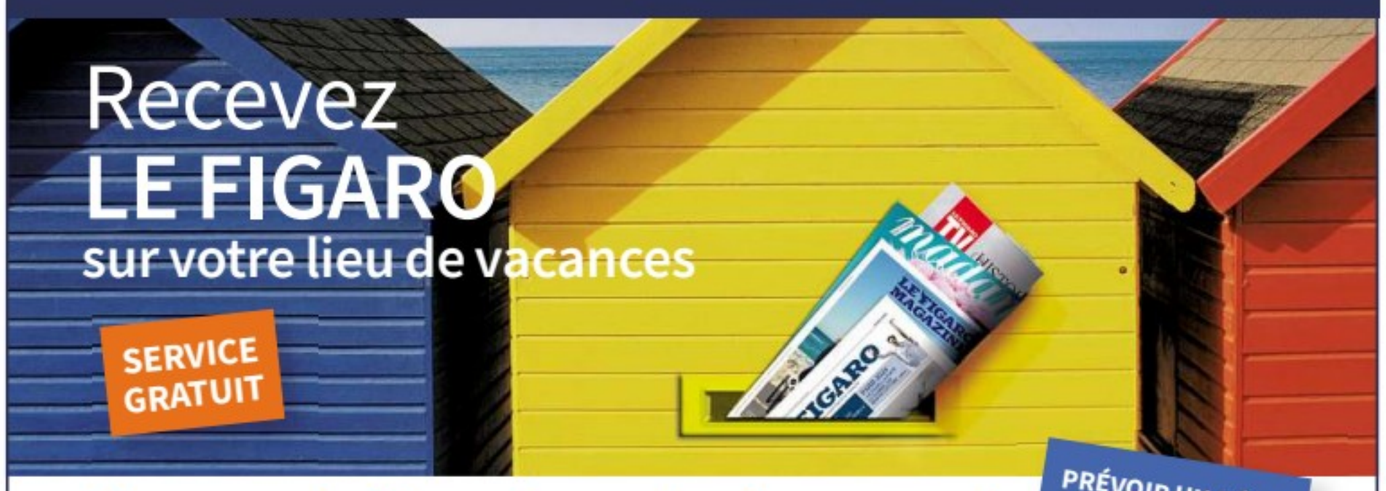
La tâche est plus encore complexe pour les entreprises qui n'ont pas de feuille de route claire en matière d'IA ou qui ne disposent pas des moyens humains suffisants, notamment en matière de conformité. C'est le cas de nombreuses PME. *« L'AI Act impose de mettre autour de la table beaucoup d'interlocuteurs d'une même entreprise en raison de ses nombreux volets (cybersécurité, vie privée, environnemental…)*, insiste Chadi Hantouche. *Dans certaines entreprises, le sujet est porté par les équipes conformité ou protection des données personnelles, dans d'autres par la cybersécurité. »*

Une dernière salve d'obligations, concernant cette fois-ci les IA dites à haut risque qui sont utilisées dans les services de santé, la police, l'éducation, ou les ressources humaines, devait entrer en application ce dimanche. La date butoir a finalement été décalée de seize mois dans le cadre de la simplification de la réglementation tech décidée fin 2025 par Bruxelles (Digital Omnibus). Un report qui était souhaité par de nombreuses entreprises et par les grands acteurs du secteur. Certains groupes politiques y ont vu une capitulation face aux demandes de Washington. Il y a un an, une quarantaine de patrons français (BNP Paribas, Carrefour, Publicis, Mistral…) avaient écrit à la Commission pour demander un report du règlement au nom de la compétitivité avec la Chine et les États-Unis. Dans une autre lettre parue quelques semaines auparavant, une trentaine de fondateurs de start-up et d'investisseurs européens de la tech avaient qualifié l'AI Act de *« bombe à retardement »*.

« Au lieu d'aider les personnes, cela risque de semer la confusion. Si les contenus en ligne sont inondés d'étiquettes sur l'IA et d'avertissements juridiques, les gens auront plus de mal à s'y retrouver »
Karen Massin Responsable des affaires européennes de Google

Les lourdeurs administratives n'ont pas non plus facilité l'adhésion des entreprises. *« La Commission a mis beaucoup de temps à sortir le code de bonnes pratiques censé guider les entreprises*, détaille Chadi Hantouche. *Chaque État membre devait par ailleurs désigner les autorités de référence pour l'AI Act. En France, il a fallu attendre l'automne 2025 pour les connaître ! »* ■

MESSAGE RÉSERVÉ AUX ABONNÉS LE FIGARO



PRÉVOIR UN DÉLAI minimum de 15 JOURS avant votre départ

3 moyens de faire suivre votre abonnement

1 **Sur votre espace personnel** (rubrique Ma livraison)
moncompte.lefigaro.fr

ou

2 **Par email** (avec l'ensemble des informations nécessaires spécifiées ci-dessous)
abo@client.lefigaro.fr

ou

3 **Par courrier** affranchi en renvoyant ce coupon à LE FIGARO - VACANCES, 45 avenue du Général-Leclerc, 60643 Chantilly Cedex

N'hésitez pas à le photocopier pour vos prochains changements d'adresse

☐ **Je fais suivre** mon abonnement du / / 2026 au / / 2026 inclus

MON ADRESSE ACTUELLE

N° d'abonné (facultatif)
Nom / Prénom
Adresse
CP Ville
Téléphone portable
nécessaire pour le suivi de votre livraison
E-mail (en majuscules)
(nécessaire pour la gestion de votre abonnement)

MON ADRESSE DE VACANCES

Chez M. ou Mme (si nécessaire)
Adresse
CP Ville

OU

☐ **Je suspends** mon abonnement du / / 2026 au / / 2026 inclus
☐ Je conserve l'édition numérique (seules les livraisons sont suspendues, mon abonnement continuera à être débité)
☐ Je ne conserve pas l'édition numérique (ma date d'échéance sera prolongée)